

UNIVERSITÉ DE CLERMONT-FERRAND

FACULTÉ MIXTE DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE

Année 1968

N°

22

THÈSE

pour le

DOCTORAT EN MÉDECINE (Diplôme d'État)

par

Pierre-Henri DOUSSINET

né le 15 novembre 1941 à Clermont-Ferrand

Présentée et soutenue publiquement le 17 juin 1968

LA SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE

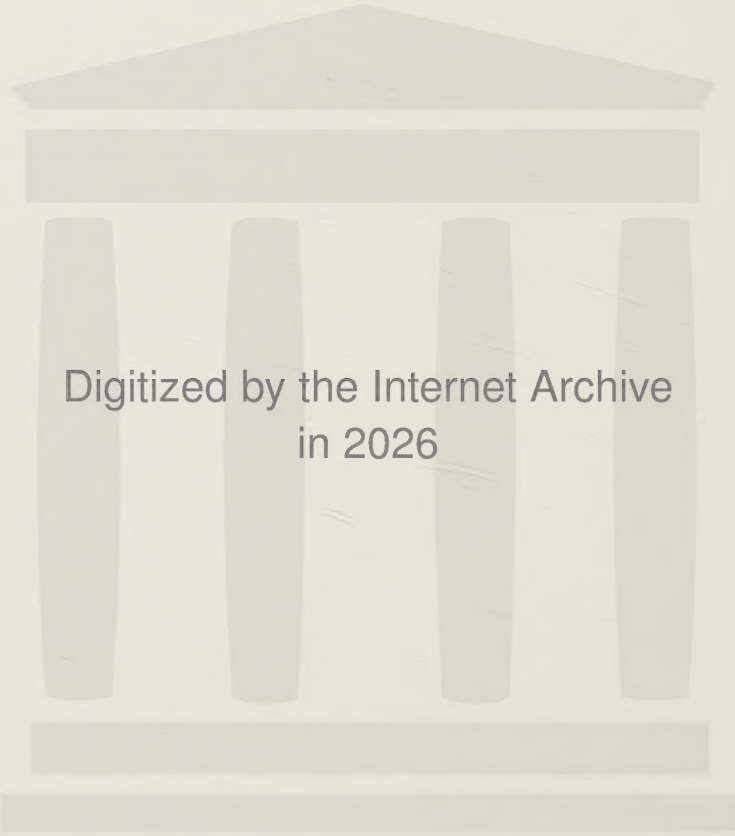
*Documents et commentaires sur vingt années
d'action sociale spécialisée*

Président : M. POROT, Professeur

Membres du Jury : MM. MOLINA, Professeur

JANNY, Professeur agrégé

TOURNILHAC, Professeur agrégé



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41546615_0032

UNIVERSITÉ DE CLERMONT-FERRAND

FACULTÉ MIXTE DE MÉDECINE ET DE PHARMACIE

Année 1968

N°

THÈSE

pour le

DOCTORAT EN MÉDECINE (Diplôme d'État)

par

Pierre-Henri DOUSSINET

né le 15 novembre 1941 à Clermont-Ferrand

Présentée et soutenue publiquement le 17 juin 1968

LA SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE

*Documents et commentaires sur vingt années
d'action sociale spécialisée*

Président : M. POROT, Professeur

Membres du Jury : MM. MOLINA, Professeur

JANNY, Professeur agrégé

TOURNILHAC, Professeur agrégé

UNIVERSITÉ DE CLERMONT

FACULTÉ MIXTE DE MÉDECINE

ET DE PHARMACIE

Doyen : G. MEYNIEL

Assesseur : M. COULET

Doyen honoraire : M. CUVELIER

Directeur honoraire : M. MERLE

Professeurs honoraires : M^{me} BLANQUET,
MM. BUREAU, GAUTHIER, POMMÉ

I - Professeurs titulaires

MM. BARRIER	Clinique chirurgicale A
BASTIDE	Chimie biologique et Pharmacodynamie
BAUDON	Clinique obstétricale
BERGER	Chimie analytique
BERGERON	Pathologie médicale
COULET	Botanique et Microbiologie
CUVELIER	Hydrologie et Climatologie
DASTUGUE	Biochimie médicale
DAUPHIN	Chimie pharmaceutique et Toxicologie
DELAGE	Anatomie pathologique
FEBVRE	Pharmacie galénique
GRAS	Clinique médicale
JACQUEMET	Technique chirurgicale
JALLUT	Séméiologie médicale
LATAIX	Pathologie chirurgicale
MERCIER	Anatomie
MEYNIEL	Biophysique médicale
MOLINA	Clinique pneumo-phtisiologique
PETIT	Médecine légale et Médecine sociale
POROT	Clinique neurologique et psychiatrique
POURRAT	Matière médicale
M ^{lle} RAMON	Thérapeutique
ROUHER	Clinique ophtalmologique
TERRASSE	Clinique médicale B
THIÉBOLT	Physiologie
THOMAS	Clinique oto-rhino-laryngologique
TRONCHE	Pharmacie chimique
TURCHINI	Histologie et Embryologie
VAURS	Bactériologie et Hygiène
WILLEMIN-CLOG	Clinique médicale infantile

II - Professeurs titulaires à titre personnel

MM. CHAMPEIX
VIALLET

Médecine légale et Médecine du travail
Electro-Radiologie

III - Professeurs sans chaire

MM. ALFIÉRI
CLUZEL
DUCHÊNE-MARULLAZ
GERMAIN
MENUT

Biophysique médicale
Bactériologie
Physiologie
Clinique chirurgicale B
Pédiatrie et Puériculture

IV - Maîtres de conférences agrégés

M. BOSSY
M^{lle} CHATONIER
M^{me} GAILLARD
M^{me} MOINADE
M. PIGNIDE
M^{me} POURRAT
M. VENRIES DE LAGUILLAUMIE

Anatomie
Chimie minérale et Minéralogie
Physique pharmaceutique
Médecine générale et Thérapeutique
Médecine générale
Botanique
Anatomie pathologique

V - Agrégés

MM. FOURRIER
HOUDARD
JANNY
RENARD
TOURNILHAC

Orthopédie
Chirurgie générale
Neuro-Chirurgie
Pneumo-Phthisiologie
Neurologie et Psychiatrie

VI - Délégués dans les fonctions de maître de conférences

MM. JARREAU
MALET
MARCHEIX
PLAGNE

Matière médicale
Histologie et Embryologie
Médecine générale et Thérapeutique
Cancérologie

Attaché principal : M. BERTHON

Conservateur de la bibliothèque : M. ARCHIMBAUD

La Faculté décide que les opinions émises dans les travaux et mémoires, présentés à l'occasion d'une soutenance de thèse de Doctorat en Médecine ou en Pharmacie, doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elle n'entend leur donner ni approbation, ni improbation. (Délibération en date du 6 juin 1956).

A MON PERE...

A MA MERE.

A MA SŒUR.

A notre Président de Thèse

Monsieur le Professeur POROT

Professeur de Clinique Neurologique et Psychiatrique

Médecin des Hôpitaux

Chevalier des Palmes Académiques

Il nous fait le très grand honneur de juger ce travail.

Il a été pour nous un Maître attentif et bienveillant.

*Animateur convaincu de la Société d'Hygiène Mentale du Centre,
qu'il veuille bien trouver ici l'expression de notre modeste et respec-
tueux témoignage d'admiration.*

A notre Jury de Thèse

A Monsieur le Professeur MOLINA

Professeur de Clinique Pneumo-Phtisiologique
Médecin des Hôpitaux
Chevalier des Palmes Académiques

Notre premier « patron ». Sa rigueur technique et son souci de l'abord humain du malade nous ont offert d'emblée l'image complète du Médecin.

En témoignage de notre respectueuse reconnaissance.

A Monsieur le Professeur Agrégé JANNY

Agrégé de Neuro-Chirurgie
Neuro-Chirurgien Assistant des Hôpitaux

et

A Monsieur le Professeur Agrégé TOURNILHAC

Agrégé de Neurologie et de Psychiatrie
Médecin Assistant des Hôpitaux

La précision de leur enseignement clinique et leur foi communicative au sein de l'équipe hospitalière, nous ont été une ouverture excellente sur la neurologie.

En témoignage de notre vive et déférente gratitude.

A Monsieur le Docteur GIRARD

Assistant Chef de Clinique Neurologique et Psychiatrique
Chargé d'un cours de Psychologie

*Il nous fait l'amitié d'être membre suppléant de notre Jury.
Qu'il en soit bien sincèrement remercié.*

A nos Maîtres de la Faculté de Médecine de Clermont-Ferrand

A Monsieur le Professeur DASTUGUE

Qui nous a constamment honoré de son amicale bienveillance.

A nos Maîtres des Hôpitaux de Clermont-Ferrand

A Monsieur le Professeur PETIT

A Monsieur le Professeur BAUDON

A Monsieur le Docteur NEVEU

A Monsieur le Docteur MONTRIEUL

dont nous avons eu l'avantage d'être l'externe.

Qu'ils soient tous assurés de notre bien vive et respectueuse gratitude.

A Mademoiselle le Docteur Elizabeth JACOB

Médecin des Hôpitaux Psychiatriques
Chevalier de la légion d'honneur

*C'est dans son service que nous avons découvert la psychiatrie.
Nous ne saurions oublier son extrême sollicitude à notre égard.
Qu'elle veuille bien trouver ici l'expression de nos sentiments respectueux et fidèles.*

A tous nos Camarades de promotion

A tous nos Amis

AVANT-PROPOS

Le Docteur François CLOUTIER, de Montréal, ancien Directeur Général de la Fédération Mondiale pour la Santé Mentale, a écrit, dans un ouvrage récent consacré à la santé mentale :

« Un organisme s'intéresse plus particulièrement aux problèmes « médico-sociaux des malades mentaux : c'est la Fédération Française « des Sociétés de Croix-Marine qui a été fondée en 1947. Elle groupe, « surtout en province, des Sociétés fort actives. Par ses publications, par « ses Assemblées annuelles, par ses activités, elle exerce une influence « considérable. Son siège est à Clermont-Ferrand » (55) (1).

De l'avis unanime, la Société d'Hygiène Mentale du Centre ayant été, non seulement le berceau, mais pendant les vingt années qui viennent de s'écouler, une des principales sources d'inspiration du mouvement Croix-Marine, il nous a paru utile et opportun de consigner dans un travail méthodique et en quelque sorte historique, les principaux actes de cette Société.

A cette fin, nous avons recueilli et dépouillé un grand nombre de documents, les uns publiés, les autres inédits, et nous nous sommes appliqués à les confronter de façon systématique au témoignage des principaux acteurs.

Les documents inédits sont conservés aux archives de la Société. Lorsqu'ils sont reproduits ici, ils le sont en vertu d'une autorisation spéciale qui nous a été accordée.

Nous aurions atteint notre but, si nous avions réussi à mettre en valeur dans ce travail un des éléments d'appréciation du vaste essor de l'assistance psychiatrique française dans les trente dernières années.

(1) Les chiffres entre parenthèses renvoient à l'Index bibliographique, page 109.

CHAPITRE I

LA SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE

Des origines au mouvement Croix-Marine

La Société d'Hygiène Mentale du Centre a vu le jour après la guerre, à Clermont-Ferrand, en 1947. Nous y reviendrons en détail, mais pour bien la situer dans son contexte historique, il faut remonter à 1935, aux premières manifestations de sa conception.

C'est, en effet, le 12 juillet 1935, que furent déposés à la Préfecture de Police de Paris, les Statuts d'une association, Loi de 1901, qui devait être la première société « de secours et d'entraide aux malades mentaux et handicapés psychiques ». Voici comment s'expriment à son sujet les promoteurs de cette initiative (99).

« Quel était alors en France l'état des réalisations et le climat des idées ?

« Les grandes découvertes de la thérapeutique biologique, mise à part la malariathérapie, commençaient seulement à faire leur apparition, les grandes découvertes psychologiques n'avaient pas encore acquis droit de cité, l'assistance psychiatrique restait du type traditionnel, centrée sur l'hôpital psychiatrique classique.

« Un événement important était cependant survenu en France pendant la décennie précédente : Edouard TOULOUSE avait, en 1922, créé le « service de prophylaxie mentale de la Seine », plus connu sous le nom d'hôpital Henri Rousselle. « Premier service ouvert, selon l'expression même de son fondateur, affecté à tous les cas de maladies mentales » (1).

(1) Edouard TOULOUSE. — Le mouvement français de prophylaxie mentale. *La Prophylaxie mentale*, octobre 1930.

« A la même époque, TOULOUSE eut connaissance des efforts que « développait Clifford BEERS aux Etats-Unis, depuis 1909, en faveur « de l'amélioration du sort des aliénés et de la diffusion de sa conception « sur « l'Hygiène Mentale », qui débordait de beaucoup la pathologie « mentale et annonçait déjà avec toutes ses conséquences pratiques cette « discipline nouvelle que l'on conçoit aujourd'hui comme la connais- « sance scientifique et la mise en œuvre des conditions de tous ordres « nécessaires à l'affirmation et à l'entretien de l'équilibre mental indivi- « duel et collectif.

« Conscient de la portée de ces idées nouvelles qui rejoignaient les « siennes sur beaucoup de points, TOULOUSE fonda, en décembre 1920, « la Ligue française d'Hygiène Mentale qui fut un groupement essenti- « lement parisien de personnalités acquises au développement de « l'hygiène mentale.

« Entre les mains de TOULOUSE et de ses collaborateurs, la Ligue « accomplit, par le moyen de commissions d'études, un travail de défri- « chage de ce champ nouveau des sciences de l'homme. Elle se fit sur- « tout instrument de propagande en faveur de ces perspectives d'avenir, « provoquant et multipliant les réunions européennes dont trois au « moins se tinrent à Paris entre 1922 et 1930, date du Premier Congrès « international d'hygiène mentale de Washington (1).

« Il n'est pas superflu de souligner l'intérêt de ces activités, bien « qu'il soit malaisé d'en mesurer la fécondité et l'influence. Celle-ci « paraît avoir été réelle, par le mouvement d'idées qu'elle favorisa non « seulement en France, mais en Europe Occidentale.

« En France, toutefois, ces activités n'eurent à cette époque qu'une « influence pratique très limitée sur l'assistance psychiatrique elle-même. « En 1935, en effet, quinze ans après la création de la Ligue, il n'y « avait en France qu'un très petit nombre de « services ouverts », qu'un « nombre encore plus infime de dispensaires psychiatriques. L'assistance « spécialisée aux enfants restait limitée à quelques classes de perfec- « tionnement pour débiles, malgré les efforts de BINET et SIMON, et « à quelques I.M.P., en nombre grossièrement insuffisant ; les notions « de post-cure aux malades mentaux et d'assistance dans le milieu social « étaient à peine formulées, l'hygiène mentale préventive était un objec- « tif offert à l'avenir.

« En 1935, il était déjà perceptible toutefois que le progrès de la « médecine mentale et de l'assistance psychiatrique allait être tributaire

(1) Pour suivre l'effort de la Ligue d'Hygiène Mentale, accompli sous l'impulsion du Docteur E. TOULOUSE, il convient de consulter la collection de la revue « La Prophylaxie mentale », qui fut l'organe de la Ligue à partir de 1925 et pendant une dizaine d'années. Par la suite, la revue cessa de paraître ; les activités de la Ligue connurent elles-mêmes une véritable éclipse jusqu'en 1954, date à laquelle elle reprit ses activités sous l'impulsion du Docteur P. SIVADON.

La Ligue d'Hygiène Mentale a actuellement pour organe la revue trimestrielle « Santé mentale ». Elle organise, chaque année, des Journées de la Santé mentale, au cours desquelles sont exposés et traités quelques-uns des problèmes actuels de la Santé mentale. Le siège social de la Ligue est : 11, rue Tronchet, Paris-8^e.

« de deux facteurs principaux : le développement de la thérapeutique
« d'une part et, d'autre part, l'action sociale pratique.

« C'est sous la pression de ces sentiments, notamment de la nécessité
« d'une action sociale pratique, que naquit, en 1935, la première Société
« de Secours et d'Entraide aux Handicapés Psychiques.

« Les parrains de cette Société furent le Professeur J.-A. SICARD, de
« la Faculté de Médecine de Paris, le Docteur Jean TINEL, Médecin des
« Hôpitaux de Paris, les Docteurs Henri BEAUDOUIN, Joseph CAPCRAS
« et Georges DEMAY, Médecins des Hôpitaux Psychiatriques de la Seine ».

Les animateurs en furent les Docteurs Pierre DOUSSINET et Elizabeth JACOB, assistés des Docteurs Jean THÉVENOT et Jacques GOLSE.

Cette première Société de secours et d'entraide aux malades mentaux et handicapés psychiques eut une activité féconde mais fortement entravée par les hostilités commencées en 1939-1940 et par l'occupation.

Elle eut néanmoins la possibilité de formuler le concept des Sociétés de secours et d'entraide aux malades mentaux et handicapés psychiques, et de créer aux portes de Paris, à Vincennes, un dispensaire spécialisé qui est signalé dans le traité de RAYNIER et BEAUDOUIN (206) comme ayant été un des premiers dispensaires spécialisés, conçu comme organisme indépendant d'un centre hospitalier. Le bilan de ce dispensaire, publié en 1938 (82), faisait ressortir alors une activité de sept mille consultations d'adultes et d'enfants en fournissant l'indication fort intéressante que les activités de ce dispensaire s'adressaient déjà à deux catégories principales de patients : ceux qui pouvaient bénéficier de la surveillance médicale à la sortie du Centre de soins et ceux qui n'avaient jamais été hospitalisés.

Cette première Société eut également la possibilité de publier la conception d'un plan d'équipement sanitaire spécialisé pour la région parisienne, mais bien limité à cette dernière (139 et 206), dont nous ne saurions manquer de rappeler l'existence, tant elle est évocatrice de « la politique psychiatrique de secteur » qui fut préconisée bien au-delà de cette région parisienne quelques années plus tard. Nous reproduisons, ci-dessous, des extraits de ce texte :

« Une lacune considérable dans l'organisation de l'assistance psy-
« chiatrique se manifesterait donc aussi longtemps que devra être retardé
« son perfectionnement rationnel par la création d'un nombre suffisant
« de petits centres sanitaires sociaux, c'est-à-dire de dispensaires spéciali-
« sés autonomes préposés à la surveillance et au traitement ambulatoire
« des psychopathes, d'où rayonneront des infirmières visiteuses, et qui
« fonctionneront en liaison avec les Hôpitaux Psychiatriques fermés
« pour la surveillance et le traitement préventif des aliénés en rémis-
« sion, avec les Hôpitaux Psychiatriques ouverts pour la prise en tutelle
« des psychopathes légers, avec tous les organismes annexes tels que
« colonies de repos, stations climatiques, centres de rééducation, au
« concours desquels ils auront la faculté de faire appel.

« Si l'on voulait envisager sur ces données une organisation sanitaire
« pour Paris et sa banlieue immédiate, voici, à titre d'exemple, le
« plan schématique qui pourrait en être donné.

« 1° - Un centre hospitalier de traitement, de recherche et d'enseignement professionnel constitué par :

« a) trois ou quatre services ouverts, d'une cinquantaine de lits chacun, alimentés par les consultations des centres sanitaires sociaux, « disposant des ressources de toute la gamme usuelle des laboratoires « de biologie, placés sous la direction et le contrôle de cliniciens avertis :

« b) un service d'enseignement professionnel, sorte d'école d'infirmières soignantes ou visiteuses spécialisées qui pourraient être pour « vues d'un diplôme du type du diplôme de la Croix-Rouge.

« 2° - Une dizaine de centres sanitaires sociaux répartis dans autant « de secteurs parisiens.

« L'organisation du centre sanitaire social type comprendrait les « organismes suivants :

« a) un service de consultations pour adultes qui aurait pour attributions : le dépistage et l'orientation ; la surveillance et le traitement « des malades sortis en rémission des Hôpitaux psychiatriques fermés ; « la surveillance et le traitement des psychopathes légers. Ce service « fonctionnerait en liaison avec la Préfecture de Police, les Hôpitaux « Psychiatriques ouverts, les Dispensaires d'Hygiène Sociale, et tous « autres services annexes ;

« b) un service de consultations pour enfants en relation avec les « assistantes scolaires et les divers centres de rééducation et d'hospitalisation ;

« c) un service d'infirmières visiteuses spécialisées prenant leurs directives à la Direction Médicale du Centre, mais travaillant en étroite collaboration avec les différents chefs de services administratifs, d'hygiène « sociale et de contrôle médical scolaire, avec la direction de toutes les « œuvres d'assistance aux psychopathes.

« 3° - Un certain nombre de colonies de repos pour psychopathes « légers, situées dans des régions privilégiées au point de vue climatique.

« 4° - Un service de renseignements, de vulgarisation et de propagande concernant la législation, l'assistance, l'orientation des malades, « la prophylaxie des maladies mentales, l'eugénique, etc., annexé à la « Direction Générale de toutes ces organisations sanitaires ».

On voit qu'à la terminologie près, qui porte la marque d'une époque où n'existait encore ni la sociothérapie, ni la psychothérapie institutionnelle, la politique de « secteur » était déjà énoncée ; il suffirait de substituer au terme « Centres sanitaires sociaux » les termes « Hôpitaux de jour » ou « Centres de Santé mentale » ou « Clubs sociothérapiques » pour que la conception, dont ce texte témoigne, soit tout à fait actuelle.

« Les périodes de l'avant-guerre (207), de la guerre elle-même et de « l'après-guerre apportèrent le climat nouveau qui avait manqué à la « période précédente pour promouvoir le progrès sur une grande échelle. « Ce climat fut donné par la révolution thérapeutique qui s'accomplit en « quelques années et par l'extraordinaire bouillonnement des idées que la « guerre de 1940 a certainement stimulé, sinon entièrement provoqué.

« Dès 1941, le gouvernement d'alors prit une décision capitale pour

« l'assistance psychiatrique extra-hospitalière (1) en officialisant le principe des consultations et dispensaires d'hygiène mentale et en rattachant pratiquement ces organismes à l'Hygiène Sociale - Service public déjà chargé de la lutte contre les maladies vénériennes et la tuberculose et, plus tard, de la protection maternelle et infantile.

« C'était, d'un seul coup, rendre pratiquement possible l'assistance extra-hospitalière. Malgré les circonstances, ces décisions furent suivies d'effets et aboutirent à la création d'un premier équipement extra-hospitalier à la vérité assez modeste jusqu'à la parution du décret du 20 mai 1955.

« En 1943, le même gouvernement prit une autre décision importante, celle de favoriser et de subventionner des associations à but non lucratif pour lutter contre la délinquance juvénile. Ce fut l'origine des associations de Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, véritable œuvre d'action sociale qui se trouvait chargée, en collaboration avec les pouvoirs publics, d'une très importante tâche d'hygiène mentale pratique (2).

« La libération, en permettant une reprise générale d'activités longtemps entravées et ralenties, ouvrit une ère nouvelle pour les initiatives en faveur de l'assistance psychiatrique.

« Dans la période qui suivit, les « services ouverts » se généralisèrent dans les hôpitaux psychiatriques et dans les hôpitaux généraux.

« Sous l'impulsion du professeur HEUYER, la psychiatrie infantile prit son essor en tant que branche spécialisée.

« L'intérêt des grandes administrations s'éveilla pour les questions d'hygiène mentale ; elles prirent conscience de leurs responsabilités dans leurs domaines respectifs.

« La Santé publique s'appliqua à développer et à moderniser l'équipement (143).

« L'Éducation Nationale se pencha avec plus d'attention sur le problème de l'enfance inadaptée, ouvrit de nombreuses classes de perfectionnement et des Consultations psycho-pédagogiques.

« L'Administration pénitentiaire mit sur pied sa « réforme » qui aboutit notamment à la constitution des Comités post-pénaux.

« L'Administration du travail et de la main-d'œuvre s'intéressa acti-

(1) Circulaire du 6 juin 1941 (B.M.S.P., p. 301).

(2) Les Associations de Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence furent organisées en Associations Régionales — 16 pour la France — et regroupées dans l'Union Nationale des Associations Régionales (UNAR). L'artisan de ce regroupement fut le Professeur R. LAFON, de Montpellier. Les Associations Régionales de Sauvegarde furent les promoteurs d'un grand nombre d'établissements de rééducation et de la plupart des Ecoles d'Éducateurs d'enfants inadaptés.

En 1965, elles furent transformées en « Centres régionaux pour l'enfance et l'adolescence inadaptée » (CREAI), conçus comme instruments de regroupement de toutes les associations intéressées par les problèmes de l'enfance inadaptée, et d'information de l'Administration. Cette nouvelle organisation fut elle-même coiffée par « Le Centre Technique National » pour l'enfance et l'adolescence inadaptée.

« vement au problème du reclassement professionnel des handicapés
« et à celui du travail protégé (213), intérêt qui trouva son aboutissement
« dans la loi du 23 novembre 1957 sur le reclassement des travailleurs
« handicapés.

« La Sécurité Sociale pris une place sans cesse croissante dans les
« questions d'action sanitaire et sociale, et s'intéressa au problème de la
« réadaptation des handicapés les plus divers, y compris les handicapés
« psychiques (234).

« Simultanément, et ce point nous paraît de très grande importance,
« s'affirma le désir des pouvoirs publics de collaborer avec l'initiative
« privée dans toutes les tâches de caractère social et médico-social, ce
« qui suscita une véritable floraison d'œuvres consacrées à l'action sociale
« pratique.

« C'est ainsi que, dans le domaine de l'assistance psychiatrique, cette
« époque vit naître un grand nombre d'associations à but non lucratif.
« gestionnaires de centres de toutes sortes, et notamment de centres de
« rééducation pour enfants inadaptés.

« Des associations à but éducatif, comme les « écoles de parents »
« (1), étaient promises à un nouvel essor, ainsi que d'autres associations
« orientées vers l'action sociale telles que les Sociétés d'Aide aux Anciens
« buveurs ».

C'est dans ce nouveau climat que naquit la deuxième société de secours et d'entraide aux malades mentaux et handicapés psychiques, que fut la Société d'Hygiène Mentale du Centre, créée à Clermont-Ferrand, à la suite de la rencontre de personnalités profondément intéressées par les problèmes de Santé Mentale dont M. Gabriel DELAUNAY, alors Préfet du Puy-de-Dôme, M^{me} Gabriel DELAUNAY, ancien membre de l'Assemblée Nationale Consultative, le D^r Pierre DOUSSINET, Médecin-Chef de l'Hôpital Psychiatrique Ste-Marie de l'Assomption, le D^r COURBAIRE de Marcellat, Médecin-Conseil de la Caisse Régionale de Sécurité Sociale du Massif Central.

La réunion constitutive se tint le 20 janvier 1947 à la Préfecture du Puy-de-Dôme. Elle fut présidée par M. DELAUNAY, Préfet du Puy-de-Dôme.

Voici des extraits du procès-verbal de cette réunion :

« La réunion constitutive de la Société d'Hygiène Mentale du Centre
« s'est tenue à la Préfecture du Puy-de-Dôme le 20 janvier 1947 à 10 h.
« sous la présidence de M. DELAUNAY, Préfet du Puy-de-Dôme.

Assistaient à la réunion :

- M. DELAUNAY, Préfet du Puy-de-Dôme ;
- le D^r ROUSSEL, Directeur de la Santé ;
- le D^r COURBAIRE de Marcellat, Médecin-Conseil régional ;

(1) Les écoles de parents sont d'obédiences diverses, mais le groupe le plus important est représenté par l'Ecole des parents de Paris et ses filiales. Le groupement parisien publie une revue mensuelle : « L'Ecole des Parents », et un bulletin trimestriel : « Le Groupe Familial ».

Le siège parisien est : 4, rue Brunel, Paris-17^e.

- M. TRAMOND, Chef de la III^e Division à la Préfecture du Puy-de-Dôme ;
- M. BERGER, Procureur de la République ;
- M. TEISSIER, Président du Tribunal Civil ;
- M. CHAULANGES, Inspecteur d'Académie ;
- M. GUENIER, Directeur Départemental de l'Entraide Sociale ;
- le D^r JALENQUES, Neuro-Psychiatre ;
- M^e MENUT, Avocat au Barreau ;
- le D^r Germain PETIT, Professeur à l'Ecole de Médecine ;
- le D^r DOUSSINET, Médecin des Hôpitaux Psychiatriques.

Etaient excusés :

- M^{me} DELAUNAY ;
- M^{me} André BERGOUNGAN.

A la demande de M. le Préfet, Président de la réunion, le D^r DOUSSINET fait l'exposé d'un rapport introductif dont on trouvera le texte à la rubrique « documents annexes » (1).

La réunion :

- adopte ensuite les Statuts de l'Association (2) ;
- décide de la composition du premier Conseil d'Administration de la Société d'Hygiène Mentale du Centre (3) ;
- nomme par acclamations M^{me} DELAUNAY Présidente de la Société et M. DELAUNAY Président du Comité de Patronage ;
- désigne les personnalités suivantes comme Présidents des Groupes professionnels :
 - 1^{er} Groupe : M. TEISSIER, Président du Tribunal Civil ;
 - 2^e Groupe : M. GUENIER, Directeur Départemental de l'Entraide Sociale ;
 - 3^e Groupe : le D^r POMMÉ, Professeur du Val-de-Grâce ;
 - 4^e Groupe : M. LASBAX, Doyen de la Faculté des Lettres ;
 - 5^e Groupe : M. TIXIER, Directeur de l'Ecole départementale des Gravouses ;
 - 6^e Groupe : le D^r ROUSSEL, Directeur de la Santé ;
- décide de la création d'un Institut de Psychopathologie générale et technique et en adopte le règlement provisoire en 14 articles (4) ;
- décide la création d'un Service de Placements Tutélaires et en adopte le règlement provisoire en 7 articles ».

Déclarée à la Préfecture du Puy-de-Dôme, le 25 janvier 1947, l'insertion de la déclaration de l'association parut au Journal Officiel du 4 février 1947. La Société d'Hygiène Mentale du Centre fut, à l'origine, une Société régionale étendant son ressort aux cinq départements de la

(1) Se reporter aux documents annexes, page 133.

(2) Se reporter aux documents annexes, page 139.

(3) Se reporter aux documents annexes, page 157.

(4) Se reporter aux documents annexes, page 163.

région sanitaire de Clermont-Ferrand, qui étaient alors : l'Allier, le Cantal, la Haute-Loire, le Puy-de-Dôme et la Lozère.

Les Statuts initiaux offraient l'originalité véritable de réaliser le rassemblement organique de tous les techniciens intéressés par la santé mentale et dont la mise à contribution pouvait être considérée comme nécessaire à l'essor de « l'Hygiène Mentale ».

La Société se présentait, dès l'abord, comme un rassemblement de techniciens considérés comme les seuls membres actifs de la Société, les seuls membres directement éligibles aux responsabilités techniques et de gestion. A ce « Collège des membres actifs » faisait pendant un « collège de membres bienfaiteurs », un « comité de patronage » où figuraient les représentants de toutes les autorités morales et administratives de la région de Clermont-Ferrand et un « grand Conseil » qui comprenait la totalité des fonctionnaires départementaux intéressés par cette action.

Sur le plan de l'organisation interne, à la Société régionale, seule détentrice de la personnalité morale, se rattachaient des délégations départementales, elles-mêmes dotées de délégués responsables devant le Conseil d'Administration régional et l'Assemblée générale des membres actifs.

La délégation de l'Allier fut créée à Moulins le 22 mai 1947.

La délégation de la Haute-Loire fut créée au Puy le 9 juin 1947.

La délégation de la Lozère fut créée à Mende le 18 août 1947.

La délégation du Cantal fut créée un peu plus tard à Aurillac le 15 septembre 1949.

En 1956, les Statuts primitifs de la Société furent modifiés (1). Aux délégations départementales furent substituées des sections départementales dotées de Comités de gestion et représentées au Conseil d'Administration régional par des membres élus.

La plus grande liberté d'action a toujours été laissée aux délégations ou aux sections départementales en ce qui concerne leurs initiatives et leur gestion et aussi pour le recrutement de leurs membres adhérents et éventuellement la création de Comités.

La Société d'Hygiène Mentale du Centre a compté jusqu'à 10 000 membres adhérents, dont plus de la moitié pour le département du Puy-de-Dôme. Quant aux Comités conçus en 1956 pour se consacrer à des tâches de gestion limitées à un organisme précis et déterminé, ils étaient distincts des sections dont les tâches avaient un caractère plus vaste et divers et s'étendaient à l'ensemble des besoins psychiatriques du département.

En 1956, la Société d'Hygiène Mentale du Centre a également accepté que lui soient rattachées d'autres sections départementales qui n'appartenaient pas à la région sanitaire de Clermont-Ferrand. C'est ainsi que la section de la Haute-Vienne, à l'initiative de D^r CARRIÉ, celle de la Corrèze, à l'initiative de M^{lle} BOURNAZEL, celle du Loir-et-Cher, à l'initiative du D^r Jean OURY, lui ont été rattachées jusqu'en 1967-1968.

(1) Se reporter aux documents annexes, page 177.

Le développement des sections et de leurs initiatives, l'accroissement des tâches de gestion locale, la création un peu partout sur le territoire régional de Comités, conduisirent en 1967-1968 la Société d'Hygiène Mentale du Centre à réviser pour la deuxième fois ses Statuts (1) et à engager ses sections et ses Comités qui étaient, en 1967, au nombre de 16, dont 8 sections départementales (Allier, Cantal, Corrèze, Haute-Loire, Loir-et-Cher, Lozère, Puy-de-Dôme, Haute-Vienne), et 8 comités (Mauriac, St-Flour, Tulle, La Cellette, Le Clos du Nid, Les Ateliers de la Colagne, St-Eloy-les-Mines, Ambert), à acquérir chacun pour son compte la capacité civile, tout en conservant un lien d'affinité, d'information réciproque et d'échanges techniques avec la Société d'Hygiène Mentale du Centre, dont le champ d'activités pratiques a été limité au département du Puy-de-Dôme.

En dépit des modifications de ses Statuts, la Société d'Hygiène Mentale du Centre et ses filiales ont toujours conservé le caractère original de rassemblement des techniciens de disciplines diverses, caractère qui se retrouve à tous les échelons des associations qui sont issues ou se réclament d'elles.

L'initiative de 1947 suscita un très vif et rapide intérêt au point qu'il apparut nécessaire en 1952 de proposer à d'autres initiatives l'exemple de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, en leur offrant de se grouper dans une association à caractère national.

La réunion constitutive de cette nouvelle association qui fut appelée d'emblée « Fédération des Sociétés de Croix-Marine », eut lieu à Clermont-Ferrand, dans l'immeuble de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, 59, rue de Châteaudun, le 17 octobre 1952.

Nous donnons, ci-dessous, un extrait du procès-verbal de cette séance historique qui réunit un tout petit nombre de représentants, mais se tint dans une atmosphère d'optimisme, alors que dans les rues de Clermont-Ferrand se déroulaient, pour la cinquième fois, les Journées d'appel à la générosité publique qui allaient devenir traditionnelles, et au cours desquelles était présentée, à un public très sympathisant, la petite croix bleu marine qui était devenue ce jour-là même le symbole de la Fédération.

« La réunion constitutive de la Fédération des Sociétés de Croix-Marine s'est tenue dans l'immeuble de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, 59, rue de Châteaudun à Clermont-Ferrand, le 17 octobre 1952, à 15 heures.

« Assistaient à la réunion :

- M. et M^{me} DELAUNAY (Basses-Pyrénées) ;
- le D^r COURBAIRE de MARCILLAT, le D^r DOUSSINET, M. TRAMOND, M. Georges THEVENOT (Puy-de-Dôme) ;
- le D^r TOSQUELLES (Lozère).

(1) Se reporter aux documents annexes, page 211.

Etaient excusés :

- le D^r DOUSSOT (Allier) ;
- le D^r BARON (Cantal) ;
- M^{me} le D^r CAMUS-ROUBERT (Haute-Loire).

« La séance est ouverte à 15 h 30.

« Le D^r COURBAIRE de MARCILLAT accueille les personnes présentes
« et souhaite la bienvenue à M^{me} et M. DELAUNAY, qui sont venus de
« Pau pour participer à la création à Clermont-Ferrand de la Fédération
« des Sociétés de Croix-Marine, en leur qualité de Délégués de la
« Société d'Hygiène Mentale des Basses-Pyrénées dont ils ont assuré
« la création et l'organisation, dans ce département, en décembre 1951.
« après avoir assuré 5 ans auparavant celles de la Société d'Hygiène
« Mentale du Centre.

« Il ajoute combien nous aurions souhaité que nos collègues de
« l'Allier, du Cantal et de la Haute-Loire participent effectivement à
« cette réunion plénière, mais il les sait en pleine communauté de vues
« avec nous.

« Il précise que leur absence est uniquement motivée par l'extrême
« brièveté du délai dont on a pu disposer pour les convoquer.

« M^{me} DELAUNAY remercie le D^r COURBAIRE de MARCILLAT et
« exprime toute la confiance qu'elle a dans l'action bienfaisante des
« Sociétés d'Hygiène Mentale qui ont déjà obtenu, grâce au dévouement
« éclairé de leurs promoteurs et organisateurs clermontois, des résultats
« particulièrement positifs.

« A la lumière de ces réalisations s'est affirmé son sentiment de
« l'utilité et de l'extension des Sociétés d'Hygiène Mentale s'inspirant des
« mêmes principes et de la même ardeur. Elle fonde sur la création
« de la Fédération le même espoir qu'elle a fondé il y a 6 ans, sur celle
« de la Société d'Hygiène Mentale du Centre ».

« Le D^r TOSQUELLES se félicite de la création de la Fédération car
« il est partisan d'une action soutenue et efficace en matière d'Hygiène
« Mentale et parce que le dynamisme initial de nos Sociétés lui semble
de nature à répondre à ce besoin ».

La réunion adopte les Statuts de la Fédération (1) et décide de ne
pourvoir que 6 postes du Conseil d'Administration qui normalement en
comporte 11. Les 5 postes restants seront pourvus de titulaires au fur et
à mesure du développement de la Fédération.

Le premier Conseil d'Administration de la Fédération est ainsi com-
posé :

- Présidente Générale : M^{me} DELAUNAY ;
- Vice-Président Général : D^r COURBAIRE de MARCILLAT ;
- Secrétaire Général : D^r Pierre DOUSSINET ;
- Secrétaire Général Adjoint : D^r ANDRIEUX (Pau) ;
- Trésorier Général : M. Georges THEVENOT ;
- Trésorier Général Adjoint : D^r CLÉMENT (St-Alban).

(1) Se reporter aux documents annexes, page 167.

La réunion décide de créer un bulletin trimestriel et de tenir ses prochaines assises, dans un an, à Pau (B.P.).

Les Statuts de cette nouvelle Société furent déposés à la Préfecture du Puy-de-Dôme, le 17 novembre 1952.

La déclaration de la nouvelle association parut au Journal Officiel du 22 novembre 1952.

Avec la Fédération naquit véritablement le Mouvement Croix-Marine. Dès 1953, parut son organe de presse sous le nom de « Revue Pratique de Psychologie de la Vie Sociale et d'Hygiène Mentale » et s'inaugura la série, ininterrompue depuis lors, de ses congrès annuels qui, sous le nom « d'Assemblées Fédérales des Sociétés de Croix-Marine », devinrent les assises périodiques nationales du Mouvement.

Après la réunion constitutive de Clermont-Ferrand, la première Assemblée Fédérale des Sociétés de Croix-Marine eut lieu à Pau (B.P.) en 1953.

Nous ne nous étendrons pas sur la Fédération. Nous nous contenterons de dire qu'elle est devenue l'instrument de liaison entre les Sociétés, l'instrument de liaison avec les autres organisations nationales et internationales spécialisées, l'instrument de liaison avec l'Administration Centrale Française et, par dessus tout, grâce à sa revue et à ses congrès annuels, la tribune particulièrement féconde du mouvement.

Voici en quels termes Madame DELAUNAY, Présidente Générale, a exposé au Congrès de Grenoble, en 1965, la croissance de la Fédération des Sociétés de Croix-Marine :

« Mesdames. Messieurs. Chers Amis, c'est toujours avec satisfaction
« que je me remémore cette suite ininterrompue, depuis 1952, de nos
« Assemblées annuelles qui toutes ont été fécondes et dont quelques-
« unes, comme celles de Paris, de Marseille, de Bordeaux, d'Orléans, ont
« marqué de quelque manière un sommet dans ces assises successives.

« Beaucoup d'entre vous y ont pris part et beaucoup d'entre vous
« en ont assumé la préparation et la réussite, et, tout aussi bien que moi,
« en ont gardé le souvenir.

« Ce que je voudrais évoquer seulement, c'est la série de nos Assem-
« blées triennales qui, de 1952 à 1965, de Clermont-Ferrand à Grenoble,
« ont démarqué la marche continue et ascendante de notre Mouvement
« et la progression du nombre des Sociétés et des Comités qui le com-
« posent :

« En 1952, à Clermont-Ferrand, on en comptait une demi-douzaine
« autour du modeste tapis vert du 59, rue de Châteaudun.

« En 1955, à Vichy, on en comptait deux douzaines.

« En 1958, à Royat, on voisinait la quarantaine.

« En 1961, à Marseille, on dépassait la soixantaine, si bien que nous
« décidâmes, d'un commun accord, de modifier les Statuts, ce qui fut
« fait l'année suivante à Bordeaux où le nombre des représentants des
« Sociétés au Conseil d'Administration fut porté de 11 à 25 avec la
« possibilité de désigner des suppléants.

« En 1965, à Grenoble, nous dépassons la centaine.

« Voilà les chiffres dans leur sobre éloquence ».

A l'heure actuelle, la Fédération Nationale des Sociétés de Croix-Marine compte 120 Sociétés ou Comités affiliés, en France et dans les territoires d'Outre-Mer.

Les Sociétés de Croix-Marine ont, le plus souvent, le caractère départemental et s'adonnent simultanément à des activités intra-hospitalières et extra-hospitalières.

L'idée d'une Union Internationale des Sociétés de Croix-Marine a été exprimée pour la première fois au Congrès de Bordeaux, en 1962. alors que l'Algérie venait d'acquérir son indépendance, en même temps que d'autres pays francophones où se trouvaient déjà implantées des Sociétés de Croix-Marine.

Approuvée successivement au Congrès de Bordeaux, le 10 septembre 1962 et au Congrès de l'année suivante, le 11 octobre 1963 à Paris, l'idée fut concrétisée dans les Statuts d'une nouvelle Société dite « Union Internationale des Sociétés d'Aide à la Santé Mentale » (1), qui furent déposés à la Préfecture de Bordeaux, le 31 mars 1964, en même temps qu'était désigné un Comité provisoire de 5 membres.

C'est à l'occasion de la première Conférence Internationale de l'Union des Sociétés d'Aide à la Santé Mentale, que fut présentée officiellement cette Union à la Faculté de Médecine de Paris, le 3 septembre 1966 et que fut constitué son premier Conseil Exécutif. Voici in extenso. le procès-verbal de cette réunion :

« Le vendredi 30 septembre 1966 s'est tenue de 9 h 30 à 10 h 30
« à la Faculté de Médecine de Paris, 85, boulevard St-Germain. la
« première Réunion du Conseil exécutif de l'Union Internationale des
« Sociétés d'Aide à la Santé Mentale. Au cours de cette réunion, il a
« été procédé, conformément aux Statuts et au Règlement intérieur, à la
« constitution et à la mise en place du premier Conseil exécutif de
« l'Union Internationale des Sociétés d'Aide à la Santé Mentale.

« La réunion a été présidée par M^{me} Alice DELAUNAY entourée des
« autres membres du Comité Provisoire les Docteurs L.-P. AUJOLAT,
« Henri COURBAIRE de MARCILLAT, Pierre DOUSSINET et François
« TOSQUELLES.

« La réunion s'est déroulée en présence du Professeur Peter BERNER.

« Chef de la Clinique Universitaire de Vienne, Ancien Conseiller
« en Santé Mentale du Haut Commissariat des Nations Unies pour les
« Réfugiés, le Professeur Peter BERNER représentait officiellement la
« Fédération Mondiale pour la Santé Mentale.

« Les personnalités ayant accepté de constituer le premier Conseil
« Exécutif de l'Union Internationale des Sociétés d'Aide à la Santé
« Mentale, soit à titre de représentant d'une Société affiliée à l'Union, soit
« à titre personnel, sont dans l'ordre alphabétique :

(1) Se reporter aux documents annexes, page 203.

« Le Professeur de AJURIAGUERRA (Genève), le Docteur CABBABÉ
« (Beyrouth), le Professeur COLLOMB (Dakar), le Docteur CADOUR (Blida),
« M^{me} de CRAENE (Bruxelles), le Docteur DAUMEZON (Paris), le Docteur
« MOUSSA DIOP (Dakar), le Docteur DORKEN (Emmendingen R.F.A.),
« le Docteur Henri EY (Bonneval), le Docteur HAJEK (Prague), le Docteur
« JEAGGI (Genève), le Docteur KOURETAS (Athènes), Frère OZIOL
« (U.S.A.), le Docteur RAJAONSON (Tananarive), le Docteur RATSIFAN-
« DRIHAMANANA (Tananarive), M^{lle} TERRANOVA (Milan), le Docteur
« d'ALMEIDA E SOUZA (Lisbonne), le Docteur VERMEYLEN (Bruxelles) ».

Ainsi, en 20 ans, la Société d'Hygiène Mentale du Centre a-t-elle
donné naissance à un Mouvement dont il est permis de penser qu'il a déjà
égalé, et sans doute même dépassé, les espérances de ses promoteurs.

CHAPITRE II

CONTRIBUTION A L'ÉQUIPEMENT RÉGIONAL ET A LA PROPAGANDE SANITAIRE

La Société d'Hygiène Mentale du Centre s'était conçue et réalisée comme instrument d'action, voire de combat, suffisamment étoffé, encouragé et dynamique pour entreprendre et mener à bien ses entreprises. Il est intéressant de constater qu'une grande partie de ses activités fut employée à réaliser, pour le compte d'autrui, c'est-à-dire pour le compte des diverses administrations auxquelles devaient incomber, dans l'esprit des animateurs de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, certaines participations à l'action spécialisée et à l'équipement.

Les dirigeants de la Société d'Hygiène Mentale du Centre avaient, dès l'origine de leur initiative, mesuré et accepté le champ d'action extrêmement vaste et hétérogène de leur spécialité, et constaté de ce fait qu'il était nécessaire de répartir les charges et les tâches et de mettre à contribution les organisations qui avaient vocation dans leur domaine, de les éclairer au mieux des desiderata et de les faciliter au maximum au départ, au besoin de se substituer à elles pendant un certain temps pour se dessaisir par la suite, entre leurs mains, de ce qui devait être leur mission propre.

Ces dispositions d'esprit, très réalistes il faut en convenir, nous expliquent l'importance et le nombre « *des réalisations inspirées* », dont il est fait état dans les rapports moraux de la Société d'Hygiène Mentale du Centre pendant ses dix premières années d'existence.

On peut dire que dans son domaine, la Société d'Hygiène Mentale du Centre s'est mise à la disposition de toutes les administrations intéressées

pour les aider techniquement à développer et à perfectionner leur participation à l'équipement local, départemental, ou régional.

Nous avons retrouvé un document très significatif sous ce rapport. Il s'agit d'une lettre, en date du 21 juin 1950, adressée par le Docteur COURBAIRE de MARCILLAT, Président de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, au Ministre de la Justice, pour demander que soit accordée à cette Société « l'autorisation d'organiser un laboratoire de psychologie criminelle à la Maison d'Arrêt de Clermont-Ferrand ». La lettre précise : « Les frais d'installation technique de ce laboratoire, dans les locaux « pénitentiaires qui pourraient être mis à notre disposition, seraient assumés par notre Société. Les frais de fonctionnement technique seraient également assumés par la Société d'Hygiène Mentale du Centre. « jusqu'au jour où il apparaîtrait à votre Administration possible ou pré- « férable, soit d'y participer, soit de prendre en charge le nouvel orga- « nisme ».

« La direction de ce laboratoire serait confiée à un de nos médecins « spécialistes, préalablement soumis à votre agrément ».

« Toutes les activités du Laboratoire de Psychologie Criminelle de la « Maison d'Arrêt de Clermont-Ferrand resteraient bien entendu con- « formes à l'esprit de vos directives sus-énoncées, ainsi qu'aux instructions « complémentaires que votre Administration pourrait donner à ce sujet ».

« Un rapport de fonctionnement, soumis au visa et aux observations « de vos représentants locaux, vous serait adressé annuellement ».

L'autorisation fut accordée à la Société qui s'employa à créer et à équiper ce laboratoire et assuma, pendant plusieurs années, la charge d'une consultation médico-psychologique à la Maison d'Arrêt de Clermont-Ferrand. C'est au Docteur Pierre GISCARD que fut, à l'origine, confiée la charge de cette consultation et l'on sait avec quel dévouement il se consacra à l'action sociale en faveur des détenus et relégués des Etablissements Pénitentiaires du Département du Puy-de-Dôme, puisque, en reconnaissance de son action, le nom de Pierre GISCARD a été donné par l'Administration Pénitentiaire au Centre des relégués en réadaptation de Clermont-Ferrand.

La Société d'Hygiène Mentale du Centre se retira de cette initiative lorsque l'Administration Pénitentiaire et l'Administration de la Santé, chacune en ce qui la concernait, se déclarèrent en mesure d'assurer la relève.

Avant de fournir quelques indications sur les réalisations les plus importantes inspirées par la Société d'Hygiène Mentale du Centre, ou prises en charge momentanément par elle pour être remises ensuite à l'Administration compétente, nous devons signaler, pour une meilleure compréhension de cet effort, la part que fut amenée à prendre la Société dans les études d'équipement de la région du Centre en « organismes d'hygiène mentale », tant au plan départemental que régional.

Au procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, en date du 9 juillet 1948, se trouve à ce sujet l'indication précieuse suivante :

« La Société d'Hygiène Mentale du Centre peut se prévaloir à bon

« droit des résultats des travaux de la Sous-Commission de l'Hygiène
« Mentale, instituée par Monsieur le Préfet du Puy-de-Dôme, au titre de
« l'équipement départemental, dans le cadre du plan Monnet ».

« Cette Commission a été conçue, en effet, en suivant le principe
« de l'unité de l'hygiène mentale, défendu par la Société et a réuni la
« diversité des compétences répondant à ce principe. Les membres de la
« Société qui la composaient en majorité, ont apporté à ses travaux un
« concours décisif dont le résultat a été d'établir de façon concrète un
« programme d'ensemble et véritablement complet de l'équipement dépar-
« temental en organismes d'hygiène mentale ».

Dans le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, en date du 11 juillet 1950, nous avons trouvé une indication du même ordre, se rapportant cette fois à l'équipement régional :

« L'administrateur délégué est heureux de faire part au Conseil de
« l'aboutissement d'efforts soutenus depuis la création de la Société, pour
« établir un plan pratique d'équipement régional en organismes d'hygiène
« mentale. Grâce à l'action personnelle du Docteur COURBAIRE de MAR-
« CILLAT et du Docteur JOUVELET, Inspecteur Divisionnaire de la Santé,
« un plan très réaliste et très complet a été retenu et arrêté par la Com-
« mission d'Action Sanitaire et Sociale, dans sa séance du 13 février
« 1950 ».

Sur ce plan de l'équipement de la région sanitaire de Clermont-Ferrand, en organismes d'hygiène mentale, nous sommes bien documentés, car ce sujet a fait l'objet de la thèse de doctorat en médecine du Docteur MASSON (163), soutenue l'année suivante devant la Faculté de Médecine de Paris et publiée ensuite, sous forme d'une plaquette de 100 pages, par les soins de la Société d'Hygiène Mentale du Centre. Le plan de l'ouvrage, comme celui de la conception de l'équipement régional par la Société d'Hygiène Mentale du Centre, est donné à la page 7, où nous l'avons recueilli :

« Les ressortissants de l'Hygiène Mentale se trouvent, en raison de
« nécessités rationnelles ou administratives, répartis en un certain nombre
« de catégories ou de sections d'assistance.

« Il est remarquable de constater la véritable uniformité des disposi-
« tifs rationnels qui répondent aux exigences techniques de ces diverses
« sections d'assistance ».

La thèse a pour objet cette étude, section par section, de l'équipement sanitaire de la région de Clermont-Ferrand.

Forte de cette conception unitaire de la « *branche psychopathologique de l'hygiène mentale* » et de ses besoins en organismes, déjà précisés et ordonnés, par rapport aux diverses « sections d'assistance spécialisée », la Société d'Hygiène Mentale du Centre a pesé de tout son poids technique et moral, de tout son crédit et de toute son influence en faveur de certaines réalisations jugées particulièrement nécessaires et urgentes.

C'est dans le Puy-de-Dôme, et à Clermont-Ferrand, que s'est le plus fortement exercé cet effort.

Au nombre de ces réalisations, nous avons retenu :

— le Centre Médico-Psychologique Infantile et le Centre de Cure Libre « Ste-Thérèse », le Service Public d'Hygiène Mentale du Puy-de-Dôme et, par-dessus tout, l'Institut d'Hygiène Mentale et de Psychologie appliquée qui paraît avoir représenté une des formes d'engagement les plus importantes et les plus soutenues de la Société.

Le Centre Médico-Psychologique Infantile et le Centre de Cure Libre « Ste-Thérèse », ont été réalisés par l'Administration de l'Hôpital Psychiatrique Ste-Marie de l'Assomption de Clermont-Ferrand, et en annexe de cet Etablissement.

La présentation du Centre Médico-Psychologique Infantile de Clermont-Ferrand est ainsi faite dans le numéro de mai 1949 de « Techniques Hospitalières » (87) :

« Cette réalisation qui est une des premières concrétisations des directives les plus récentes du Ministre de la Santé Publique (Circulaire n° 210), a été inspirée, dans sa conception et son organisation technique par la Société d'Hygiène Mentale du Centre, que préside Madame DELAUNAY, et qui déploie en Auvergne, sous l'égide des autorités locales et régionales, de grands efforts en faveur de l'hygiène mentale et du perfectionnement méthodique de l'équipement sanitaire spécialisé.

« L'administration de l'Hôpital Psychiatrique a apporté à cet aménagement les soins les plus attentifs et les plus méritoires. De ces efforts conjugués, est résultée, finalement, une œuvre qui est généralement considérée comme une réussite ».

En inspirant la création de ce Centre, la Société d'Hygiène Mentale avait opté pour une conception de services différenciés de cure pour enfants névrotiques et psychotiques, dans le cadre des Etablissements psychiatriques. Elle eut la satisfaction de voir ce choix pris en considération par la circulaire du 13 septembre 1961, concernant l'hospitalisation des enfants de moins de 16 ans à l'Hôpital Psychiatrique et, notamment, celle des enfants psychotiques pour lesquels la circulaire prescrit l'hospitalisation dans des services distincts de psychiatrie infantile, contrairement à l'usage de les hospitaliser dans les services d'adultes.

Quant au Centre de Cure Libre « Ste-Thérèse », il fait l'objet de la relation suivante dans le Rapport d'Activités de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, de 1957 :

« La section du Puy-de-Dôme a vu aboutir, au cours de l'exercice 1957, deux réalisations en faveur desquelles elle avait longuement médité : l'inauguration du Centre de Cure Libre « Ste-Thérèse » d'une part et, d'autre part, la mise en route du Centre « Edouard-Seguin », destiné à la rééducation fonctionnelle des enfants des deux sexes, non scolarisables.

« Lors de l'inauguration officielle, le 4 mai 1957, par le « Docteur AUJALEU, Directeur Général de la Santé, du Centre de Cure Libre « Ste-Thérèse », le présentateur, membre de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, conclut son exposé en ces termes : « Nous savons que ce Centre n'est pas parfait : tel quel, cependant, nous avons conscience qu'il représente une réussite parce qu'il constitue une affirmation de la primauté de la technique, de l'action sociale et de la recherche ».

Ce Centre, fort bien aménagé et équipé, présentait une originalité certaine dans sa conception technique qui avait prévu 4 sections indépendantes reliées entre elles par les services techniques, chacune des sections devant comprendre 3 unités de 15 lits ; une Unité de soins actifs, une Unité de rééducation et une Unité de réadaptation en post-cure.

Dans tous les départements où s'est manifestée l'activité d'une délégation ou d'une section de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, les techniciens de la Société ont apporté leur concours le plus actif à l'élaboration des plans de modernisation des Etablissements et de leurs équipements, ainsi qu'à la création des dispensaires et consultations d'Hygiène Mentale. Tous les rapports des 10 premières années d'existence de la Société en font état. On pourrait croire que ce concours n'avait rien que de très naturel et banal, puisque les médecins des Hôpitaux Psychiatriques qui le prêtaient à la Société agissaient en même temps dans le cadre de leurs services hospitaliers ainsi que de leurs Etablissements, et aussi dans le cadre de l'hygiène sociale où ils étaient les principaux artisans du développement des dispensaires. Ceci n'est vrai qu'à condition de ne pas perdre de vue que les textes qui ont fourni les directives, en même temps que les moyens financiers correspondants, aux Administrations Hospitalières spécialisées et à l'Hygiène Sociale en vue de la création et du fonctionnement correct des consultations des dispensaires d'Hygiène Mentale, datent respectivement du 15 mars 1960 et du 21 mai 1955. Les activités de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, en ces domaines, ont donc pris un sens particulier, puisqu'elles se sont exercées antérieurement à ces dates.

En ce qui concerne le Service Public d'Hygiène Mentale du Puy-de-Dôme, son organisation s'était concrétisée en 1949 si nous en croyons l'indication suivante recueillie dans le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, en date du 28 juin 1949 :

« L'administrateur délégué expose que la Société a inspiré l'organisation du Dispensaire et des Consultations d'Hygiène Mentale du département du Puy-de-Dôme et aidé de tous ses moyens la Direction Départementale de la Santé à mettre sur pied cette organisation. Grâce à ces efforts combinés et à l'aide financière apportée par la Sécurité Sociale à la suite des interventions de Madame DELAUNAY et du Docteur COURBAIRE de MARCILLAT, le département du Puy-de-Dôme dispose, aujourd'hui, d'un équipement qui s'aligne exactement sur l'équipement anti-tuberculeux et qui comprend : un dispensaire à fonctionnement continu, installé dans les locaux qui lui sont propres à Clermont-Ferrand, et 7 consultations rurales dans le cadre des dispensaires d'Hygiène Sociale : à Ambert, Brassac-les-Mines, Issoire, Messeix, Riom, St-Eloy-les-Mines et Thiers. Dans tous ces organismes d'Hygiène Mentale fonctionnent des équipes médico-socio-pédagogiques, dont la Société a lancé la conception et obtenu la réalisation dans le Département ».

Confirmation de ces faits nous est fournie par une communication sur le Service Public d'Hygiène Mentale du Puy-de-Dôme au Congrès des Aliénistes et Neurologistes de langue française, de Besançon (24 à

30 juillet 1950) (88) qui nous donne, de ce Service, une description détaillée faisant apparaître l'importance de sa structure technique, le grand nombre de ses consultations spécialisées et distinctes par catégories de consultants, dans le cadre du dispensaire de Clermont-Ferrand, et l'abondance assez exceptionnelle pour l'époque du personnel technique de toutes disciplines.

Dans cette communication, il est indiqué que « le Conseil Général du Puy-de-Dôme a accepté, avec une largeur de vue fort louable, de réaliser le projet qui lui fut alors présenté et qui avait été soigneusement élaboré et ardemment préconisé par la Société d'Hygiène Mentale du Centre ».

Il est précisé, en outre, que les diverses créations constituant le Service Public d'Hygiène Mentale du Puy-de-Dôme ont vu le jour « au cours des années 1948-1949, grâce au concours de la Société d'Hygiène Mentale du Centre et grâce à l'appui du Ministère de la Santé Publique, de la Caisse Régionale de Sécurité Sociale du Massif Central et des Hospices de Clermont-Ferrand ».

Pour cette réalisation, le concours de la Société d'Hygiène Mentale du Centre a porté sur l'organisation technique de ce Service, mais aussi sur son équipement. C'est ainsi, qu'avant même que l'administration ait pu disposer des fonds nécessaires au fonctionnement de ces consultations, tous les dossiers, fiches techniques, fiches d'enquête, fiches d'examen, furent établis et fournis par la Société d'Hygiène Mentale du Centre, et l'on retrouve encore, dans les consultations de la région, ces documents initiaux marqués au timbre de la Croix-Marine qui ont, par la suite, été remplacés par des documents souvent similaires, mais au timbre de l'Administration.

De cet abandon de compétence, la Société d'Hygiène Mentale du Centre, par avance, se faisait gloire, estimant avoir accompli au mieux, dans ces conditions, la mission qu'elle s'était donnée.

L'entreprise la plus remarquable fut, sans conteste, l'action menée en faveur de la formation professionnelle des auxiliaires psychiatriques. La Société d'Hygiène Mentale du Centre s'est montrée, sur ce point, particulièrement entreprenante et combative. Elle s'était conçue, nous l'avons dit, comme un regroupement de techniciens de disciplines diverses, qu'elle avait estimé, dès le départ, devoir engager dans l'action et dont elle voulait organiser la coopération.

Son tout premier acte fut de créer un Institut de rencontres et d'échanges entre techniciens. Cet Institut, créé lors même de la réunion constitutive, le 20 janvier 1947, sous le nom d'« Institut de Psychopathologie générale et technique », fut aménagé par l'Administration de l'Hôpital Psychiatrique Ste-Marie de l'Assomption dans des locaux de l'Etablissement, ayant issue sur la place Lamartine à Clermont-Ferrand. Mis à la disposition de la Société par l'Administration de l'Hôpital Psychiatrique Ste-Marie, cet Institut fut solennellement inauguré le 13 février 1947 par Monsieur CHASSAGNOT, Directeur au Ministère de la Santé Publique, représentant le Ministre, en présence du représentant du Préfet du Puy-de-Dôme, des Doyens des Facultés des Lettres et des

Sciences, des Directeurs de l'Ecole de Médecine et de l'Ecole de Droit, du Président de la Caisse Régionale de Sécurité Sociale du Massif Central et de très nombreuses personnalités administratives, universitaires et techniques. Au nombre des allocutions prononcées, celle du représentant de la Société d'Hygiène Mentale du Centre souligna, dans sa conclusion, le sens, estimé alors essentiel, de la Société et de cette institution. S'adressant au représentant du Ministre, il s'exprima en ces termes : « Monsieur le « Directeur, vous nous avez apporté le témoignage infiniment précieux de « l'estime et de la sollicitude de Monsieur le Ministre de la Santé Publi- « que, veuillez recueillir, ici, le témoignage concret et vivant de notre « adhésion et de notre participation à la grande entreprise des pouvoirs « publics et veuillez emporter, en échange de vos bienfaits, ce que j'appel- « lerai « le message clermontois », qui est l'affirmation de l'opportunité « du rassemblement intellectuel et professionnel de l'ensemble des tech- « niciens de l'Hygiène Mentale, et la démonstration de son extrême « facilité ».

A partir du 13 février et pendant l'année scolaire 1947, il fut donné à l'Institut 20 conférences, par des conférenciers appartenant aux 6 groupes professionnels de la Société, sous l'autorité du Docteur POMMÉ, Professeur du Val-de-Grâce, Directeur technique de l'Institut.

L'année universitaire 1947-1948 vit se poursuivre ces activités de conférences, augmentées de tout un programme d'enseignement technique à l'usage des assistantes sociales et des enseignants désirant acquérir une formation spécialisée. « Le programme, dit le Rapport Moral de 1947, « a comporté 80 leçons, dont 40 de psychologie, psychobiologie, psycho- « pathologie, hygiène mentale de l'adulte et de l'enfant, 20 de service « social spécialisé et 20 de pédagogie spéciale et rééducative à l'usage res- « pectif des techniciens de ces activités. 47 élèves suivent avec régularité « cet enseignement qui donnera lieu, en fin d'année scolaire, à des « épreuves théoriques, techniques et pratiques qui pourront être sanc- « tionnées par l'octroi du Diplôme de Psychopathologie (Section Médico- « Sociale et Section Médico-Pédagogique) de la Société d'Hygiène Men- « tale du Centre ».

Les démarches entreprises par la Société d'Hygiène Mentale du Centre pour susciter l'intérêt de l'Université en faveur de l'Hygiène Mentale, se manifestent dès la fin de l'Exercice 1947, comme en atteste le rapport moral de cet Exercice, où nous avons retrouvé cette indication :

« Après un an de fonctionnement, nous émettons la suggestion que « l'enseignement dispensé par l'Institut tende à se limiter à l'ensei- « gnement de la psychobiologie, de la psychopathologie et de l'hygiène « mentale proprement dite. C'est dans cet esprit que nous avons favorisé « de tout notre appui, la création dans le cadre de la Faculté libre de « Droit, d'un Institut de Criminologie qui restera articulé avec l'Institut « de la Société pour l'enseignement des notions de psychopathologie inclu- « ses dans son programme.

« Dans le même esprit, il nous paraîtrait souhaitable que puisse « être organisé, dans le cadre de la Faculté des Lettres, un Institut de « Psychopédagogie avec école d'application, qui pourrait, lui aussi, être « articulé avec l'Institut de la Société ».

Le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, du 29 janvier 1949, indique :

« Un véritable enseignement technique de l'hygiène mentale a été
« mené à bien dans le cadre de l'Institut et a permis de délivrer, après
« épreuves, 15 diplômes de la Société d'Hygiène Mentale du Centre.
« Au début de l'année universitaire 1948-1949, cet enseignement a reçu
« une véritable organisation qui doit permettre la création officielle
« d'un Institut « de Psychologie appliquée et d'Hygiène Mentale » de
« l'Université de Clermont-Ferrand. L'effort de la Société est, sur ce
« point, considérable, puisqu'il l'a conduite à assumer momentanément
« la charge entière d'un véritable Institut d'Université ».

L'Institut de Criminologie de la Faculté Libre de Droit eut une existence éphémère qui conduisit l'Institut de la Société d'Hygiène Mentale du Centre à créer, en 1950, une section supplémentaire de psychologie criminelle et de criminologie appliquée.

Le projet d'Institut d'Université ne vit pas le jour en 1949. Voici à ce sujet l'indication recueillie dans le procès-verbal de la réunion du Conseil d'Administration de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, en date du 28 juin 1949 : « Le projet de création, à l'Université de Clermont-Ferrand, d'un Institut de Psychologie appliquée et d'Hygiène Mentale, « a été présenté au Conseil d'Université de Clermont. Ce projet a été « accepté et transmis avec avis favorable par Monsieur le Recteur au « Ministère de l'Education Nationale. Le Ministère a répondu négative-
« ment, en précisant que la Faculté des Lettres de Clermont ne disposait
« pas du maître de conférences nécessaire à l'enseignement de la Psy-
« chologie appliquée. M. le Recteur, en transmettant cette réponse,
« donne le conseil de mettre l'Institut en règle avec la Loi sur l'Ensei-
« gnement et de le déclarer comme Etablissement d'Enseignement Supé-
« rieur libre, dans les conditions stipulées par la Loi ».

C'est dans ces conditions que fut déclaré, le 30 juin 1949, l'Institut de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, à l'Académie de Clermont, par : Madame A. CHAZOT, Directrice de l'Hôpital Psychiatrique « Ste-Marie de l'Assomption » de Clermont-Ferrand, membre du Comité de Patronage de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, le Docteur COURBAIRE de MARCILLAT, Vice-Président de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, le Docteur DOUSSINET, Administrateur délégué, sous le titre d'Institut « d'Hygiène Mentale et de Psychologie appliquée » ayant pour objet l'enseignement théorique et pratique de :

1° - la psychopathologie et l'hygiène mentale de l'adulte et de l'enfant ;

2° - la technique médico-sociale spécialisée en hygiène mentale ;

3° - la psychologie criminelle et la criminologie sociale ;

4° - les techniques de psychologie appliquée en général.

En 1951, l'Institut de la Société d'Hygiène Mentale du Centre ajouta à ses activités d'enseignement, une section d'éducation spéciale. Par ailleurs, le projet de transfert à l'Université de ses activités d'enseignement est repris par Monsieur LASBAX, Doyen de la Faculté des Lettres, Président du 3^e Groupe professionnel du Collège des membres actifs de

la Société d'Hygiène Mentale du Centre qui, après avoir pris l'avis de M. le Recteur BAYEN, de M. DONZELOT, Directeur de l'Enseignement Supérieur et après la visite de ce dernier à l'Institut, obtint un nouvel accord du Conseil d'Université, l'approbation des instances ministérielles et le rattachement à l'Université de Clermont de l'Institut de la Société d'Hygiène Mentale du Centre qui fut prononcé par décret du 13 décembre 1951 sous le nom « d'Institut de Psychologie appliquée et d'Hygiène Mentale ».

Dès lors, l'Institut fut pris en charge par l'Université, tout au moins pour son contrôle technique, l'absence de crédits obligeant la Société d'Hygiène Mentale du Centre à contribuer à son fonctionnement sous forme de bourses attribuées systématiquement aux élèves.

De 1952 à 1965-1966, soit pendant 13 ans, l'Institut se perfectionna dans ces conditions et dans ce cadre, sous la haute autorité du Doyen LASBAX, qui exerçait les fonctions de Directeur, le Docteur Pierre DOUSSINET exerçant celles de Sous-Directeur, et avec le concours persistant de la totalité du personnel enseignant de l'Institut primitif.

En 1960, l'enseignement de l'Institut se divisait encore en Cours Généraux et en Cours Spéciaux, ces derniers répartis en 5 sections : Psychologie appliquée et Hygiène Mentale - Techniques éducatives spécialisées, comprenant la pédagogie spéciale - Techniques sociales spécialisées en Hygiène Mentale - Psychologie criminelle et criminologie appliquée.

L'année 1961 vit naître une 6^e Section de Rééducation du langage.

Au cours de ces 13 années, la Société d'Hygiène Mentale du Centre prit une nouvelle initiative, celle de compléter l'enseignement théorique de l'Institut par celui d'Ecoles de formation technique et pratique. A cet effet, elle engagea dans cette action créatrice les Caisses Régionales de Sécurité Sociale de Clermont-Ferrand, Limoges et Dijon. Ce fut l'origine de l'Ecole Pratique Inter-Régionale d'Educateurs Spécialisés (E.P.I.R.E.S.), qui, sous l'égide et avec l'appui des Caisses Régionales de Sécurité Sociale de Dijon, Limoges et Clermont-Ferrand, grâce à l'action personnelle du Docteur MASSON, de M^{me} MOSNIER et de M^{me} LAURENT, s'employa à former, en collaboration avec l'Institut, des éducateurs de l'enfance inadaptée (1). Ce fut également l'origine d'accords entre l'Institut et l'Ecole du Comité Français de l'Enfance déficiente, affiliée à la Fédération des Sociétés de Croix-Marine, dont le siège social était à Paris, qui permit, grâce à l'action personnelle de M^{me} BERNADAC et de M. FALINSKI, d'assurer la formation pratique de pédagogues spécialisés, puis d'orthophonistes, en conformité avec les programmes adressés par l'Institut et en conformité avec la préparation aux épreuves et aux examens probatoires en vue de l'obtention du Diplôme de Psychologie appliquée et d'Hygiène Mentale de l'Université de Clermont-Ferrand.

(1) L'E.P.I.R.E.S., en prenant naissance, avait pris la relève d'une première école créée à l'instigation du Docteur Jean THÉVENOT et de Madame MOSNIER, dans le cadre de l'Association Edouard SEGUIN. Cette école avait elle-même succédé à une première initiative prise quelques années auparavant à Clermont-Ferrand, en ce domaine, par M^{me} LAURENT.

Ce fut, enfin, l'origine de l'Ecole Psychologique et Sociale Inter-régionale (E.P.S.I.), également créée et gérée par les Caisses Régionales de Sécurité Sociale (1) des trois régions de Clermont-Ferrand, Dijon et Limoges, avec ses deux sections : de formation sociale destinée aux assistantes sociales, et de formation psychologique à l'usage d'assistants de psychologie spécialisés dans la pratique psychiatrique. Cette dernière Ecole (195) fut dirigée, à son origine, par le Professeur Maurice POROT, qui lui consacra beaucoup de temps et de soins, notamment à sa section psychologique (197).

L'évolution de cette dernière Ecole la conduisit, par la suite, en raison des changements de directives du Ministère de la Santé Publique devenu Ministère des Affaires Sociales, à remplacer sa section d'assistants de psychologie par une section d'assistants de psychiatrie sociale, aboutissement du concept lentement élaboré par les Sociétés de Croix-Marine et énoncé pour la première fois dans un rapport qui fut présenté par le Docteur DEMANGEAT et M^{lle} NOAILLES au Congrès d'Orléans, en 1964 (77).

De 1947 à 1965, l'Institut a rendu de très grands services. Il a permis de doter les Etablissements de la Région du Centre en personnel qualifié et il a aussi permis de mener à bien l'action sociale entreprise sur le plan extra-hospitalier.

C'est, en effet, en grande partie à la qualité du personnel social formé à l'Institut et attiré grâce à cette formation vers la spécialité, que put être menée à bien cette entreprise.

La Société d'Hygiène Mentale du Centre a retenu particulièrement les noms de M^{me} THIVOLLE, M^{lle} MEQUILLET, M^{me} ROUVIER, M^{lle} BERNARD, M^{me} CORNÉE, M^{me} MAUGEIN, M^{me} GRANGIER, M^{lle} de GARIDEL, pour ne parler que des premières assistantes sociales spécialisées qui ont milité dans ses rangs ou dans son cadre.

Le Diplôme de « Technique Sociale Spécialisée en Hygiène Mentale », créé en 1947 par la Société d'Hygiène Mentale du Centre et toujours délivré par l'Institut de Psychologie Appliquée et d'Hygiène Mentale de l'Université de Clermont-Ferrand, est encore — à notre connaissance — le seul diplôme de spécialité dans cette discipline délivré en France aux assistantes sociales.

En 1965, au départ du Doyen LASBAX, l'évolution de l'Institut de Psychologie appliquée et d'Hygiène Mentale se fit dans le sens d'un rattachement plus étroit et plus exclusif à l'Université. La Faculté de Médecine de Clermont-Ferrand, qui avait vu le jour et remplacé la vieille Ecole de Médecine, et la Faculté des Lettres, acceptèrent de prendre en charge conjointement les destinées de cet organisme. Les Statuts de 1951 furent transformés, une section de psychologie fut créée pour la préparation aux diplômes pratiques de psycho-pédagogie et de psychopathologie. On conserva la section des techniques pédagogiques et sociales qui con-

(1) A l'instar de l'E.P.I.R.E.S., l'E.P.S.I. prit également la relève d'une ancienne école de formation sociale, dirigée par M^{lle} de REBOUL, dans le cadre d'une association — loi de 1901 — présidée par le bâtonnier VIGNANCOUR.

tinua à dispenser un enseignement théorique aux élèves en provenance des Ecoles d'éducateurs et d'assistantes sociales de Clermont, à l'exclusion des élèves pédagogues et orthophonistes de l'Ecole du Comité Français de Paris.

La Société d'Hygiène Mentale du Centre ayant terminé sa tâche, laissa à l'Université la charge de l'Institut qu'elle avait créé de toutes pièces en son temps, pratiquement édifié et géré pendant 18 ans avec l'arrière pensée qu'il entrerait un jour dans les structures de l'Université.

Au nombre des activités d'information et de propagande sanitaires qui furent entreprises par les différentes sections départementales de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, nous devons mentionner, parce qu'elles ont présenté un relief particulier : la revue « Le Chemin » qui fut éditée et diffusée par la section Lozérienne, et les séries de chroniques radiophoniques de la section du Puy-de-Dôme.

Toutes les formes de propagande sanitaire : réunions, discussions, conférences, articles de presse, etc., furent employées par les sections départementales, mais les deux moyens respectivement utilisés par la section Lozérienne et la section du Puy-de-Dôme le furent avec une particulière efficacité.

Les chroniques radiophoniques de la section du Puy-de-Dôme ont été émises sur les antennes de Radio-Auvergne, éditées, diffusées, répétées pendant des années et reprises par d'autres antennes régionales jusqu'au jour où la Société d'Hygiène Mentale du Centre a pensé pouvoir se décharger de cette tâche sur les divers Comités d'éducation sanitaire départementaux et sur d'autres organismes nouvellement apparus, spécialisés dans l'information en matière de propagande sanitaire et d'hygiène mentale.

Nous donnons, ci-dessous, les titres des cinq séries de chroniques radiophoniques éditées par la Société d'Hygiène Mentale du Centre.

1^{re} série.

L'enfant turbulent - Le gaucher contrarié - Menaces à ne pas utiliser envers l'enfant - Conseils aux parents sur les sanctions corporelles - L'émancipation de l'adolescent - Le choix du métier - La jalousie conjugale.

2^e série.

L'enfant paresseux - L'enfant jaloux - L'enfant menteur - L'enfant timide - L'émancipation de l'adolescente - L'art d'être belle-mère - L'adaptation à la vie de retraité - Les causes psychologiques de l'alcoolisme.

3^e série.

La peur chez l'enfant - L'enfant et les scènes de ménage - L'enfant et grand-mère - L'enfant et l'école nouvelle - Conseils aux parents adoptifs - L'éducation sexuelle des jeunes - L'entente conjugale - L'hygiène mentale de la femme enceinte.

4^e série.

L'enfant soumis - Les jouets d'enfants - L'enfant infirme - Les vols de l'enfant - Les loisirs de l'adolescence - Vieux et jeunes - L'amour maternel et ses déviations - L'adaptation aux deuils.

5^e série.

Les enfants retardés - Les 40 heures de l'enfant - La relation père-fils - La relation mère-fille - La valeur éducative du cinéma - Réflexions sur la presse enfantine - L'adaptation du célibataire dans la société - Les perspectives contemporaines de l'hygiène mentale.

Ont notamment participé à la rédaction de ces chroniques le D^r Henri AUBIN, M^{me} le D^r BAYEN, le D^r DOUSSINET, le D^r MAVIER, le D^r MENUT, M. et M^{me} NAULIN, le D^r RESTLÉ, le D^r Jean THEVENOT.

CHAPITRE III

LES COMITÉS HOSPITALIERS

En 1947, la réadaptation des handicapés physiques commençait à devenir une préoccupation de la médecine qui avait trouvé sa troisième dimension, se voulant désormais à la fois : préventive, curative et réadaptive. A cette époque, la réadaptation des tuberculeux prenait son essor en France, dans le cadre de l'ordonnance du 31 octobre 1945.

Dans le domaine des malades mentaux et des handicapés psychiques, non seulement la réadaptation n'était pas codifiée, mais elle se confondait généralement avec les problèmes de cure. Les psychiatres mettaient alors l'accent sur une nouvelle perspective de l'aliénation mentale qui était l'inadaptation et les Journées Nationales Psychiatriques Françaises, de janvier 1947, émettaient le vœu que le titre d'asile et celui d'hôpital psychiatrique soient remplacés par celui de « Centre de Cure et de Réadaptation ».

Ce changement d'orientation, que RAYNIER et BEAUDOUIN (1) ont qualifié de « radical » a été, semble-t-il, le point de départ du vaste mouvement d'humanisation des Hôpitaux Psychiatriques Français par l'introduction, dans ces établissements, d'activités sociales organisées de façon systématique, les uns les considérant comme la thérapeutique essentielle des troubles psychiques, les autres comme une méthode complémentaire du nécessaire traitement biologique du système nerveux.

S'agissait-il réellement de techniques réadaptatives ? Dans le sens large où le mot était alors employé, on n'en saurait douter puisque tout procédé thérapeutique avait alors pour objet de lutter contre la maladie inadaptation (116). Il eut été peut-être plus clair et plus conforme au vocabulaire en usage, de parler de techniques rééducatives, dont l'objet était la resocialisation du malade.

(1) RAYNIER et BEAUDOUIN. — L'assistance psychiatrique française. 1949, tome I, p. 114, référence 204.

Quoi qu'il en soit, cette évolution, cette notion nouvelle, paraît avoir trouvé son symbole dans la petite croix de Genève de couleur bleu marine qui s'est offerte alors, en signifiant que la discipline psychiatrique ne devait pas seulement avoir recours aux techniques médicales traditionnelles, mais aussi à des techniques qui s'adressaient plus spécialement à l'humanité du malade mental, qu'elles soient plus particulièrement psychologiques, rééducatives, ou plus directement encore sociales.

Les Sociétés de Croix-Marine ont fait porter, pendant plus de 10 ans, leur principal effort sur cette transformation du climat des hôpitaux psychiatriques, c'est par cette entreprise qu'elles ont acquis leur première notoriété, qu'elles ont réalisé leur essor au-delà des frontières régionales de la Société d'Hygiène Mentale du Centre.

Elles ont parfaitement conscience de n'avoir pas, à elles seules, créé ce mouvement qui est l'œuvre de toute une génération, mais de l'avoir incarné en s'imposant d'ordinaire comme l'instrument juridique le plus maniable, le plus générateur d'initiatives adaptées et fécondes.

Ce qui nous importe, dans ce travail, c'est le rôle assumé par la Société d'Hygiène Mentale du Centre.

De toutes les initiatives prises en ce domaine, l'initiative des médecins de l'Hôpital Psychiatrique de St-Alban, en Lozère, paraît bien avoir été une des premières, sinon la toute première et elle a été, dès ses premiers essais de structuration véritable, intégrée à la Section Lozérienne de la Société d'Hygiène Mentale du Centre.

On retrouve cette indication dans les procès verbaux des réunions du Conseil d'Administration de la Société d'Hygiène Mentale du Centre dès le 30 janvier 1948, où il est indiqué : « Le Docteur GALLAVARDIN, délégué « de la Lozère, expose qu'un club de malades a été créé à l'Hôpital « Psychiatrique Départemental de St-Alban : dans le cadre de ce club, « les malades organisent leurs distractions. Une Société Coopérative, des- « tinée à favoriser les activités des malades et la rémunération de cer- « tains de leurs travaux, est en voie d'organisation : elle recevra l'appui « de la Section Lozérienne de la Société d'Hygiène Mentale du Centre ».

A la date du 29 janvier 1949 : « Le Docteur TOSQUELLES met le « Conseil au courant des activités de la section Lozérienne. Une tombola « qui a procuré la somme de 15 000 F a été organisée. La Section se « propose de développer ses activités d'information et de dépistage, en « même temps que ses activités de propagande en faveur du développe- « ment de l'hygiène mentale en Lozère. La section apporte également « son concours au fonctionnement du Club de l'Hôpital Psychiatrique « de St-Alban ».

A la date du 28 juin 1949, le Docteur DESPINOY indique : « que le « Club Paul-Balvet, organisé à l'Hôpital Psychiatrique de St-Alban, est « très actif. Il est géré par un malade, ancien industriel, qui a créé « au Club une coopérative de malades : ceux-ci sont invités à acheter à « la cantine du Club ou à la coopérative tout ce dont ils ont besoin. Les « bénéfices recueillis permettent au Club d'offrir aux malades une séance « hebdomadaire de cinéma, des jeux et des promenades avec casse-croûte « supplémentaire ».

Voici d'ailleurs en quels termes les Docteurs MILLON, FARGEOT et TEULIÉ, relateront en 1954 la naissance et la structuration de ce Club historique qui a été un des points de départ de la thérapie sociale en France (166).

« En 1941, à l'Hôpital Psychiatrique de St-Alban (Lozère), un événement local sans importance : une employée offre une fête aux malades ; mais le succès est si grand que d'enthousiasme on organise une « Salle des Fêtes ». Rapidement, la salle des fêtes devient « Salle Commune », sous l'impulsion du D^r BALVET qui va s'efforcer de transformer les rapports infirmiers-malades en rapports de personnes à personnes. La salle commune doit incarner cet esprit nouveau et l'insuffler à tout l'hôpital. C'est ainsi que, sous la direction d'une gérante, infirmiers et malades vont travailler ensemble pendant plusieurs années à monter des pièces de théâtre, une chorale, des jeux, des veillées, etc.

« Pourtant, peu à peu, il faut se rendre à l'évidence : les résultats ne sont pas ceux que l'on espérait ; la salle commune attire certes à elle toutes les bonnes volontés, mais la vie du malade au quartier demeure la même. C'est ce jeu de « flux et de reflux » que le D^r TOSQUELLES a analysé complètement au symposium de Bonneval en 1951 (115).

« On en était arrivé à la conclusion qu'un certain nombre des activités thérapeutiques de type social, où nos malades devaient être engagés, comportaient comme condition première, non seulement l'exercice de l'initiative personnelle des malades, mais une large liberté de maniement des fonds incompatible avec les organisations traditionnelles des hôpitaux et la bonne marche administrative des Etablissements.

« A force de persévérance, cette « condition première » s'est enfin réalisée :

« En 1947, à la suite des propositions des Docteurs GALLAVARDIN et TOSQUELLES, la commission de surveillance approuve les Statuts de la nouvelle salle commune qui devient le « Club Paul Balvet » ou Club coopératif de malades constitué dans le cadre de la Section Lozérienne de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, et créé en vue de coordonner l'ensemble des loisirs et distractions et d'organiser la vie sociale des malades hospitalisés.

« Laissons le D^r TOSQUELLES (237) tirer la leçon de cet événement historique : « L'Hôpital cédait pour ainsi dire une parcelle de son territoire, la salle du Club, à cet organisme extérieur dont on avait toutefois assuré la liaison avec l'administration générale et celle de l'Hôpital. Cet acte historiquement révolutionnaire a pour nous une transcendance extraordinaire et il est la pierre maîtresse, non seulement de notre système, mais, je crois, de toute possibilité de résolution a priori des difficultés inévitables d'adaptation des nouveaux besoins à un système hospitalier et administratif qui a ses droits traditionnels et une expérience légitime à défendre ».

« Voici donc, telle qu'elle a été réglementée par les textes statutaires élaborés par les membres coopérateurs, la structure interne du Club Paul Balvet :

— « Le Club devient un service de la Section Lozérienne de la
« Société d'Hygiène Mentale du Centre doté de l'autonomie financière
« et du contrôle indirect mais effectif des fonds.

— « Tous les malades de l'hôpital sont considérés membres de droit
« du Club. Ils ne peuvent être exclus que sur indication médicale ou par
« décision extraordinaire du Bureau, pour des questions de discipline,
« après avis conforme des médecins. Ils sont représentés dans les Assem-
« blées et Organes d'administration du Club par des malades nommés
« délégués, élus au cours de réunions de quartiers, d'après une procédure
« qui sera déterminée chaque fois par le médecin et adaptée aux cir-
« constances particulières du groupe.

« Le Club est administré par trois organismes : l'Assemblée Générale,
« le Bureau et les Commissions de Travail.

« 1° L'Assemblée Générale, convoquée tous les deuxièmes mercredis
« du mois, prend connaissance des rapports de chaque Commission,
« approuve les comptes et le budget, ratifie le bureau et les membres res-
« ponsables des commissions, donne son avis sur tous les problèmes qui
« lui sont soumis par le bureau, et fait des propositions.

« 2° Le bureau, qui se réunit tous les mercredis, a comme tâche
« principale le contrôle, l'organisation et la coordination du travail des
« diverses commissions. Il est l'organe du pouvoir exécutif. Il est formé
« d'un Président, représentant la collectivité dans tous les actes officiels
« et dirigeant les discussions du Bureau, d'un Vice-président, d'un Secré-
« taire et des Membres délégués responsables, présidents de chaque Com-
« mission de Travail.

« 3° Les Commissions de Travail, dont le nombre a légèrement
« varié avec le développement du Club, sont actuellement au nombre de
« huit : Secrétariat, Cantine, Jeux et Distractions, Bibliothèque, Disco-
« theque, Cinéma, Journal, Sports. On nomme des Commissions extra-
« ordinaires pour l'organisation des fêtes officielles (Noël, Carnaval,
« 14 juillet, etc.).

« Chaque Commission a ses réunions préparatoires à jour fixe. Les
« réunions sont plus ou moins nombreuses suivant les activités de la
« Commission. Ses projets ne sont exécutoires qu'après approbation du
« Bureau du Club et s'ils ne se heurtent pas au veto médical. Les
« Commissions ont la responsabilité de l'exécution des projets approuvés.

« Enfin, chaque Commission, ainsi que chaque groupe de quartier,
« est conseillé dans ses fonctions par un Membre actif de la Société
« d'Hygiène Mentale, infirmier à l'Hôpital, nommé à cet effet. Le
« conseiller social désigné au Secrétariat, coordonne le travail d'ensem-
« ble ».

Dans cette période de gestation de la sociothérapie hospitalière, com-
prise en gros entre les années 1947 et 1957, et en tous cas avant la paru-
tion de la circulaire du 4 février 1958, d'autres initiatives, nous l'avons
dit, se sont fait jour dans les Hôpitaux Psychiatriques français. Au nom-
bre des plus structurées, nous retiendrons, avec le Dr Jean OURY (174),
celle du Docteur DAUMEZON à Fleury-les-Aubrais, celle du Docteur
UEBERCHLAG (250) à Lannemezan, celle des Docteurs SIVADON et FOLLIN
à Ville-Evrard (222), du Docteur LE GUILLANT à Villejuif (132), du

Docteur Henry EY à Bonneval (117). Il conviendrait certainement d'en ajouter d'autres, puisque nous l'avons dit, ce grand progrès de l'assistance psychiatrique doit être considéré comme ayant été l'œuvre d'une génération. Nous pensons cependant que le rayonnement de l'expérience Saint-Albanaise a été des plus importants, que les médecins de cet Etablissement et notamment le Docteur TOSQUELLES, ont été des militants d'une exceptionnelle efficacité et que, de surcroît, le Docteur François TOSQUELLES a été le premier à saisir l'importance et la valeur d'un instrument comme la Société d'Hygiène Mentale du Centre et, au-delà d'elle, de la Fédération des Sociétés de Croix-Marine, pour l'introduction rapide des institutions sociothérapiques dans les Etablissements Psychiatriques. C'est lui qui a engagé le mouvement Croix-Marine dans cette entreprise, probablement dès la naissance de la Fédération en 1952 et en tous cas dès la deuxième Assemblée Fédérale de Pau, en 1953.

Dès lors, se sont constitués sous l'égide de la Fédération qui a suscité de très nombreux concours, des réunions d'études, des congrès, des expositions de travaux thérapeutiques qui ont fait que la Croix-Marine a véritablement incarné ce vaste mouvement de rénovation hospitalière.

A l'initiative de la Fédération se sont tenues, en 1954, des réunions d'études à Clermont-Ferrand, Paris et Vichy. La troisième Assemblée Nationale du Mouvement, réunie le 3 septembre à Vichy, fut entièrement consacrée au « problème de l'organisation des activités sociales dans les établissements hospitaliers spécialisés ». L'Assemblée générale du 3 septembre 1954 nomma une Commission exclusivement constituée par des membres des Sociétés de Croix-Marine pour dégager les éléments fondamentaux d'un règlement type des Comités hospitaliers de Croix-Marine. Cette Commission se réunit l'année même le 15 décembre 1954 à Paris.

L'année suivante, le Dr Henry EY provoqua à Bonneval une importante réunion d'études à laquelle participèrent, le 24 avril 1955, outre les représentants de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, plusieurs personnalités psychiatriques portant un intérêt actif à la question, ainsi que le Dr AUJALEU, Directeur Général de la Santé Publique.

Les 4^{mes} Assises Nationales de la Fédération, qui se déroulèrent le 1^{er} septembre 1955 à Vichy entendirent et approuvèrent le rapport du Dr BLANDIN, de Clermont-Ferrand (46) sur les Comités hospitaliers de Croix-Marine. Ce rapport était l'œuvre collective des techniciens de la Société d'Hygiène Mentale du Centre parvenus au concept de Comité hospitalier. Il est devenu, depuis longtemps, introuvable bien qu'il ait été publié et largement diffusé en son temps. Nous en donnons, ci-dessous, d'importants extraits.

Voici le texte du règlement destiné à servir de guide pour la constitution de ces Comités, tel qu'il a été adopté par la Quatrième Assemblée Fédérale des Sociétés de Croix-Marine.

« Art. 1. — Il est fondé dans le cadre de la Société de
« Association déclarée à la Préfecture de et ayant son siège
« social à, un Comité hospitalier de Croix-Marine.

« Art. 2. — Ce Comité hospitalier a pour but exclusif de s'employer

« à l'organisation et au développement des activités sociales des malades
« hospitalisés à l'Hôpital Psychiatrique de

« Art. 3. — Les activités sociales entrant dans l'objet du Comité
sont :

« a) le travail d'ateliers confectionnant des objets non utilisés dans
« l'établissement ;

« b) certaines initiatives dans l'organisation ou l'utilisation des lo-
« sirs collectifs, telles que : distractions, activités culturelles et sportives
« dont la détermination sera fixée par le Comité sur la demande des Méde-
« cins-Chefs et en accord avec l'Administration de l'Etablissement ;

« c) l'organisation et la gestion de cantines à l'usage de thérapie
« sociale.

« Art. 4. — Le Comité constitue un service à gestion indirecte et à
« patrimoine spécialement affecté de la Société de
« Il est composé exclusivement par des membres actifs de cette Société
« agissant en cette qualité et jouissant de la totalité de leur capacité
« civile.

« Il comprend :

« 1° - un médecin-chef de service désigné chaque année par le Con-
« seil d'Administration de la Société d'Hygiène Mentale de
« pour remplir les fonctions de Directeur du Comité ;

« 2° - tous les autres médecins-chefs de service ;

« 3° - le Directeur de l'Etablissement ou son représentant ;

« 4° - deux membres du personnel administratif proposés annuelle-
« ment par le Directeur de l'Etablissement et agréés par le Directeur du
« Comité, dont l'un assurera les fonctions de Trésorier ;

« 5° - un ou plusieurs membres du personnel médico-social proposés
« annuellement par les médecins-chefs de service et agréés par le Direc-
« teur du Comité.

« Art. 5. — Le Directeur du Comité prend, en accord avec les
« Membres du Comité, toutes les décisions concernant son fonctionne-
« ment et accomplit au nom de la Société de tous
« les actes nécessaires à ce fonctionnement.

« Art. 6. — Le Comité se réunit à la diligence de son Directeur en
« toutes occasions utiles et en moyenne une fois par mois.

« Art. 7. — L'action du Comité ayant pour but la thérapeutique
« sociale, sa mission essentielle est d'assurer les relations avec l'Adminis-
« tration de l'Etablissement et avec l'extérieur, de tous les Organismes
« de thérapie sociale préconisés et organisés dans leurs Services respec-
« tifs par les médecins-chefs de service sous leur responsabilité et leur
« direction.

« Ces organismes comprennent notamment : les divers groupes de
« travail entrant dans l'objet du Comité, les divers Clubs de distractions,
« d'activités culturelles et sportives ; ils font l'objet de règlements par-
« ticuliers qui sont soumis à l'approbation du Comité.

« Le Comité gère, en outre, directement les cantines à usage de
« thérapie sociale.

« Art. 8. — Les ressources du Comité proviennent :

« a) de subventions de la Société de

« b) de subventions de l'Etablissement ;

« c) des recettes des cantines et des divers Clubs ;

« d) du produit du travail des ateliers prévus en a) de l'article 3.

« Les charges comprennent :

« a) les frais de secrétariat et de gestion ;

« b) les frais de fonctionnement des Clubs et des cantines ;

« les frais de fonctionnement des ateliers désignés à l'article 3 ;

« d) la rémunération des malades travaillant dans ces ateliers (pécule
« et indemnité complémentaire) ;

« e) l'attribution éventuelle de secours à des malades sortants.

« Art. 9. — Le Directeur du Comité mandate les recettes et les dépenses.

« Le Trésorier a seul qualité pour le maniement des fonds ; il reçoit
« toutes les sommes provenant des activités sociales coordonnées par le
« Comité.

« Art. 10. — Chaque groupe d'activités tient une comptabilité particulière qui est présentée à chaque réunion du Comité.

« Ces comptabilités particulières font l'objet d'un état général représentant le compte de gestion du Comité qui est soumis annuellement à
« l'approbation du Conseil d'Administration de la Société de,
« après avoir été vérifiés par les Commissaires aux Comptes de cette
« Société.

« Art. 11. — Toutes les recettes et les bénéfices éventuels réalisés par
« le Comité constituent un patrimoine spécialement affecté qui ne peut
« être, en aucune mesure, distrait de l'usage des malades hospitalisés dans
« l'Etablissement.

« Art. 12. — En cas de dissolution, tous les biens acquis par le
« Comité reviendraient à l'Etablissement pour continuer à être employés
« à l'usage des malades dans l'esprit du présent règlement.

« Art. 13. — Le présent règlement entrera en vigueur après approbation de l'autorité gestionnaire de l'Etablissement et du Conseil d'Administration de la Société.

« Toutes les modifications qui lui seront ultérieurement apportées
« devront être approuvées par ces deux autorités.

« Le présent modèle de règlement répond aux préoccupations suivantes :

« 1° - fournir des indications générales et assez souples pour que
« soient assurées des conditions adaptables à chaque Etablissement et que
« soit mis à la disposition des médecins-chefs de service un instrument
« pratique d'organisation et d'utilisation de la thérapie sociale ;

« 2° - réaliser, dans ce but, une organisation à trois étages qui con-

« fère au Comité Hospitalier le maximum de stabilité en même temps
« qu'aux médecins-chefs de service le maximum possible de liberté d'ini-
« tiatives.

« Le 1^{er} étage est représenté par une société de base ayant pour
« objet général l'entraide aux malades mentaux dans un département
« déterminé. Cette Société de base jouit de la capacité civile et est
« assujettie aux dispositions de la Loi de 1901, en particulier aux dis-
« positions visant le recrutement des membres adhérents ainsi qu'à
« celles visant le renouvellement périodique des membres du Conseil
« d'Administration par voie électorale.

« Le 2^e étage est représenté par le Comité Hospitalier, émanation
« de la Société de base, mais qui a pour objet exclusif l'organisation des
« activités sociales dans l'Etablissement. Il est formé de membres actifs
« de la Société de base, ces derniers jouissant entièrement de leur capa-
« cité civile et agissant en qualité de Sociétaires, c'est-à-dire étant exclus
« de toute participation aux bénéfices.

« Ces membres actifs sont choisis en raison de leurs tâches profession-
« nelles dans l'Etablissement considéré et compte tenu de l'opportunité
« d'organiser une équipe de travail telle que soit assurée la participation
« effective de l'Administration de l'Hôpital et des médecins-chefs de
« service. Les membres du Comité de gestion ainsi choisis sont habilités
« à accomplir tous les actes à caractère officiel et légal aux nom et
« place de la Société de base (service à gestion indirecte).

« Le 3^e étage est représenté par les groupements de malades qui
« peuvent être conçus avec toutes les caractéristiques techniques utiles
« et en vue de toutes les liaisons sociales opportunes, à l'exclusion des
« actes à caractère officiel accomplis par les membres du Comité au nom
« de la Société de base. A ces groupements doit participer activement
« le personnel infirmier qui partagera avec les malades la direction des
« sous-comités et la gestion des activités les plus diverses (ateliers médi-
« caux, sports, activités théâtrales, clubs, journal, etc.) ;

« 3° - délimiter pour le Comité un secteur restreint d'activités qui
« respecte la totalité des droits légitimes de l'Administration ;

« 4° - se servir de la Société de base pour constituer un fonds de
« thérapie sociale qui perde conventionnellement le caractère de « bien
« public » et permette ainsi les plus grandes facilités d'usage nécessaires
« aux mises au point techniques et qui, d'autre part, ne soit pas considéré
« comme « propriété des malades » pour ne pas entraîner l'intervention
« de l'Administration aux Biens ;

« 5° - ne laisser à la Société de base qu'une autorité morale et une
« autorité de contrôle des comptes de gestion, à l'exclusion de la gestion
« elle-même déléguée au Comité Hospitalier, c'est-à-dire au personnel
« technique et administratif de l'Etablissement agissant en qualité de
« Sociétaires ;

« 6° - assurer, vis-à-vis de la Société de base, une autonomie complète
« du patrimoine qui peut être acquis du fait de l'exercice de ces acti-
« vités en réservant l'affectation entière et totale à l'usage des malades

« hospitalisés dans l'Etablissement, ceci non seulement en cas de dissolution, mais de façon permanente au cours du fonctionnement (patri-
« moine spécialement affecté) ».

Avant de se séparer, les congressistes de 1955 avaient pris la décision d'organiser, l'année suivante, à Paris, la première exposition nationale des travaux thérapeutiques de malades mentaux. Cette exposition fut organisée par les soins du D^r DAUMEZON, dans la salle des fêtes du Centre Psychiatrique Ste-Anne, et connut un réel succès puisque 73 services appartenant à 45 établissements hospitaliers y présentèrent un stand de travaux manuels et que furent, en outre, exposées 500 productions artistiques de malades hospitalisés. L'exposition fut ouverte au public du 9 au 14 juin 1956.

A l'automne 1957, fut réalisée, par la Fédération des Sociétés de Croix-Marine, à Paris, la 2^e exposition des travaux de malades mentaux hospitalisés et, cette fois, avec une plus grande ampleur, dans le cadre de l'Hôtel de Ville de Paris. Cette exposition obtint la participation de 120 services appartenant à 65 Etablissements hospitaliers : elle resta ouverte au public du 15 au 27 octobre, en même temps que se déroulait au Centre Psychiatrique Ste-Anne, la 6^e Assemblée Fédérale des Sociétés de Croix-Marine qui avait, notamment, à son programme, un rapport du D^r Jean AÏME sur la rémunération du travail des malades hospitalisés dans les Hôpitaux Psychiatriques (17). Cet important débat, présidé par le Docteur Henry EX, se déroula en présence de personnalités administratives et ministérielles et l'accent y fut mis avec insistance sur l'article 175 du règlement intérieur des Hôpitaux Psychiatriques, qui commençait alors par ces mots : « Le produit du travail des malades appartient à l'établissement ».

Cette disposition réglementaire archaïque était une des pierres de touche de la solution du problème de l'ergothérapie hospitalière.

Dès l'année suivante, dans son numéro de mars, la Revue Pratique de Psychologie de la Vie Sociale et d'Hygiène Mentale, organe de la Fédération des Sociétés de Croix-Marine, avait la satisfaction de publier la circulaire du 4 février 1958 portant organisation du travail des malades mentaux dans les Hôpitaux Psychiatriques et, en même temps, l'arrêté du 4 février 1958, qui modifiait le fameux article 175 et faisait entièrement disparaître sa première ligne.

La circulaire du 4 février 1958 portant officiellement réglementation de l'organisation du travail des malades mentaux en traitement dans les Hôpitaux Psychiatriques, récompensait tous les efforts, donnait satisfaction à tous les techniciens qui avaient milité pour l'introduction des activités sociales dans les Etablissements Psychiatriques et comblait, notamment, les espoirs de la Société d'Hygiène Mentale du Centre et des Sociétés de Croix-Marine, puisque l'intervention des Associations (Loi de 1901) dans l'organisation du travail thérapeutique était officiellement retenue par la réglementation et que les Sociétés de Croix-Marine y étaient nommément désignées comme habilitées à l'exercice de ces tâches.

La même année 1958, les 14 et 15 juin, se tinrent à Bonneval, sous

la présidence du Docteur Henry Ey, des journées de psychiatrie sociale, dont l'objet était l'organisation pratique de l'ergothérapie et auxquelles participaient des médecins et des administrateurs d'Hôpitaux Psychiatriques. Le Docteur TOSQUELLES y présenta un projet de contrat type entre les Comités Hospitaliers de Croix-Marine et les Administrations des Hôpitaux Psychiatriques, qui fut publié in-extenso dans la Revue de la Fédération (241).

Ainsi, la Société d'Hygiène Mentale du Centre s'est-elle trouvée pendant dix ans, grâce notamment au Docteur TOSQUELLES, au tout premier rang des militants qui ont réalisé l'introduction des activités sociales, organisées à la manière d'une institution thérapeutique, dans les établissements psychiatriques.

Dès la parution de l'arrêté du 4 février 1958 et de la circulaire du même jour, tous les Hôpitaux Psychiatriques de la région du centre ont constitué des Comités hospitaliers de Croix-Marine. Ceux qui ont acquis le plus grand développement sont, après celui de l'Hôpital Psychiatrique de St-Alban, sous l'impulsion du Docteur TOSQUELLES, puis du Docteur RACINE, celui de l'Hôpital Psychiatrique d'YZEURE à MOULINS, sous l'impulsion du Docteur Jean ROYER, de M^{me} BRAUER-RANSON puis des Docteurs H. et M.-Th. HEYWARD, du Docteur du COUEDIC et du Docteur VIDAL, celui de l'Hôpital d'Aurillac, sous l'impulsion du Docteur TEULADE, puis des Docteurs TORRUBIA et FOURNY, et celui de la Maison de Santé du Château de La Borde à Cour-Cheverny dans le Loir-et-Cher, que le Docteur Jean OURY a littéralement vouée à la psychothérapie institutionnelle.

CHAPITRE IV

L'ASSISTANCE DANS LE MILIEU SOCIAL

« Dès la promulgation de la loi du 30 juin 1838 qui, comme chacun « sait, fut la charte des aliénés en France, des psychiatres français, « lit-on dans « l'Evolution Médicale » de septembre 1963 (103), ont « dénoncé une des graves lacunes de cette loi qui faisait, comme on disait « alors, que les aliénés à leur sortie de l'asile étaient plus délaissés que les « criminels. Les psychiatres d'alors s'orientèrent vers la création d'œuvres « de bienfaisance auxquelles ils donnèrent le nom de Sociétés de Patro- « nage. En 1843, FALRET créait la société de patronage des aliénés indi- « gents de la Seine qui existe encore et a son siège rue du Théâtre, à « Paris. Cette œuvre offrait un abri à quelques aliénés femmes sortant des « asiles de la Seine jusqu'à ce qu'elles aient trouvé un emploi. Aussi « modeste que fut cette réalisation, elle concrétisait un principe qui fut « à l'origine d'un très petit nombre, à la vérité, d'initiatives similaires.

« Cinquante ans plus tard, en 1891, BOURNEVILLE présenta sur « la question un rapport au Conseil Supérieur de l'Assistance Publique « en insistant sur l'intérêt que de telles Sociétés pourraient présenter. « émettant pour la première fois l'opinion qu'il y aurait un réel avantage « à établir un lien entre les diverses « Sociétés de Patronage aux alié- « nés ». Le Conseil Supérieur de l'Assistance Publique se saisit de « l'idée, élaborant un projet de statuts ainsi que des « résolutions » qui « furent adressées aux Préfets par circulaire du Ministre de l'Intérieur « en date du 9 février 1892.

« En 1893, A. GIRAUD (128) présenta au Congrès des Aliénistes et « Neurologistes de la Rochelle un important rapport sur la question pré- « cédée d'enquêtes menées par lui-même en France et par LADAME en « Suisse et en Europe.

« Il est intéressant et surprenant à la fois de voir à la lumière de ce « rapport combien ce sujet qui retenait l'attention d'éminents psychiatres « de ce temps suscita, d'une part, un intérêt théorique marqué car il fut

« l'objet de discussions extrêmement pertinentes et toujours d'actualité,
« et, d'autre part, de nombreuses réticences et de fortes oppositions prati-
« ques.

« Les difficultés pratiques furent telles que le rapport de l'Inspection
« Générale de 1923 fut amené à constater que les Sociétés de Patronage
« préconisées à diverses reprises par l'Administration Centrale n'existaient
« pas dans la plupart des départements et, qu'au surplus, celles qui
« avaient été créées n'avaient ni l'extension ni la vitalité désirables.

« A la réflexion, il apparaît aujourd'hui que cette activité essentielle
« de l'Assistance psychiatrique qui avait été parfaitement perçue et même
« définie dans certains de ses aspects pratiques, puisque dès cette époque
« étaient préconisés des « asiles-refuges », « des ateliers d'aide par le
« travail », « une surveillance médicale continue », et jusqu'à une sorte
« de « tutelle », n'étaient pas pratiquement réalisables avant que ne
« se soient produites l'évolution des idées et l'évolution des techniques.
« Avant que ne soient apparus ces techniciens nouveaux qui sont repré-
« sentés par les diverses variétés de travailleurs sociaux et, enfin des
« modalités pratiques de financement.

« Les Sociétés de Patronage de FALRET, celles de BOURNEVILLE et
« de leurs contemporains, dont les Sociétés de Croix-Marine sont les
« héritières directes, ne pouvaient pas voir le jour ni résoudre les pro-
« blèmes qui leur étaient dévolus avant que la Médecine Sociale ne soit
« elle-même apparue et que la Législation n'ait rendu possible cette
« Médecine Sociale ».

Héritière d'un si long passé de réflexions, la Société d'Hygiène Men-
tale du Centre, et avec elle les Sociétés de Croix-Marine, y ont puisé leur
confiance et leur esprit d'entreprise : mais avant de s'engager dans
l'action, elles en ont longuement étudié les modalités et ont procédé à la
mise en place d'organismes expérimentaux, bien décidées à ne provoquer
la réglementation qu'en faveur de formules éprouvées.

La Société d'Hygiène Mentale du Centre et singulièrement la Section
du Puy-de-Dôme, a considéré dès l'origine, comme une tâche particulière
et propre, la prise en charge du malade mental dans le milieu social, ce
qu'elle a appelé tour à tour : le placement tutélaire, l'assistance tutélaire,
l'assistance dans le milieu social.

Il y a là un effort, continu et persévérant qui s'est d'abord exercé dans
la recherche de formules adéquates, puis s'est appliqué à les concrétiser
dans des institutions qui ont vu successivement le jour et se sont finale-
ment imposées à l'usage et à la réglementation.

Cette recherche et cette action se sont exercées dès l'origine en faveur
des handicapés psychiques et des détériorés psychiques durables, déli-
béremment choisis comme objets privilégiés d'action sociale, parce que
posant les problèmes les plus difficiles et appelant les solutions les plus
originales.

Ce n'est que plus tard (107), sans doute pour répondre à des objections
qui leur ont été faites et pour situer l'axe particulier de leur action dans
l'ensemble de la réadaptation, que les artisans de cette entreprise ont pré-
cisé les distinctions entre la réadaptation proprement dite qui correspond

au retour aux conditions de la vie antérieure, le reclassement qui nécessite une mise en place nouvelle dans les milieux économiques et sociaux normaux et la réinsertion qui subordonne la participation sociale à « *l'aménagement des milieux de vie* ». C'est vers cette dernière catégorie d'actions et de bénéficiaires qu'ont principalement été tournés les efforts des techniciens de plusieurs sections départementales de la Société d'Hygiène Mentale du Centre.

Partis de la double notion d'aide et de protection, les techniciens de la section départementale du Puy-de-Dôme ont toujours fortement explicité cette dernière préoccupation dans les textes qui ont servi à la réglementation de leurs organismes expérimentaux. En fait, entre leurs mains, cette entreprise a été conduite, à travers les années, dans le sens d'une protection sans cesse plus libérale et d'une aide sans cesse plus dynamique et épanouissante pour les sujets.

Les premières études de 1947 (86) s'attachent à définir les conditions de réalisation « du placement tuteur » et à lui reconnaître quatre termes principaux : l'encadrement social, l'encadrement professionnel, la surveillance médico-sociale et la reconnaissance juridique de la situation de protégé.

— L'encadrement social est considéré comme la première des conditions de participation sociale de l'handicapé psychique : cet encadrement humain qui est défini comme « la prothèse de l'handicapé psychique » prendra, au cours des années, des formes institutionnelles diverses, mais il lui sera toujours reconnu une valeur primordiale.

— L'encadrement professionnel, facteur de stabilité, de sécurité et de rendement, sera également présenté comme ordinairement nécessaire bien que moins fondamental que le précédent. Cette notion aboutira un jour à celle des « équipes professionnelles encadrées ».

— La surveillance médico-sociale est le troisième terme de l'entreprise. Elle fait appel aux concours techniques de l'action médicale et sociale simultanées et concertées.

— Le quatrième terme : la reconnaissance juridique de la situation de protégé, est le terme le moins technique et assurément le plus inattendu et le plus discuté à l'époque où il a été énoncé. Il est issu de la constatation et de la reconnaissance de l'existence d'une certaine contrainte dans toutes les formes d'intervention, dans la direction de l'existence et des conduites des intéressés, cette intervention fut-elle aussi adaptée que possible au cas et respectueuse de la personnalité et de la liberté individuelle. Elle a abouti à la notion de protection tuteur dont nous dirons ailleurs le contenu.

En l'absence de législation rendant licite cette forme de protection et assurant les garanties opportunes aux bénéficiaires, les techniciens de la Société d'Hygiène Mentale du Centre ont agi sous la caution morale de leur Société et, notamment de son Comité de Patronage qui la lui accordait en connaissance de cause.

La Société a éprouvé néanmoins le besoin de constituer, dans son sein, une Commission de Tutelle, à laquelle participait un magistrat et qui était destinée à recevoir les doléances éventuelles des protégés. D'après les

renseignements recueillis verbalement, cette Commission est intervenue à quelques reprises seulement, non pour régler des différents entre les agents de la Société et les intéressés, mais pour défendre ces derniers contre des escroqueries de tiers.

La première réalisation de la Section du Puy-de-Dôme fut, en ce domaine, un service dit de « placements tutélaires » qui assurait, selon un règlement préalablement arrêté, des placements familiaux surveillés, principalement en faveur de malades détériorés sortant de l'Hôpital Psychiatrique. Cet organisme prit plus tard le nom d'Office Social et le conserva. Ce terme fut repris, en effet, par les Sociétés de Croix-Marine à la suite de l'excellent rapport que consacra à l'étude des offices Sociaux le Dr MILLON et ses collaborateurs (167) et qui fut l'objet principal des discussions du Congrès de Clermont-Ferrand-Royat en 1958.

Voici le règlement de l'Office Social de Clermont-Ferrand tel qu'il fut publié à cette époque par la section départementale du Puy-de-Dôme.

Art. 1^{er}. — L'Office Social de la Société d'Hygiène Mentale du Puy-de-Dôme (section départementale de la Société du Centre) a pour objet l'exercice de « la protection sociale et tutélaire » à l'égard des psychopathes et déficients mentaux assimilés résidant dans le département, soit qu'ils vivent de façon habituelle dans le milieu social, soit qu'ils fassent l'objet d'une tentative de réadaptation.

Art. 2. — Les modalités principales de cette protection exercées à l'égard de ces sujets sont : l'encadrement individuel, le placement en milieu familial surveillé ou l'admission en foyer de vie collective.

Art. 3. — La surveillance et la protection exercées à l'égard des sujets vivant dans le milieu social mettent en œuvre les trois éléments suivants :

- a) les foyers d'accueil,
- b) les délégués de l'office,
- c) le service technique.

Lorsqu'elle est exercée dans le cadre de foyers de vie collective, la protection est assurée directement par le service technique qui assume, au nom de l'Office, l'autorité morale et le contrôle de l'organisme.

Art. 4. — Les tâches du Service Technique sont confiées à des Assistantes Sociales Spécialisées, agissant sous la direction technique d'un médecin spécialiste. Ces tâches sont exercées par ces Assistantes Sociales, soit directement, soit, et aussi souvent qu'il se peut, par l'intermédiaire de délégués bénévoles, membres de la Société d'Hygiène Mentale et résidant à proximité du sujet à protéger.

Art. 5. — Toute demande ou proposition de prise en charge doit faire l'objet d'une fiche de renseignements, établie par la personne, habituellement le médecin, qui demande cette prise en charge, afin de donner un aperçu aussi complet que possible sur les caractéristiques, les besoins et les convenances du malade à protéger.

Art. 6. — La décision de prise en charge ou de levée de prise en charge est arrêtée par le médecin-spécialiste, directeur de l'Office Social.

Art. 7. — Les cas litigieux sont réglés par les décisions d'une Commission de protection et d'assistance tutélaire, admise aussi à recevoir éventuellement les doléances du protégé.

Cette Commission est composée de trois membres actifs de la Société d'Hygiène Mentale désignés annuellement par le Conseil d'Administration, un magistrat, un médecin-psychiatre, un médecin social (médecin conseil de Sécurité Sociale par exemple).

Les membres de cette Commission comme tout le personnel de l'Office, sont liés par le secret professionnel.

Art. 8. — Toute personne prise en charge par l'Office Social doit faire l'objet d'une inscription sur un registre matricule réservé à cet effet et sur lequel sont notés au jour le jour pour chaque sujet :

- a) les indications médico-sociales le concernant,
- b) les démarches de toute nature faites au sujet du protégé,
- c) les décisions de caractère administratif,
- d) la succession des divers placements et des diverses conventions,
- e) les principaux faits survenus au cours de la prise en charge.

Art. 9. — Le registre est soumis chaque année à l'examen de la Commission prévue à l'article 7.

Art. 10. — Tout sujet faisant l'objet d'un placement familial ou dans un foyer de vie collective, est doté d'un livret individuel de placement comportant notamment une convention générale passée entre le Directeur de l'Office et l'employeur, considéré comme « correspondant de l'Office », et des conventions particulières successives réglementant les conditions de travail et de rémunération du protégé en fonction, d'une part, des charges assumées par l'employeur et, d'autre part, du rendement et des progrès du protégé.

Les Directeurs des Foyers de vie collective fonctionnant sous la responsabilité de l'Office Social, sont considérés comme des correspondants de cet Office.

Art. 11. — Sur les livrets individuels de placement est tenue à jour par le correspondant la comptabilité des gains et de leur emploi suivant les besoins et les convenances du protégé. Cette comptabilité est soumise au visa périodique des agents de l'Office ou des délégués agissant sur leurs instructions.

Art. 12. — Les sommes remises au protégé soit pour ses menues dépenses, soit pour ses achats d'entretien, sont fixées par les agents de l'Office, l'avoir disponible du protégé étant conservé par le correspondant.

Lorsque ces disponibilités dépassent 10 000 F, le surplus fait l'objet d'un versement à la Caisse d'Épargne et d'une inscription au livret personnel de Caisse d'Épargne qui sera, dans la règle et sauf décision contraire du Directeur de l'Office, constitué au nom de chaque protégé.

Art. 13. — Tout protégé exerçant une activité pouvant être considérée comme un travail régulier, est obligatoirement déclaré à une Caisse

de Sécurité Sociale, suivant le régime particulier qui peut être accordé en faveur de sa catégorie, capacité réduite pour les assurés agricoles.

Art. 14. — Les malades pris en charge à leur sortie de l'Hôpital Psychiatrique sont l'objet de sorties d'essai renouvelables par période de trois mois. La levée de prise en charge de l'Office est indépendante de la durée de la mesure administrative de sortie d'essai.

Art. 15. — Les déplacements et congés des protégés font l'objet d'un accord préalable avec le Directeur et les agents de l'Office.

A l'instigation de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, et sous son contrôle, fut créé, le 1^{er} juin 1947, dans le cadre de l'Hôpital Psychiatrique Ste-Marie de Clermont-Ferrand, un organisme qui fut appelé « Patronage de semi-liberté » et, le 1^{er} juin 1948, il en fut créé un deuxième, dans le cadre de ce même Hôpital Psychiatrique, et un troisième dans le cadre de la Clinique Psychothérapique de l'Hermitage à Chamalières, soit au total : 2 organismes d'encadrement social pour femmes adultes et 1 organisme d'encadrement social pour hommes adultes.

Dans un article paru en 1954, le D^r Jean THEVENOT (236) s'exprime ainsi : « Les patronages de semi-liberté de la Croix-Marine sont des organismes d'encadrement social à caractère hospitalier. Ils sont destinés aux diminués psychiques qui jouissent de certaines capacités de travail mais d'une sociabilité insuffisante pour permettre une participation sociale sans encadrement permanent approprié ».

Voici les principales directives données dans cet article au sujet de ces organismes.

1. — Les patronages de semi-liberté de la Croix-Marine sont des Organismes créés et contrôlés par les Sociétés ou les Comités de l'Association conformément aux Statuts qui les régissent.

Ils sont organisés en annexe des établissements psychiatriques ou des établissements à caractère hospitalier.

La direction et la gestion administrative du patronage sont assurées par le Directeur de l'établissement de rattachement ; un des médecins de l'établissement est attaché au Service médical du Patronage.

Le patronage est placé sous l'autorité morale et le contrôle technique d'une Société ou d'un Comité de Croix-Marine.

2. — Les sujets admis dans les patronages de semi-liberté de la Croix-Marine cessent d'être pris en charge par les collectivités au titre de l'assistance dans un établissement de cure.

S'ils sont admis à la suite d'un séjour dans un hôpital psychiatrique, ils sont l'objet de sorties d'essai renouvelables par périodes de trois mois et suivant accord d'ordre général avec l'autorité préfectorale.

En cas de rechute, les intéressés sont réhospitalisés.

Lorsqu'ils en manifestent la volonté et que leur état le permet, les dispositions sont prises pour leur retour dans la vie sociale.

3. — Les sujets majeurs et non interdits vivant dans les patronages

de semi-liberté jouissent de leur capacité civile. Ils ne peuvent être admis qu'avec leur consentement et toutes les restrictions apportées à la liberté de leur conduite par le régime de protection en vigueur dans ces organismes, doivent faire l'objet de leur acceptation préalable.

Ils sont astreints à la résidence dans leur patronage.

Des sorties au moins hebdomadaires sont autorisées et même encouragées, sous forme de promenades qui peuvent être utilement organisées par groupes de deux ou de plusieurs, les sujets ayant la faculté de se choisir mutuellement ou, en cas d'opportunité, le groupe étant constitué par la Direction du Patronage, sur l'avis du médecin.

Des congés peuvent être accordés par le médecin responsable lorsque l'état des intéressés le permet et qu'ils peuvent faire la preuve d'un milieu d'accueil adéquat.

4. — Le montant des pensions et revenus éventuels et le montant des salaires sont conservés par la Caisse du Patronage et transcrits sur un « livret individuel de placement » conforme au modèle adopté par la Fédération des Sociétés de Croix-Marine.

Des prélèvements peuvent être effectués par les intéressés pour leurs dépenses personnelles lorsque ces dépenses ne sont pas formellement contre-indiquées.

Lorsque l'avoir d'un sujet dépasse 10 000 F, l'excédent est versé sur un livret de Caisse d'Epargne pris au nom de l'intéressé.

Ce livret est conservé par le patronage et mention des versements et des retraits est faite sur le livret individuel de placement.

5. — Les locaux des patronages doivent être distincts des locaux affectés au traitement des malades hospitalisés.

Les locaux des patronages destinés aux hommes sont également distincts et séparés de ceux destinés aux femmes.

Leur capacité est calculée pour un maximum de 15 à 20 places.

Chaque patronage comporte :

— des chambres individuelles ou à deux ou plusieurs lits, avec tables de chevet individuelles ayant tiroir et petit placard avec clé individuelle pour déposer les objets personnels et, notamment, les objets de toilette,

— une salle de séjour et de distractions,

— une salle à manger ou un réfectoire,

— une chambre d'isolement pour le traitement éventuel des affections courantes à caractère contagieux,

— un dispositif sanitaire, individuel ou collectif, comprenant lavabos, bidets, baignoires, douches, etc.,

— des vestiaires individuels avec clé personnelle pour linge et vêtements.

6. — Les sujets sont occupés suivant leurs goûts et leurs aptitudes dans les services généraux ou agricoles dépendant de l'établissement hospitalier ou dans des ateliers spéciaux.

La journée de travail ne peut excéder 8 heures.

Des vêtements de travail, de préférence à caractère uniforme, sont distribués aux intéressés.

Ils prennent leurs repas, leur repos et leurs distractions en commun.

7. — Toute admission au patronage fait l'objet d'un contrat de séjour et de travail passé entre les représentants qualifiés de la Société ou du Comité de Croix-Marine agissant au nom de l'intéressé et la Direction du patronage, aux termes duquel sont précisées les conditions de séjour et de travail offertes aux protégés ainsi que les avantages et rémunérations qui leur sont consentis.

Ces avantages comprennent :

1° les soins éventuels nécessités par leur état,

2° le logement, la nourriture, une vêtue complète et soignée,

3° une rémunération fixe,

4° la déclaration à la Sécurité Sociale est obligatoire, la charge de l'ensemble des cotisations étant supportée par l'établissement auquel le patronage est annexé.

En 1956, un rapport du D^r GRAMBERT (129) à la V^e Assemblée Fédérale des Sociétés de Croix-Marine, porte sur l'étude de ces organismes, mais sous le nom de « Foyers hospitaliers de Croix-Marine ».

Dans d'autres études, ils sont assimilés aux « foyers de vie collective », concept qui s'est fait jour dans le cadre de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, pour faire pendant au placement familial individuel.

En 1960, la Société d'Hygiène Mentale du Centre publie des indications statistiques globales sur les activités de réinsertion sociale de la Section du Puy-de-Dôme, sous la forme d'un tableau récapitulatif portant sur les années comprises entre 1947 et 1959, que nous reproduisons ci-après.

Ces activités de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, commencées dans le Puy-de-Dôme, se sont étendues à d'autres départements de la région et notamment à l'Allier sous l'impulsion du D^r Jean ROYER, à la Haute-Loire, sous l'impulsion du D^r Henri BONNET et à la Corrèze, grâce à l'activité de M^{me} MAUGEIN. Elles se sont alors développées, en l'absence de réglementation, toujours sous la caution morale des membres de la Société et des sections départementales intéressées. Cependant, la VII^e Assemblée Fédérale des Sociétés de Croix-Marine, réunie à Clermont-Ferrand en 1958, émit à ce sujet des vœux très circonstanciés, élaborés par M. TRAMOND et M^{lle} COLLARD, dont l'Administration Centrale devait tenir compte par la suite. En effet, à l'instigation de M. LORY, Directeur Général de la Population, le décret du 13 avril 1962 portait création d'organismes intermédiaires de placements familiaux pour les sujets dont l'état mental nécessitait une telle mesure (219). La circulaire d'application du 15 mai 1962 citait nommément la Société d'Hygiène Mentale du Centre comme premier organisme habilité à cette tâche.

La Société d'Hygiène Mentale du Centre passa alors convention avec le département du Puy-de-Dôme, le 18 novembre 1963, s'engageant à agir comme organisme intermédiaire pour le placement familial des handicapés psychiques bénéficiaires de l'Aide Sociale dans le département

ANNÉES	NOMBRE DE SUJETS PRIS EN CHARGE (1)	NOMBRE DE JOURNÉES DE PRÉSENCE DANS LES FOYERS INDIVIDUELS	NOMBRE DE JOURNÉES DE PRÉSENCE DANS LES FOYERS COLLECTIFS	NOMBRE DE JOURNÉES D'HOSPITALI- SATION ÉCONOMISÉES AUX COLLECTIVITÉS
1947	$\frac{32}{18}$	2 591	1 846	4 437
1948	$\frac{53}{26}$	4 666	2 980	7 646
1949	$\frac{65}{43}$	6 566	5 349	12 915
1950	$\frac{86}{62}$	10 506	6 109	16 615
1951	$\frac{90}{76}$	12 486	5 555	18 041
1952	$\frac{118}{77}$	15 047	6 162	21 209
1953	$\frac{132}{104}$	17 471	7 821	25 292
1954	$\frac{174}{130}$	24 868	9 546	34 414
1955	$\frac{227}{139}$	29 357	10 878	39 735
1956	$\frac{213}{152}$	31 540	9 519	41 059
1957	$\frac{275}{196}$	31 291	12 934	44 225
1958	$\frac{302}{165}$	33 710	14 529	47 239
1959	$\frac{322}{181}$	36 582	17 440	54 022

(1) Le chiffre en numérateur indique le nombre global des sujets pris en charge. Le chiffre en dénominateur indique le nombre global des sujets placés. La différence entre ces chiffres correspond au nombre de sujets faisant l'objet de mesure de surveillance et d'entraide.

du Puy-de-Dôme (105). Voici, à titre indicatif, quelques-unes des charges de la Société énoncées dans la Convention.

- Faire procéder par un personnel qualifié, agissant sous contrôle médical dans le cadre de son office spécialisé, au dépistage progressif des handicapés psychiques résidant dans le département du Puy-de-Dôme et pouvant relever de ces activités.

- Rechercher des placements familiaux présentant toutes les garanties matérielles et morales désirables.

- Assurer le placement des handicapés psychiques décidé par la Commission d'Admission à l'Aide Sociale.

- Etablir avec la famille d'accueil un projet de convention fixant les conditions matérielles et morales d'existence de l'handicapé psychique.

- Signaler dans les huit jours au service départemental d'Aide Sociale le lieu de placement, la date de l'arrivée de l'handicapé psychique et transmettre une copie de la convention passée avec la famille d'accueil.

- Assurer la surveillance régulière du placement.

- Informer le service départemental d'Aide Sociale de tous changements et de tous incidents.

- Soumettre périodiquement les sujets à une visite médicale de contrôle.

- Veiller à garantir les tiers aussi bien que les familles d'accueil contre les risques éventuels encourus du fait du placement.

- Tenir à jour un fichier des handicapés psychiques pris en charge ainsi que des familles d'accueil.

Cette convention, qui fut la première du genre, a servi de modèle à un certain nombre de conventions analogues passées par d'autres Sociétés de Croix-Marine.

Après les Offices Sociaux, après les Foyers Hospitaliers, la Société d'Hygiène Mentale du Centre énonça, en 1960, la notion de « foyer protégé » et en définit le concept (98) à l'occasion de l'année mondiale de la santé mentale (1) et de la 3^e exposition « Arts et Techniques au service de la santé mentale », organisée par la Fédération des Sociétés de Croix-Marine à Paris, dans les salons du Palais d'Orsay.

Le thème fut repris l'année suivante, à la X^e Assemblée Fédérale

(1) L'Année mondiale de la Santé Mentale fut organisée pour la première fois en 1960 par la Fédération Mondiale pour la Santé Mentale. Cette Fédération fut fondée en 1948 avec, pour objet, de promouvoir, chez tous les peuples et dans tous les pays, un niveau de santé mentale aussi élevé que possible ; cela en regroupant toutes les associations et mouvements non gouvernementaux poursuivant un but apparenté à cet objet, ainsi qu'en collaborant avec les diverses organisations gouvernementales et les organisations intéressées des Nations Unies.

Le siège social de la Fédération Mondiale pour la Santé Mentale est à Genève, 11, rue Gevray. Depuis sa fondation, elle publie une revue trimestrielle dont le titre est « World mental health » ou « Santé mentale dans le monde ». Elle organise des réunions annuelles de caractère mondial, et tous les 5 ans des congrès internationaux de grande ampleur.

des Sociétés de Croix-Marine à Marseille et fit l'objet d'un rapport présenté par le D^r HEYWARD (137).

Le Foyer protégé était défini comme un cadre d'existence à caractère social prévalent, cadre social aménagé et protégé en fonction des carences et des besoins des handicapés psychiques, cadre humain dans lequel l'encadrement psychologique devait assurer une ambiance dynamique et épanouissante. Le foyer protégé était présenté comme le pendant social de l'Atelier protégé, l'élément du diptyque : vie professionnelle, vie sociale aménagées.

La Société d'Hygiène Mentale du Centre ne put faire passer sa conception du foyer protégé dans les faits, que quelques années plus tard, en 1965 et 1967, par la création du foyer Châteaudun et du foyer Châteaufort de Clermont-Ferrand, mais pour elle, il ne s'agissait que de la transplantation en plein milieu social des foyers hospitaliers dont elle avait, à travers les années, précisé les structures et le fonctionnement et appris à apprécier les mérites.

Dans l'intervalle, la section du Puy-de-Dôme réalisa un autre organisme à caractère de prototype, un centre industriel d'aide par le travail (107) entièrement réservé à des malades mentaux chroniques et détériorés, c'est-à-dire tributaires au moins pour une très longue période, d'un milieu de travail aménagé. Cette réalisation à laquelle la Société a réussi à donner et à conserver, malgré toutes les difficultés, un caractère médico-social à prévalence sociale, est encore unique dans son genre pour la catégorie des bénéficiaires choisis par la Société d'Hygiène Mentale du Centre, bien qu'elle ait servi de modèle pour la réalisation de centres destinés aux déficients mentaux congénitaux.

Pour rendre un compte complet de cette catégorie d'efforts, il faudrait encore faire état d'une idée qui a pris la forme d'un projet, à la vérité, fort avancé dans son étude, et déjà autorisé par arrêté ministériel portant participation financière de l'Etat. Il s'agit d'une maison de retraite spécialisée pour cette vaste catégorie d'handicapés psychiques assistés par ces différentes formes d'entraide dans le milieu social.

La participation sociale dans le cadre de milieux professionnels et de milieux de vie aménagés ne met pas leurs bénéficiaires à l'abri du vieillissement et ceux-ci parviennent, comme les autres, à l'âge de la retraite. La section du Puy-de-Dôme de la Société d'Hygiène Mentale du Centre n'a pas accepté l'idée que « ses protégés » pourraient prendre leur retraite dans un banal hospice : elle a donc conçu pour eux ce dernier organisme de la Maison de Retraite spécialisée, qui doit être considéré comme un ultime milieu de vie aménagé.

C'est dans la banlieue de Clermont, dans la localité du Cendres, que fonctionnera bientôt, selon toute vraisemblance, ce nouveau prototype d'organisme d'action sociale spécialisée.

A l'exception du Loiret, où le D^r Jean OURY et M^{lle} ROTHBERG ont implanté des créations d'avant-garde, les sections départementales de la Société d'Hygiène Mentale du Centre n'ont pas pris en charge à notre

connaissance, à ce jour, d'organismes différenciés de post-cure ou d'hospitalisation partielle fonctionnant indépendamment des dispensaires ou des établissements de soins.

Les médecins des hôpitaux psychiatriques de la région d'Auvergne et de la région du Limousin ont organisé et pratiqué la post-cure soit dans le cadre de services de suite, soit dans le cadre de consultations assurées par eux-mêmes dans leurs dispensaires ou leurs établissements.

C'est également dans le cadre de l'hôpital psychiatrique d'Yzeure que le D^r du COUEDIC a organisé un service d'hospitalisation de nuit (60).

Des projets d'organismes à structure autonome ont été toutefois mis à l'étude, notamment dans la Haute-Loire, par le D^r Henri BONNET, à Aurillac, sous l'égide du D^r TEULADE et dans le Puy-de-Dôme à Clermont-Ferrand.

A l'exception du Loir-et-Cher, c'est donc de façon générale dans le cadre des organismes existants que les médecins des Hôpitaux Psychiatriques qui prêtent leur concours à la Société d'Hygiène Mentale du Centre ont, jusqu'alors, engagé la poursuite de ces activités diverses.

CHAPITRE V

INITIATIVES EN FAVEUR DES DÉFICIENTS MENTAUX CONGÉNITAUX

La Société d'Hygiène Mentale du Centre a pris, en faveur des arriérés mentaux, de nombreuses initiatives, au point que l'on peut dire qu'après les malades mentaux proprement dits, cette vaste catégorie de handicapés psychiques est celle qui a le plus retenu son attention. Peut-être parce que deux importants instituts médico-pédagogiques fonctionnaient en annexe des Hôpitaux Psychiatriques d'Yzeure, dans l'Allier et de St-Alban, en Lozère, et qu'une importante école de perfectionnement existait à Clermont-Ferrand mais surtout parce que, en dehors de ces établissements, l'équipement de la région du Centre comme ailleurs, était très insuffisant, il y a 20 ans, pour faire face à la demande et aussi parce que l'action des associations de sauvegarde qui s'exerçait en faveur de l'enfance inadaptée fut presque entièrement accaparée, à ses débuts et pendant des années, par l'enfance caractérielle et l'adolescence délinquante.

Dans toutes ses sections, la Société, dès son origine, avait regroupé les techniciens de la pédagogie spéciale et, dans le cadre de son Institut de Clermont, elle avait dès 1947 fait une place importante à leur concours, puis créé, en 1947-1948, une section d'enseignement de pédagogie spéciale.

Cette formation fut assurée, dans ce cadre, par des maîtres spécialisés de l'Education Nationale et, notamment, par un militant chevronné de la pédagogie spéciale : Elie DEBRAY, un des fondateurs du Comité National Français pour l'Enfance Déficiente qui dirigeait à Paris une Ecole de Formation Professionnelle de Pédagogues Spécialisés, seul organisme en France consacré à la formation du personnel technique des I.M.P. non rattachés à l'Education Nationale.

Elie DEBRAY enseigna dans le cadre de l'Institut de Clermont, anima sur place des sessions de stages, organisa les examens de pédagogie de l'Institut et rédigea, à la requête de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, un cours complet de pédagogie spéciale qui fut édité dès 1948 par les soins de la Société.

Après la mort d'Elie DEBRAY, Madame BERNADAC qui lui succéda à la tête du Comité Français pour l'Enfance Déficiente, s'offrit à poursuivre l'œuvre entreprise à Clermont avec le concours de ce maître de la pédagogie spéciale, et proposa de rattacher l'Ecole parisienne du Comité Français à l'Institut de Clermont, devenu Institut d'Université.

C'est dans ces conditions que la région du Centre put, pendant des années, recruter pour ses I.M.P. un personnel pédagogique qualifié.

Les premières initiatives pratiques de la Société pour la rééducation des enfants déficients furent prises en faveur de l'adaptation pédagogique des I.M.P. d'Yzeure et de St-Alban et, partout dans la région, en faveur des classes de perfectionnement qui furent en quelques années créées en grand nombre à l'instigation des sections départementales de la Société. De 1948 à 1958, il n'est pas un rapport d'activités de la Société qui ne fasse état de démarches entreprises auprès des responsables de l'Education Nationale sur un point quelconque du territoire régional, pour solliciter et pour aboutir à ces créations obtenues, au début, laborieusement et par unité.

A Clermont-Ferrand, la collaboration médico-pédagogique fut organisée de façon très étroite ; la surveillance médicale des enfants des classes de perfectionnement publiques et privées fut prise en charge par une consultation hebdomadaire spéciale organisée par les soins de la Société, dans le cadre du dispensaire d'hygiène mentale. Les maîtres acceptèrent d'établir, à l'intention du médecin chargé de cette consultation, des fiches scolaires et de conduire eux-mêmes leurs enfants à la consultation, 2 fois par an, au début et à la fin de l'année scolaire. Ils acceptèrent également d'entretenir des relations avec les Services Sociaux spécialisés et même de distribuer, dans les classes, les médicaments prescrits aux enfants et fournis, au début, par la Société.

Cette étroite collaboration médico-pédagogique a duré des années et se poursuit encore actuellement, mais sur un mode un peu différent, en raison du grand nombre de classes de perfectionnement de l'agglomération clermontoise qui, depuis longtemps, a dépassé la vingtaine.

La Société a également prêté son concours à la plupart des projets de création d'internats médico-pédagogiques sur l'ensemble du territoire régional, tout en militant pour la conception et la création d'internats médico-professionnels qui n'étaient pas encore entrés dans la réglementation. Elle aboutit, en 1951-1952, en Haute-Loire, à la création, grâce à l'action personnelle du D^r VALDENAIRE et de Madame le D^r CAMUS-ROUBERT, à la création de l'I.M.P. de Faïdoli et de l'I.M.P.R.O. de La Guespy qui fut, à l'époque, une création d'avant-garde. Elle prêta son concours dans le Puy-de-Dôme, à l'Ecole de perfectionnement des Gravouses et, par la suite, à la conversion du préventorium des Roches-Fleuries en Institut Médico-Pédagogique. Dans l'Allier, le D^r ROYER

et ses collègues apportèrent des soins attentifs à tous les problèmes de l'enfance déficiente ; dans le Loir-et-Cher, le D^r Jean OURY et la Section Départementale de ce département apportèrent un concours actif à l'Institut d'Herbaut ; dans le Cantal, le D^r TEULADE, animateur de la Section, appuya, au nom de cette Section, toutes les initiatives en ce domaine et confia à des Comités de Croix-Marine la construction d'un I.M.P. à Mauriac et d'un I.M.P. à St-Flour ; en Haute-Vienne et en Corrèze, le D^r CARRIÉ fut à l'origine de plusieurs réalisations en faveur des arriérés, et notamment de l'I.M.P. du Château de LUBERSAC réalisé et géré par un Comité de Croix-Marine.

Les initiatives les plus importantes prises sous l'égide de la Société d'Hygiène Mentale du Centre concernent les arriérés profonds. Dans ce domaine, la Société a fait œuvre novatrice passant outre aux réserves de l'Education Nationale et même de la Santé Publique, à une époque où l'on distinguait encore des sujets éducatibles et inéducatibles. C'est à la Société du Centre que l'on doit la distinction pratique et le terme même de sujets scolarisables et non scolarisables, c'est-à-dire éducatibles par des méthodes scolaires ou éducatibles par d'autres méthodes que les méthodes scolaires.

L'initiative la plus importante prise du fait de la Société d'Hygiène Mentale du Centre et dans son cadre, le fut en 1957 en Lozère, à Marvejols, grâce à l'Abbé OZIOL et à l'équipe des médecins de St-Alban.

L'excellent accueil fait alors à l'I.M.P. du Clos-du-Nid par les milieux psychiatriques et pédagogiques spécialisés français, est attesté par les journées d'études de Marvejols, patronnées par la Société d'Hygiène Mentale du Centre, qui attirèrent à Marvejols 150 techniciens venus de toutes parts pour débattre, pendant 3 jours, les 29, 30 et 31 mai 1958, de la formation professionnelle, de la mise au travail et de l'insertion sociale du jeune débile profond.

Acceptant les conceptions des techniciens de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, l'Abbé OZIOL créa de toutes pièces, en moins de 10 ans, dans la commune de Marvejols, 2 I.M.P., 2 I.M.P.R.O., et un Centre d'Aide par le Travail, réalisant pour la première fois à notre connaissance, le triptyque complet de l'I.M.P., de l'I.M.P.R.O. et du Centre d'Aide par le Travail en faveur des arriérés profonds des deux sexes et réalisant en complément, dans le même département, un Centre de Développement pour les sujets de très bas niveau.

Les réalisations d'envergure de Marvejols ont incité la Société d'Hygiène Mentale du Centre à former, avec l'accord de la Direction Générale de la Population et sous l'autorité du D^r TOSQUELLES, une catégorie nouvelle d'auxiliaires pédagogiques adaptés aux besoins particuliers des arriérés profonds. Ces auxiliaires, formés sur place en Lozère, et poursuivus à la suite d'examens probatoires d'un diplôme de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, furent désignés au début, sous le nom « d'Aides Maternelles » puis, par la suite, l'initiative ayant eu des imitateurs, sous le nom « d'Auxiliaires médico-psychologiques » qui fut alors préféré par

l'Administration Centrale. Cette initiative, prise en 1959, s'est poursuivie jusqu'alors à la satisfaction des utilisateurs.

Voici, à la date du 28 septembre 1959, un extrait de la décision portant création de l'Ecole Primitive d'Aides Maternelles, en annexe de l'Ecole d'Infirmiers de l'Hôpital Psychiatrique de St-Alban.

« 1° - Une nouvelle école annexe à l'école de formation professionnelle de l'Hôpital de St-Alban, est créée et administrée par la Société d'Hygiène Mentale du Centre, Section Lozérienne.

« 2° - Les élèves de cette école pourront suivre les enseignements suivants :

« a) études théoriques et pratiques d'infirmiers psychiatriques ;
« b) études théoriques et pratiques d'éducateurs et moniteurs spécialisés ;

« c) études de perfectionnement de psychiatrie adulte ;

« d) études de perfectionnement de psychiatrie infantile.

« 3° - L'admission à l'Ecole est prononcée, dans chaque cas, par le Directeur de l'Enseignement, sur avis du Comité pédagogique.

« 4° - Le Docteur GENTIS et le Docteur TOSQUELLES sont chargés de l'exécution de la présente décision ».

Ce texte est intéressant parce qu'il rejoint les conceptions de Madame BERNADAC sur « L'infirmière éducatrice » (1) énoncées à cette même époque où l'on cherchait les bases de la formation d'éducateur du déficient profond.

C'est à partir de cet organisme, et dans son cadre, que le Docteur TOSQUELLES a élaboré sa conception des Aides Maternelles et de leur formation.

Par la suite, l'Ecole fut séparée de l'Ecole d'Infirmiers de St-Alban ; elle devint autonome et rattachée à l'Institut Médico-Pédagogique du Clos-du-Nid, le Docteur TOSQUELLES en assura, seul, la direction. La responsabilité des examens et la délivrance du diplôme d'aide médico-psychologique sont restées à la charge de la Société d'Hygiène Mentale du Centre qui les assure encore à ce jour et fait passer les examens, chaque année, à Clermont-Ferrand.

L'expérience lozérienne en faveur des arriérés profonds bénéficia pendant des années du concours entier du Docteur TOSQUELLES qui la marqua de son empreinte technique (247). Nous lui devons des conceptions pédagogiques nouvelles, fondées sur les ressources de la dynamique évolutive et relationnelle du jeune enfant. Ces conceptions ont fait l'objet d'un ouvrage récent, reflet de son enseignement à l'Ecole des Aides médico-psychologiques de Marvejols. Cet ouvrage, intitulé « Pratique du maternage thérapeutique chez les débiles mentaux profonds », a paru comme publication de la Fédération des Sociétés de Croix-Marine (249).

(1) Rachel BERNADAC. — L'infirmière éducatrice. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1959, n° 1.

En faveur des arriérés profonds, la Société d'Hygiène Mentale du Centre a également favorisé de son mieux la formule des externats médico-pédagogiques et médico-professionnels. Dans le Puy-de-Dôme notamment, elle a encouragé et soutenu deux réalisations : l'une à St-Eloy-les-Mines, l'autre à Ambert, les deux s'étant développées dans le cadre d'organismes associés à la Fédération des Sociétés de Croix-Marine.

La première de ces réalisations, œuvre de Madame DAPOCNY, élève de l'Ecole d'Educateurs de Clermont, a été considérée à l'origine comme un des premiers organismes du genre, et la qualité de son fonctionnement a servi de modèle aux réalisations ultérieures.

La Société d'Hygiène Mentale du Centre s'est employée également à la réinsertion sociale des arriérés profonds, susceptibles d'être appelés à une certaine participation sociale.

A l'instar du Comité Français de l'Enfance Déficiente qui avait commencé ses expériences dans la banlieue parisienne, à Bicêtre, la Section du Puy-de-Dôme mit sur pied, à Clermont-Ferrand, grâce à la haute compréhension de Monsieur MONTPIED, Maire de la Ville, et avec le concours des Services Municipaux, « des équipes professionnelles encadrées » essentiellement composées de débiles moyens et de débiles profonds.

Trois équipes de 7 handicapés encadrés par des professionnels, agents de la ville, ont été occupées depuis 1962 à temps complet à des travaux ordinaires de voirie.

L'expérience a montré que ce mode d'insertion professionnelle, en groupe dirigé, du déficient mental, était à la fois beaucoup plus aisé et beaucoup plus rentable et correspondait, en somme, beaucoup mieux aux carences et aux besoins de cette variété de handicapés que l'insertion individuelle dans l'entreprise, presque toujours vouée à l'échec.

Le succès d'une telle expérience, et au demeurant, sa valeur, reposent sur la qualité des cadres et leur information technique. Ils sont assurés lorsqu'une collaboration confiante et étroite peut être établie, comme cela s'est réalisé à Bicêtre et à Clermont, entre l'entreprise-employeur et l'organisme technique, en l'espèce les Services médico-sociaux de l'Office Social de la Société d'Hygiène Mentale du Centre à Clermont-Ferrand.

La Société d'Hygiène Mentale du Centre a également préconisé, à maintes reprises, le placement familial surveillé, comme étant une mesure d'assistance particulièrement appropriée aux divers besoins du déficient, qu'il soit enfant, adolescent ou adulte. Depuis la parution, en 1962, des textes relatifs au placement familial des handicapés psychiques dans le cadre de l'Aide Sociale, elle a réalisé et conservé en charge, dans les départements de l'Allier, de la Corrèze et du Puy-de-Dôme, le placement d'un peu plus de 300 arriérés profonds qui, grâce à cette formule, peuvent être considérés comme insérés de façon stable et satisfaisante dans le milieu social.

Ces dernières années, un nouveau mouvement d'action sociale, représenté par les Associations de Parents d'Enfants Inadaptés (U.N.A.P.E.I.)

s'est manifesté dans notre pays comme un instrument particulièrement actif d'aide aux déficients profonds. La Société d'Hygiène Mentale du Centre a aidé ce mouvement, à l'origine, notamment dans le Cantal, par l'intermédiaire du D^r TEULADE, en Haute-Vienne, par l'intermédiaire du D^r CARRIÉ, et en Corrèze, par l'intermédiaire du D^r BERGER.

Cette sympathie active des techniciens de la Société d'Hygiène Mentale du Centre a facilité grandement ces initiatives et ces réalisations, mais surtout ce mouvement plein de dynamisme entreprenant a bénéficié, dans la région du Centre comme ailleurs, du progrès des conceptions en la matière, progrès auquel avait participé grandement la Société d'Hygiène Mentale du Centre.

Dix ans avant la naissance des Associations de Parents d'Enfants inadaptés, la pédagogie de l'enfant déficient profond n'existait pas, l'internat et surtout l'externat médico-pédagogique à son usage étaient préconisés avec beaucoup de réserves. Le tryptyque « I.M.P. - I.M.P.R.O. - Centre d'Aide par le Travail » n'avait pas vu le jour, le recrutement des techniciens paraissait difficile et leur formation n'était pas encore entrevue.

C'est probablement ce qu'a voulu dire M. CARÈME, un des principaux fondateurs des Associations de Parents d'Enfants Inadaptés et un des principaux représentants de leur Union Nationale, lorsqu'il s'est, au Congrès de Nantes, exprimé en ces termes à l'adresse des techniciens de la Société d'Hygiène Mentale du Centre et de l'ensemble des Sociétés de Croix-Marine.

« Au nom des Associations de parents d'enfants inadaptés, je dois « remercier le Docteur COL et ses collaboratrices, Mesdames DAPOCNY « et JANICOT, pour leur remarquable rapport (56) qui correspond exactement et effectivement à ce que font nos associations gestionnaires « d'établissements.

« Il y a encore évidemment beaucoup à faire, mais si on pense à ce « qui existait il y a bientôt 10 ans et quand on voit ce qui existe maintenant, il y a eu d'énormes progrès d'accomplis.

« Ces progrès, nous les devons beaucoup à la Croix-Marine, et je « tiens à remercier ici toutes les Associations de Croix-Marine, car grâce « à leurs tribunes et à tout ce qu'elles ont fait pour cette cause de « l'enfance débile mentale, qui était totalement inconnue il y a quelques « années, maintenant le problème a déjà évolué. Je tiens à remercier « vivement toute la Croix-Marine pour ce qu'elle a fait pour nous (1) ».

Cette reconnaissance, la Société d'Hygiène Mentale du Centre l'a particulièrement méritée.

(1) M. CARÈME. — Intervention au Congrès de Nantes. *Revue Pratique de Psychologie de la Vie sociale et d'Hygiène mentale*, 1967, n° 4, p. 265.

CHAPITRE VI

LA PROTECTION TUTELAIRE

On doit à la Société d'Hygiène Mentale du Centre une étude juridique d'une réelle ampleur et d'un véritable intérêt.

Cette étude élaborée dans les années 1950 et 1951 fut publiée en 1952 dans une plaquette dédiée à M^{me} A. DELAUNAY, Présidente-Fondatrice de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, sous le titre : « La Protection Tutélaire et l'Institution de la Tutelle - Dispositions Codifiées » (90).

Précédé d'un exposé des motifs, ce travail est présenté sous la forme d'un texte codifié en 218 articles répartis en 7 titres.

Les idées fondamentales en sont :

1° - la distinction et la définition sous le nom de « Protection Tutélaire » de l'ensemble des actions protectrices qui doivent être exercées en faveur de tous les incapables mineurs ou majeurs « en intervenant dans la direction de leur existence et le contrôle de leur conduite », pour leur permettre d'accéder au maximum de bien être, d'épanouissement et de participation sociale dont ils sont capables ;

2° - la reconnaissance du caractère fatalement contraignant de ces actions protectrices et en conséquence la nécessité, pour les rendre compatibles avec le principe de liberté, qu'elles soient ordonnées, contrôlées, levées dans les formes légales par une autorité indépendante susceptible d'être en tous points garante des libertés légitimes ;

3° - la nécessité de confirmer dans la législation le principe du devoir tutélaire de l'Etat envers tous les incapables et de confier les actes essentiels que requiert son exercice à la seule autorité à laquelle on reconnaisse un pouvoir sur la liberté individuelle : le pouvoir judiciaire.

En énonçant ces principes, les techniciens de la Société d'Hygiène Mentale du Centre étaient parfaitement conscients de la complexité des dispositions nécessaires à leur mise en œuvre et de la difficulté de cette dernière. C'est cette conscience même qui les a conduits à présenter un texte codifié ; ils s'en expliquent ainsi dans l'avant-propos.

« Il peut paraître présomptueux de présenter notre travail sous forme
« d'un projet de loi, comme si, arrêté dans sa forme définitive, il n'atten-
« dait que la consécration légale pour entrer en application.

« On aurait pu songer à en livrer simplement l'idée à l'examen des
« spécialistes et aux discussions d'un public averti, sous la forme plus
« modeste d'un article ou d'une communication. Ce procédé se serait
« pourtant heurté à une critique : on eut trouvé trop vagues des sugges-
« tions d'ordre général, et l'on n'eut pas manqué de souligner la difficulté
« de traduire en un ou plusieurs textes législatifs le principe d'une telle
« organisation.

« Nous nous sommes donc efforcés de préciser notre pensée au point
« de la ramener à des formules plus concises et d'essayer ainsi de donner
« au moins un point de départ à l'établissement d'un texte législatif
applicable ».

La portée du texte législatif est ainsi présentée :

« — confirmer dans notre législation le principe du devoir tutélaire
« de l'Etat envers toutes les catégories de mineurs en danger, de défi-
« cients mentaux et d'inadaptés psychiques par l'introduction de la pro-
« tection tutélaire légale ;

« — organiser sur des bases juridiques définies l'exercice de la pro-
« tection tutélaire ;

« — réglementer cet exercice dans l'esprit le plus libéral et le plus
« favorable aux tendances progressistes de la technique et de l'initiative
« individuelle tout en l'assujettissant aux décisions ou au contrôle d'une
« autorité garante des droits et des libertés légitimes ;

« — renouveler l'efficacité des mesures de Tutelle et d'Assistance
« Tutélaire anciennement prévues pour ces sujets en chargeant cette
« même autorité de leur application et de leur contrôle ;

« — confier à une institution indépendante la charge de cette forme
« capitale et nouvelle de défense de la Société et de progrès social ».

L'institution de la tutelle à qui est dévolu l'autorité de protection tuté-
laire présente, dans le projet, deux caractères fondamentaux : elle est
indépendante et unique.

Institution unique, elle voit ses attributions étendues à l'application
de toutes les modalités d'action tutélaire exercées à l'égard de toutes les
variétés de ressortissants depuis le mineur orphelin jusqu'au libéré con-
ditionnel. Mesure qui tend à concentrer l'autorité et à remédier à la mul-
tiplicité des juridictions et des institutions.

L'institution de la tutelle ainsi conçue comprend un Conseil National
groupant sous la présidence du Chef de l'Etat, un ensemble de représen-
tants des pouvoirs constitués et un nombre important de techniciens spé-
cialisés appelés à communiquer à la marche de l'institution une souplesse
et une efficacité sans cesse perfectionnée.

L'institution est prévue pour fonctionner à l'échelon départemental et
comporte à l'échelon interdépartemental un organisme d'appel, toutes
les attributions juridictionnelles et d'autorité de protection tutélaire étant

concentrées entre les mains de Magistrats spécialisés assistés d'un Conseil de Techniciens.

Le projet prévoit un régime général de protection tutélaire applicable à tous les protégés et des régimes individuels qui sont à déterminer pour chaque cas particulier dans le but de permettre l'application la plus nuancée et la plus individualisée possible des mesures protectrices.

La protection tutélaire est définie du point de vue juridique par un certain nombre de droits soumis à protection. Cette protection pouvant comporter trois degrés :

— 1^{er} degré : *l'assistance à l'exercice du droit* par le moyen de conseils et d'aide pratique et morale, le sujet étant présumé apte à l'exercice du droit ;

— 2^e degré : *la surveillance de l'exercice du droit* impliquant l'autorisation des initiatives et des actes mais laissant subsister la faculté de refus d'agir et de subir ;

— 3^e degré : *la suppléance à l'exercice du droit* ou, s'il n'y a pas lieu à suppléance, la suspension de l'exercice du droit.

Le régime général de protection tutélaire :

— rend le sujet inapte à toute action judiciaire sans l'autorisation du Président de la tutelle ;

— le rend inéligible aux charges publiques ;

— inapte à être poursuivi en justice, même au plan pénal, avant décision de retrait de la protection.

Il laisse subsister toutes les autres capacités y compris la responsabilité civile et les obligations familiales.

Les droits soumis à protection variable pour l'établissement du régime individuel de protection tutélaire sont étendus à la puissance paternelle ou à la tutelle des mineurs en danger. Pour ces éventualités, ils sont au nombre de neuf :

1° - la liberté de décision en matière de résidence et de déplacement ;

2° - la liberté de décision en matière de placement ;

3° - la liberté de décision en matière de soins à caractère sanitaire et médical ;

4° - la direction des mesures de sécurité générale ;

5° - la direction de la formation scolaire, professionnelle et morale ;

6° - la direction des occupations et des loisirs ;

7° - la gestion des pécules et revenus du travail ainsi que la direction de l'emploi des disponibilités afférentes à ces pécules et revenus ;

8° - l'administration des biens ;

9° - le consentement à contracter l'union matrimoniale.

Les droits soumis à protection variable pour l'établissement du régime individuel de protection tutélaire des sujets majeurs et des mineurs émancipés sont au nombre de 12 :

— dans l'ordre de la personne :

1° - la libre disposition de la personne ;

2° - la direction des mesures de sécurité générale ;

3° - la liberté de décision en matière de soins à caractère sanitaire et médical ;

4° - la direction des occupations et des loisirs ;

— dans l'ordre de la participation sociale :

5° - la liberté de résidence et de déplacement ;

6° - la liberté des engagements contractuels ;

7° - la liberté des initiatives à répercussion familiale ;

8° - la liberté des initiatives et activités à répercussion sociale ;

9° - le droit de vote ;

— dans l'ordre des biens, revenus et salaires :

10° - la liberté de disposition des biens et l'acceptation des legs et des successions ;

11° - la liberté de gestion des biens ;

12° - la libre disposition des revenus et salaires.

Le projet distingue :

— des protégés de droit ;

— des protégés de fait ;

— des protégés par décision de l'autorité de tutelle.

Est considéré comme protégé de droit tout mineur sur lequel ne s'exerce pas « la puissance paternelle normale » au sens du Code Civil, même s'il est doté dans les formes légales d'une tutelle de remplacement.

Sont considérés comme protégés de fait tous les sujets mineurs et majeurs placés dans des établissements de rééducation, de soins ou d'assistance régulièrement pourvus de délégués à l'exercice de la protection tutélaire.

La protection tutélaire sous ces différentes formes s'exerce par l'intermédiaire de délégués à cette protection.

Tout citoyen français jouissant de ses droits civils est habilité à l'exercice de la protection tutélaire mais lorsque cette action protectrice doit comporter une limitation de l'initiative et de la liberté qui ne reçoit pas ou ne peut recevoir valablement le consentement entier du bénéficiaire, elle est obligatoirement soumise au contrôle de l'Institution de la Tutelle.

La délégation permanente à l'exercice de la protection tutélaire est afférente aux fonctions de directeurs, de médecins, d'éducateurs, de responsables d'établissements de soins, de rééducation et d'assistance spécialisée. Ces différents techniciens peuvent être appelés, au cours de l'exercice de cette tâche spécifique, à rendre compte comme n'importe quel administrateur ou tuteur de sujet mineur ou majeur en situation juridique de protégé.

Telle est très succinctement exposée l'économie du travail qui présentait indiscutablement à la date de sa parution un caractère de nouveauté.

L'ouvrage qui fut diffusé, principalement en France, par les soins de la Société d'Hygiène Mentale du Centre ne souleva, lors de sa parution, qu'un intérêt modéré dont les échos furent peu nombreux, à l'exception de quelques personnalités parlementaires et des milieux juridiques.

Les critiques les plus nombreuses furent formulées par les milieux médicaux comme en témoigne la correspondance reçue par la Société d'Hygiène Mentale du Centre ; en voici quelques exemples : « actuellement, nous agissons selon notre conscience et en toute liberté pour le bien de nos protégés ; si une organisation de l'ordre de celle que vous préconisez intervenait, nous aurions à redouter de perpétuelles entraves à nos actions protectrices ». Ou bien : « vous allez marquer d'un nouveau caractère péjoratif une multitude de sujets qui peuvent être efficacement protégés sans être étiquetés ». Ou encore : « la justice n'a pas de rôle social à remplir et elle n'est pas préparée à cela ».

A la vérité, pour les milieux médicaux, l'intérêt, à cette époque, était ailleurs, et si généralement la protection juridique des incapables était considérée comme insuffisante voire inexistante, les conceptions se seraient orientées plus volontiers dans le sens d'une « autorité de protection sanitaire » que dans celui d'une autorité de protection judiciaire. Ce fut un moment le point de vue de l'administration de la Santé qui trouva toujours, cependant, en face d'elle, celui des juristes. Enfin, un certain nombre de médecins rejetaient purement et simplement l'idée d'un statut juridique des incapables réclamant une entière liberté d'initiative en ce domaine.

Pour les techniciens de la Chancellerie avec qui furent confrontés les techniciens de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, le projet présentait des aspects positifs, mais heurtait par son ampleur.

La Chancellerie se montrait également, à cette époque, sensible au fait que le Code Civil était fondé sur les droits et les devoirs des familles, et que ce projet marquait une évolution très sensible dans la direction des devoirs de l'État et des droits qui en découlaient.

Par dessus tout, la tendance du projet à la codification d'un ensemble de mesures protectrices visant la totalité des incapables, fut jugée prématurée allant à l'encontre de la tendance du moment, aux législations fragmentaires par catégorie de ressortissants.

A la vérité, on retrouve dans la législation ultérieure des échos assez remarquables des études juridiques faites dans le cadre de la Société d'Hygiène Mentale du Centre.

Nous ne saurions dire dans quelle mesure ces textes sont restés étrangers à l'augmentation depuis 1958 des pouvoirs du juge des enfants en matière de protection juridique des mineurs en danger, mais il est notable que les dispositions, qui sont intervenues à ce sujet, allaient dans la direction coordinatrice et centralisatrice des pouvoirs de protection du juge tel que l'avait souhaité ce travail.

Par ailleurs, dans un article intitulé « Délinquance et protection tutélaire », M. le Procureur SALINGARDES écrira, en 1962 : « Les préoccupations qui se sont manifestées dans le domaine pénitentiaire ont conduit les réformateurs du code de procédure pénale, en 1958, à introduire au profit de certains délinquants majeurs de véritables mesures de protection tutélaire... (217) ».

Il nous paraît, quant à nous, légitime de souligner les traits de parenté

vraiment sensibles entre le texte plus général de la Société d'Hygiène Mentale du Centre et le texte particulier, appliqué à son objet et très circonstancié du nouveau Code de procédure pénal dont nous donnons ci-dessous des extraits rapides et fragmentaires.

Le régime de mise à l'épreuve comporte l'observation d'un fond commun de mesures de surveillance et d'assistance qui est général pour tous les condamnés :

1° - répondre aux convocations du juge à l'application des peines ou de l'agent de probation compétent ;

2° - recevoir les visites de l'agent de probation et lui communiquer les renseignements ou documents de nature à permettre le contrôle de ses moyens d'existence ;

3° - justifier éventuellement des motifs de ses changements d'emploi ou de résidence ;

4° - prévenir l'agent de probation des changements de résidence ainsi que de toute absence ou de tout déplacement dont la durée excéderait huit jours et prévenir le même agent de son retour ;

5° - obtenir l'autorisation préalable du juge à l'application des peines pour tout déplacement à l'étranger ».

En outre, des obligations sont prévues par des textes réglementaires. La juridiction qui prononce la condamnation les fixe, spécialement pour chaque individu :

« 1° - exercer une activité professionnelle ou suivre un enseignement ou une formation professionnelle ;

2° - établir sa résidence en un lieu déterminé ;

3° - se soumettre à des mesures de contrôle, de traitement ou de soins, même sous le régime de l'hospitalisation, notamment aux fins de désintoxication ;

4° - contribuer aux charges familiales ou acquitter régulièrement les pensions alimentaires ;

5° - réparer les dommages causés par l'infraction ;

6° - ne pas conduire certains véhicules déterminés par les catégories de permis mentionnés à l'article R. 124 du code de la route ;

7° - ne pas fréquenter certains lieux tels que débits de boissons, champs de courses, casinos, maisons de jeu, établissements de danse, etc. ;

8° - ne pas engager de paris, notamment dans les organismes de paris mutuels ;

9° - s'abstenir de tout excès de boissons alcoolisées ;

10° - ne pas fréquenter certains condamnés, notamment les co-auteurs ou complices de l'infraction ;

11° - s'abstenir de recevoir ou d'héberger à son domicile certaines personnes notamment la victime de l'infraction s'il s'agit d'un attentat aux mœurs ».

Il en est de même pour la *libération conditionnelle* pour laquelle sont prévues, d'abord un fond commun d'obligations, ensuite une série de mesures choisies en fonction du libéré dans un inventaire très large.

Ces mesures peuvent être modifiées au cours de la période de libération conditionnelle.

Dans l'article indiqué ci-dessus, M. le Procureur SALINGARDES conclut :

« Nous ne pouvions mieux faire que de signaler le caractère tutélaire
« donné à ces institutions. Certes, leur valeur dépendra essentiellement
« du discernement avec lequel elles seront employées et de l'équipement
« social mis à la disposition du juge à l'application des peines. Mais il
« faut remarquer que le code de procédure pénale entend faire de ce
« magistrat l'âme de toutes les mesures de reclassement des condamnés.

« Ainsi la tendance à assurer la protection par la voie judiciaire
« des condamnés s'affirme de plus en plus. La garantie donnée par l'inter-
« vention d'un magistrat pendant tout le temps où le condamné subit
« le traitement pénitentiaire et par l'introduction de mesures de tutelle
« pour parfaire le traitement, nous semblent deux aspects essentiels de
« la nouvelle orientation du code de procédure pénale pour la protection
« de la personne des condamnés (217) ».

L'année 1964 a vu la mise en chantier d'une autre législation particulière, celle qui était appelée à remplacer la loi du 30 juin 1838 qui fut pendant 130 ans en France la charte des malades mentaux et de leurs établissements de soins.

Nous avons retrouvé, à ce sujet, dans les archives de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, le compte-rendu d'une réunion provoquée par elle et qui s'est tenue à Paris, le 2 février 1962, au Ministère de la Santé Publique et de la Population.

A cette réunion participaient uniquement des représentants des Ministères de la Santé Publique et de la Justice et des représentants de la Société d'Hygiène Mentale du Centre.

Cette réunion portait sur « la protection juridique des mineurs et des inadaptés psychiques ». En tirant les conclusions, le haut fonctionnaire qui la présidait demanda que les représentants des Ministères intéressés rendent compte à leurs administrations respectives de ces débats et que des études préliminaires soient commencées. Il est établi qu'elles le furent.

Quoi qu'il en soit, ce n'est que 2 ans plus tard, à la suite des regrettables incidents survenus à Toulouse qui témoignaient d'une législation jugée par tous insuffisante en matière de protection des biens des malades internés, que la Chancellerie prit l'initiative de nommer une Commission Officielle présidée par le Président de la Cour de Cassation et dont les travaux devaient être coordonnés par le Procureur Général GERTHOFFER, Conseiller du Gouvernement, pour les Affaires Judiciaires.

La Commission décida de distinguer et de séparer dans ses études la protection des biens de la protection de la personne, et de préparer en priorité les dispositions relatives à la protection des biens. Après deux ans de travaux sérieux et laborieux, un projet de loi fut déposé au Parlement, voté par ce dernier et promulgué sous le nom de loi n° 68-5 du 3 janvier 1968 « portant réforme du droit des incapables majeurs ».

Il convient de noter que la Société d'Hygiène Mentale du Centre ne crut pas devoir participer aux débats, s'abstint de toute démarche et de toute nouvelle publication tendant à confirmer son point de vue, estimant que sa responsabilité était suffisamment engagée par ses études et leur diffusion initiale ainsi que par ses démarches antérieures, et qu'il convenait de laisser à d'autres le soin d'apprécier, de juger et de décider en toute liberté sur un problème qu'elle avait soulevé et pour lequel elle avait proposé une solution conforme à ses vues.

Elle se tint cependant informée de l'évolution des travaux et eut l'avantage de recevoir au cours de ceux-ci la visite personnelle de M. le Procureur Général GERTHOFFER qui voulut bien prendre l'avis de ses techniciens en leur manifestant l'intérêt qu'il attachait à leur point de vue.

Nous donnons ci-après les extraits des dispositions les plus significatives de la loi du 3 janvier 1968 (1).

Art. 488. — La majorité est fixée à vingt et un ans accomplis ; à cet âge, on est capable de tous les actes de la vie civile.

Est néanmoins protégé par la loi, soit à l'occasion d'un acte particulier, soit d'une manière continue, le majeur qu'une altération de ses facultés personnelles met dans l'impossibilité de pourvoir seul à ses intérêts.

Peut pareillement être protégé le majeur qui, par sa prodigalité, son intempérance ou son oisiveté, s'expose à tomber dans le besoin ou compromet l'exécution de ses obligations familiales.

Art. 490. — Lorsque les facultés mentales sont altérées par une maladie, une infirmité ou un affaiblissement dû à l'âge, il est pourvu aux intérêts de la personne par l'un des régimes de protection prévus aux chapitres suivants.

L'altération des facultés mentales ou corporelles doit être médicalement établie.

Art. 491. — *La sauvegarde de justice* résulte d'une déclaration faite au Procureur de la République dans les conditions prévues par le Code de la Santé Publique. Le juge des tutelles, saisi d'une procédure de tutelle ou de curatelle, peut placer la personne qu'il y a lieu de protéger sous la sauvegarde de justice pour la durée de l'instance par une décision provisoire transmise au Procureur de la République.

Art. 491-2. — le majeur placé sous la sauvegarde de justice conserve l'exercice de ses droits.

Art. 491-3. — Lorsqu'une personne soit avant, soit après avoir été placée sous la sauvegarde de justice a constitué un mandataire à l'effet d'administrer ses biens, ce mandat reçoit exécution...

Dans tous les cas, le juge soit d'office, soit à la requête de l'une des personnes qui auraient qualité pour demander l'ouverture d'une tutelle,

(1) Loi du 3 janvier 1968 portant réforme du droit des incapables majeurs, J. O. du 4-1-1968.

peut prononcer la révocation du mandat. Il peut aussi, même d'office, ordonner que les comptes lui seront soumis pour approbation.

Art. 492. — Une tutelle est ouverte quand un majeur, pour l'une des causes prévues à l'article 490, a besoin d'être représenté d'une manière continue dans les actes de la vie civile.

Art. 493. — L'ouverture de la tutelle est prononcée par le juge des tutelles à la requête de la personne qu'il y a lieu de protéger, de son conjoint, à moins que la communauté de vie n'ait cessé entre eux, de ses ascendants, de ses descendants, de ses frères et sœurs, du curateur ainsi que du ministère public ; elle peut être aussi ouverte d'office par le juge.

Les autres parents, les alliés, les amis, peuvent seulement donner au Juge avis de la cause qui justifierait l'ouverture de la tutelle. Il en est de même du médecin traitant et du directeur de l'établissement.

Art. 493-1. — Le juge ne peut prononcer l'ouverture d'une tutelle que si l'altération des facultés mentales ou corporelles du malade a été constatée par un médecin spécialiste choisi sur une liste établie par le Procureur de la République.

Art. 496. — L'époux est tuteur de son conjoint, à moins que la communauté de vie n'ait cessé entre eux ou que le juge n'estime qu'une autre cause interdit de lui confier la tutelle. Tous autres tuteurs sont datifs.

La tutelle d'un majeur peut être déférée à une personne morale.

Art. 496-1. — Nul, à l'exception de l'époux, des descendants et des personnes morales, ne sera tenu de conserver la tutelle d'un majeur au-delà de cinq ans. A l'expiration de ce délai, le tuteur pourra demander et devra obtenir son remplacement.

Art. 496-2. — Le médecin traitant ne peut être tuteur ni subrogé tuteur du malade. Mais il est toujours loisible au juge des tutelles de l'appeler à participer au Conseil de famille à titre consultatif.

La tutelle ne peut être déférée à l'établissement de traitement ni à aucune personne y occupant un emploi rémunéré à moins qu'elle ne soit de celles qui avaient qualité pour demander l'ouverture de la tutelle. Un préposé de l'établissement peut, toutefois, être désigné comme gérant de la tutelle dans le cas prévu à l'art. 499.

Art. 499. — Si, eu égard à la consistance des biens à gérer, le juge des tutelles constate l'inutilité de la constitution complète d'une tutelle, il peut se borner à désigner comme gérant de la tutelle, sans subrogé tuteur ni conseil de famille, soit un préposé appartenant au personnel administratif de l'établissement de traitement, soit un administrateur spécial, choisis dans les conditions fixées par un décret en Conseil d'Etat.

Art. 501. — En ouvrant la tutelle ou dans un jugement postérieur, le Juge, sur l'avis du médecin traitant, peut énumérer certains actes que la personne en tutelle aura la capacité de faire elle-même, soit seule, soit avec l'assistance du tuteur ou de la personne qui en tient lieu.

Art. 508. — Lorsqu'un majeur, pour l'une des causes prévues à l'article 490, sans être hors l'état d'agir lui-même, a besoin d'être con-

seillé ou contrôlé dans les actes de la vie civile, il peut être placé sous un régime de curatelle.

Art. 510. — Le majeur en curatelle ne peut, sans l'assistance de son curateur, faire aucun acte qui, sous le régime de la tutelle des majeurs, requerrait une autorisation du conseil de famille. Il ne peut non plus, sans cette assistance, recevoir des capitaux ni en faire emploi.

Art. 511. — En ouvrant la curatelle ou dans un jugement postérieur, le juge, sur l'avis du médecin traitant, peut énumérer certains actes que la personne en curatelle aura la capacité de faire seule par dérogation à l'article 510 ou, à l'inverse, ajouter d'autres actes à ceux pour lesquels cet article exige l'assistance du curateur.

La Société d'Hygiène Mentale du Centre n'a pas eu jusqu'alors la satisfaction de voir consacrer, dans un texte législatif, le terme de « protection tutélaire » sous lequel elle avait énoncé les principaux éléments de la notion qu'elle avait longuement analysée et élaborée. Elle n'a pas obtenu non plus, du moins pour l'heure, cette codification d'ensemble, ni cette institution unique et indépendante qu'elle avait préconisée ; par ailleurs, un certain nombre de ses suggestions secondaires n'ont pas été retenues.

Mais il paraît difficile de méconnaître l'influence déterminante de ses études et conceptions juridiques sur l'évolution de la législation française en matière de protection des incapables.

Dans un ouvrage paru en 1967, préfacé par le Président René PLEVEN, intitulé « Le malade mental dans la cité », les auteurs, faisant référence au Statut Juridique préconisé par la Société d'Hygiène Mentale du Centre, notent « ce travail correspond au texte du projet de loi déposé sur le bureau de l'Assemblée Nationale » (26). Ce texte est devenu, depuis, la Loi du 3 janvier 1968.

CHAPITRE VII

COMMENTAIRES

Vingt années d'action sociale peuvent-elles se juger, s'apprécier, ou plus modestement se commenter en quelques lignes ? Oui, si l'on fait abstraction de la somme énorme d'efforts, de réflexions, d'enthousiasme, d'intrépidité, de déception, de ténacité, de générosité, qu'elles représentent.

Nos commentaires porteront essentiellement sur les circonstances, les conceptions, les caractéristiques d'une entreprise dont les résultats sont déjà jugés dans la mesure où ils ont été intégrés dans l'évolution de l'assistance psychiatrique française.

On doit reconnaître, tout d'abord, que retardée par la guerre et, de ce fait, mieux préparée et plus approfondie, favorisée par l'atmosphère de l'après-guerre, l'initiative que représente la création de la Société d'Hygiène Mentale du Centre est venue à son heure, l'heure du renouveau, du goût de changement, de l'appel du progrès dans tous les domaines et spécialement dans ceux des sciences médicales, psychologiques et sociales.

Quelques auteurs français rattachent volontiers la Société d'Hygiène Mentale du Centre et les Associations qui en sont issues, aux tentatives de FALRET et de BOURNEVILLE, au XIX^e siècle.

Nous pensons qu'il est exact de dire que la Société d'Hygiène Mentale du Centre et ses filiales sont apparentées à ce courant d'idées, qu'elles en sont en quelque sorte les héritières et que leur fortune a été assurément de se manifester au moment où leur existence était non seulement opportune et nécessaire mais, par dessus tout, possible.

Cependant, il ne serait pas exact de ramener le rôle joué par la Société d'Hygiène Mentale du Centre et ses filiales à celui qui avait été prévu dès 1843 et dévolu par la suite aux Sociétés de Patronage. La Société d'Hygiène Mentale du Centre et ses filiales se sont bien appliquées et astreintes à remplir ce rôle de prise en charge du malade mental et du handicapé psychique dans le milieu social, et elles se le sont même

réservé comme une de leurs missions et de leurs tâches privilégiées, mais elles ont de beaucoup dépassé ce rôle, comme l'a établi, j'espère, notre exposé, pour prendre une place de premier plan dans la transformation de l'assistance psychiatrique hospitalière et, au-delà, dans une action particulièrement dynamique en faveur de l'évolution de l'assistance psychiatrique sous toutes ses formes.

Il nous paraît équitable aussi de reconnaître que la Société d'Hygiène Mentale du Centre et ses filiales ont dû bénéficier d'autres enseignements, tel celui contenu dans les réalisations d'Edouard TOULOUSE et, notamment, dans l'organisation qu'il avait donnée dans les années 1920 à l'Hôpital « Henri-Rousselle » et dans les efforts qu'il avait faits à la même époque pour acclimater en France, par l'intermédiaire de la Ligue Française d'Hygiène Mentale, les premières notions sur cette discipline nouvelle.

Nous savons qu'en 1935, Edouard TOULOUSE encore en fonctions, eut connaissance de la création de la première société de secours et d'entraide aux malades mentaux et handicapés psychiques et qu'il en accueillit l'idée avec sympathie.

Il est également permis de penser que la Société d'Hygiène Mentale du Centre qui a non seulement travaillé à côté, mais collaboré avec les Associations Régionales de Sauvegarde, a bénéficié à titre tout à fait réciproque d'ailleurs, de divers échanges avec ces Associations qui, bien qu'exerçant leurs activités exclusivement dans le domaine de l'enfance inadaptée, étaient animées d'un esprit très voisin. On ne peut manquer de souligner ici la parenté étroite qui existe entre ces deux mouvements qui ont été, l'un et l'autre, pendant ces vingt dernières années, les plus représentatifs de l'influence et de l'action technique dans le domaine de l'assistance spécialisée, dont ils se sont en quelque sorte partagée le champ d'activités.

Après l'avoir située dans sa lignée, dans son temps et ses affinités, nous n'en sommes que plus à l'aise pour reconnaître la personnalité et l'originalité de la Société d'Hygiène Mentale du Centre et de ses filiales.

Un des traits marquants et souvent relevé de la Société d'Hygiène Mentale du Centre fut son caractère entreprenant, incisif, percutant, dont attestent la précision de ses concepts et de leur formulation, la continuité opiniâtre de son action et jusqu'à son emblème même, que les promoteurs ont voulu « évocateur des grandes générosités humaines » et qui, en dépit des surprises et des critiques qu'il a pu provoquer, s'est rapidement imposé, en se chargeant de sens de plus en plus spécifiques et féconds.

Il ne faudrait pas croire que la Société d'Hygiène Mentale du Centre et ses filiales ont abusé et même usé avec habileté de la publicité auprès du grand public, on serait en contradiction formelle avec la présidente générale des Sociétés de Croix-Marine qui, un jour, s'expliqua à ce sujet et, en quelque manière, excusa le Mouvement de s'être par trop désintéressé de sa publicité, et fournit en ces termes les motivations de cette attitude.

« Ce qui me frappe d'abord, c'est que les buts que nous nous étions « fixés il y a vingt ans, ceux que nous sommes sur le point d'atteindre,

« ou plutôt ceux vers lesquels nous marchons, ces buts qui paraissent
« alors révolutionnaires, sont devenus ceux de tout le monde. La force
« d'une idée se mesure au degré de banalité qu'elle atteint. Et la route
« sur laquelle nous nous sommes engagés en solitaires, alors qu'elle
« n'était pas ouverte et qu'il fallait à chaque pas écarter les obstacles,
« est devenue celle qu'il est impossible de ne pas suivre...

« En évoquant, si sommairement que ce soit, ce bilan de la Croix-
« Marine, dois-je formuler le regret qu'il soit insuffisamment connu, en
« tant que tel, du grand public ? La science la plus authentique ignore
« la publicité et, sans doute aussi, le cheminement le plus fécond de
« certaines idées peut-il être accompli sans elle. Nous en sommes assu-
« rément la preuve puisque nous avons toujours ignoré la publicité.

« En nous adressant à nous-mêmes le reproche d'avoir négligé le
« système de nos relations publiques, ne sommes-nous pas amenés à
« constater que nous avons préféré à la publicité de la Croix-Marine elle-
« même, le cheminement de ses idées ? » (1).

Plus que sur la publicité, la Société d'Hygiène Mentale du Centre et ses filiales ont compté sur la qualité de l'élaboration et de la formulation de leurs concepts. Il y a là un aspect à nos yeux plein d'intérêt, qui nous a quelque peu retenu. La Société d'Hygiène Mentale du Centre, pour ce qui la concerne, a fait preuve, à ce sujet, d'une application remarquable, s'efforçant de définir et de formuler de façon progressive à travers les années, la plupart des conceptions qu'elle a proposées. C'est ainsi que nous la voyons passer successivement de la notion de surveillance tutélaire à celle d'assistance tutélaire et enfin à celle, beaucoup plus générale, de protection tutélaire.

Dans le domaine social, nous notons la même progression qui commence par le service de placement familial, puis le service de placements tutélaire et, enfin, l'Office Social.

De même façon, nous voyons se succéder les notions et formulations progressives de patronage de semi-liberté, de foyer hospitalier, de foyer de vie collective et, enfin, au terme de cette élaboration, de foyer protégé.

Sur le plan hospitalier, nous la voyons passer successivement de la notion de Club de malades, puis d'Association de malades, puis d'Association hospitalière, à celle beaucoup plus élaborée de Comité hospitalier.

Sur un autre plan encore, nous assistons à la mutation des concepts qui passent de l'infirmière éducatrice à la jardinière d'enfants inadaptés, puis à l'aide maternelle et, enfin, à l'aide médico-psychologique.

C'est également du fait d'une mutation analogue, toujours élaborée dans le cadre des Sociétés de Croix-Marine et, notamment, dans celui de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, qu'il semble que l'on soit passé du concept banal d'ergothérapeute et de sociothérapeute, à celui d'éducateur de réadaptation qui s'est finalement épanoui dans la formule, beaucoup plus générale, d'assistant de psychiatrie sociale.

(1) Assemblée générale des Sociétés de Croix-Marine, Nantes, 1967 (Rapport moral).

Cette manifestation de recherche persévérante et continue dans l'élaboration des concepts et leur formulation, fournit, nous semble-t-il, un témoignage assez remarquable de la vitalité de la Société d'Hygiène Mentale du Centre et de la continuité de l'effort de perfectionnement de sa pensée et de son œuvre.

Nous avons souhaité mettre en valeur cette forme particulière de son dynamisme, car la Société d'Hygiène Mentale du Centre paraît avoir fait une confiance préférentielle au pouvoir suggestif des idées claires, adaptées et précises, ainsi qu'à la valeur des termes qui les évoquent et doivent servir à les propager. Ceci confirme, et on ne saurait le perdre de vue, que la Société d'Hygiène Mentale du Centre et ses filiales, ont toujours considéré les techniciens comme leurs interlocuteurs véritables.

Entreprenante, dynamique et percutante, l'entreprise de la Société d'Hygiène Mentale du Centre et de ses filiales se recommande encore par ce que l'on a appelé son réalisme qui est indéniable, mais que nous préférons envisager sous l'angle de ce que nous appellerons son audace réfléchie.

On ne peut manquer d'être frappé par l'acte initial de regroupement des techniciens que représente la constitution même de la Société d'Hygiène Mentale du Centre. Comment peut-on qualifier cette initiative autrement que comme un acte d'audace réfléchi ? Audace, parce qu'il s'agissait d'une nouveauté, bien soulignée d'ailleurs dans les premiers rapports de la Société, et réfléchi parce qu'il s'agissait d'une prise de position de grande portée qui allait engager la société et, avec elle, l'assistance psychiatrique, dans une voie irréversible.

On ne peut manquer d'être frappé non plus par cette politique de la Société d'Hygiène Mentale du Centre qui, pendant plus de 10 ans, s'est mise presque entièrement au service des autres, qu'il s'agisse des collectivités publiques ou privées, estimant qu'il convenait avant toute chose de révéler à chacun ses missions et de lui faire assumer les tâches qui lui incombaient dans le développement de la pratique psychiatrique.

Dans un pays et dans un temps où l'Etat ne favorisait que les promoteurs d'établissements, à l'exclusion des promoteurs d'orientations, il y avait apparemment là un peu d'inconscience de ses propres intérêts mais, en fait, beaucoup plus de réflexion et de conscience extrêmement lucide de la marche la plus sûre et, sans doute, de la seule progression véritable possible.

La même audace réfléchie se retrouve dans la manière d'introduire les activités sociales dans les établissements de soins. la formule du comité hospitalier à l'inverse de l'association de malades hospitalisés, fait tomber toutes les objections juridiques. Les clubs exercent toute action utile à l'entraînement aux relations sociales, mais à l'abri et sous le couvert d'un comité constitué par les techniciens et administrateurs de l'établissement qui jouissent, eux, en permanence et de façon inattaquable, de leur capacité civile et peuvent valablement contracter avec les tiers, pour le compte des sous-comités de malades.

On la retrouve encore dans cette disposition des statuts de la société et de ses filiales, qui distinguent formellement le patrimoine des comités

hospitaliers dit « spécialement affecté à son propre objet », et dont ne peuvent disposer les administrateurs de la société, du patrimoine propre de cette dernière dont peuvent, à leur gré, disposer les administrateurs. Cette disposition prise dès l'origine des comités hospitaliers prouve à quel point les techniciens de la Société d'Hygiène Mentale du Centre agissaient avec discernement, comme s'ils avaient pu prévoir que, 10 ans après, la plupart des comités hospitaliers de croix-marine seraient appelés à gérer des dizaines de millions d'anciens francs.

S'il fallait encore un exemple de cette audace réfléchie, nous le trouverions assurément dans cette idée d'entreprendre et de promouvoir des actions d'entraide, non prévues par la législation et non autorisées par la réglementation, sous la caution morale de toutes les autorités judiciaires, administratives, religieuses et sociales du département où elles s'exerçaient. C'est ce qui a été fait partout et, on peut le dire, sans aucune entrave et sans aucune difficulté, par les Sections Départementales de la Société d'Hygiène Mentale du Centre.

La Société d'Hygiène Mentale du Centre et le mouvement qui est émané d'elle, frappent encore par l'affirmation et le maintien de leur indépendance.

La Société d'Hygiène Mentale du Centre et ses filiales, qui comptent parmi leurs membres et leurs sympathisants, tant d'administrateurs éminents, ne sont pas une création d'inspiration administrative, elles sont bel et bien une création d'inspiration technique. Elles ne sont pas davantage un instrument de l'administration, elles sont toujours restées un instrument de la technique, elles défendent les intérêts des malades et des handicapés au nom de la technique.

Ce caractère les distingue d'autres associations : de celles qui sont directement inspirées par une administration déterminée, ou de celles qui, comme les unions d'œuvres gestionnaires, défendent les intérêts de ces œuvres, ou encore de celles qui, comme les « Associations de Parents de Malades » sont plutôt que des œuvres des « syndicats d'usagers » comme elles se définissent volontiers elles-mêmes.

En raison peut-être de ce caractère d'indépendance, la Société d'Hygiène Mentale du Centre et ses filiales ont bénéficié de la sympathie de toutes les administrations intéressées par leur action et aussi, il faut bien le dire, de leur attention et de leur confiance qui ont pu prendre, aux échelons départementaux et locaux, et, même à certaines époques, à l'échelon national, la valeur d'une véritable collaboration. Mais elles n'en ont pas moins maintenu leur entière liberté d'action et d'expression.

Elles ont, dans les mêmes conditions, lié des rapports de coopération et souvent d'amitié avec les autres associations, comme en témoigne la présence dans leurs comités de patronage, ou même à la tête de certaines de leurs sociétés, de personnalités assumant de grandes responsabilités dans d'autres associations, comme en témoigne encore leur participation effective à divers comités de liaison où se retrouvent, pour se réunir et se consulter, la plupart des Associations orientées vers l'action sociale spécialisée. Cependant, elles ont toujours tenu à conserver et, même lorsqu'il le fallait, à défendre leur personnalité propre.

Il faut, croyons-nous, les en louer, car c'est cette indépendance qui leur a permis d'affirmer et de développer leur originalité féconde. Face à cet avantage capital, l'indépendance a son revers. Il se manifeste notamment sur le plan de l'aide de l'Etat et des subventions : cette manne, la Société d'Hygiène Mentale du Centre et ses filiales ne l'ont jamais connue et c'est assurément à juste titre qu'un administrateur éminent de la Fédération des Sociétés de Croix-Marine qui représentait, au sein de son conseil d'administration, une grande instance nationale, a pu qualifier de « dérisoire » l'aide financière accordée à ce mouvement en regard de ses activités et sans commune mesure avec les services rendus. La Société d'Hygiène Mentale du Centre a dû compter beaucoup sur la compétence et la grande expérience de ses trésoriers successifs, Maître POURCHER et M. GROLIER, ainsi que sur celles des directeurs de ses services financiers et comptables, MM. Georges THÉVENOT, André RICO et Marcel GORGOUX.

On peut se demander, et l'administration centrale se l'est demandé, si la multiplicité des mouvements d'action sociale n'aboutit pas à une dangereuse dispersion des efforts, alors que leur concentration paraîtrait, en principe, rationnelle et souhaitable. L'expérience oblige à répondre par la négative quand il s'agit de la santé mentale, de son champ immense et disparate de ressortissants, du besoin extrême des apports créateurs dans une époque de grande transformation et, pour tout dire, de véritable mutation.

Il est remarquable de constater que, grâce à la diversité des associations à but désintéressé, notre assistance spécialisée s'est rapidement enrichie des créations qui lui étaient nécessaires, chacune de ces associations apportant sa contribution propre, liée à sa personnalité et à la catégorie plus particulière de problèmes ou de bénéficiaires qu'elle affrontait.

Sans perdre de vue que notre travail a pour objet l'effort original de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, nous devons considérer que cet effort s'ajoute à ceux d'autres associations qui se sont appliquées comme elle à être créatrices et pas seulement gestionnaires.

Parmi celles-ci, la Sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence, dans son domaine particulier, s'est employée de toutes ses forces, orientée en cela par le Professeur R. LAFON, non seulement à promouvoir et à gérer des établissements pour l'enfance et l'adolescence inadaptées, mais à concevoir des solutions nouvelles et adaptées aux nombreux problèmes qui se posaient à elle.

La Ligue Française d'Hygiène Mentale, depuis 1954, s'est employée, en ayant à ses côtés « L'Ecole des Parents », à renouveler la propagande sanitaire spécialisée.

L'Association « L'Elan retrouvé », fondée par le Professeur Paul SIVADON, a réalisé à Paris un prototype de foyer de post-cure (25) et un prototype français d'hôpital de jour (253).

L'Association « Santé Mentale et Lutte contre l'Alcoolisme dans le XIII^e arrondissement de Paris », dont le Docteur PAUMELLE a été l'initiateur, a concrétisé le premier ensemble sectorisé comprenant notamment un Centre de Santé Mentale, un Hôpital de jour pour adultes, des Hôpitaux de jour pour enfants et adolescents (179).

Le Comité National contre l'alcoolisme et les Associations d'aide aux anciens buveurs ont pris, en faveur de leurs ressortissants, des initiatives nouvelles.

La Mutuelle Générale de l'Education Nationale a réalisé, dans la banlieue parisienne, sous l'impulsion du Professeur Paul SIVADON, un Hôpital Psychiatrique pilote, et à Paris, un Centre de Santé Mentale.

La Mutuelle Nationale des Etudiants de France a fait porter son intérêt sur les bureaux d'Aide Psychologique Universitaire (B.A.P.U.).

L'Union Centrale des Caisses de Mutualité Sociale Agricole a créé à Billiers (Morbihan), « le Centre de Réadaptation Sociale Agricole de l'Ouest » (159).

Cet énoncé, qui porte sur les apports originaux qui ont contribué à faire progresser notre assistance au cours de ces 20 dernières années, suffit sans doute à démontrer à lui seul le bien fondé de la diversité des Associations qui militent en faveur de la Santé Mentale.

Quand on est en présence de l'œuvre de la Société d'Hygiène Mentale du Centre et que l'on cherche à la saisir dans le champ de la réflexion, on est frappé par la continuité de vues dont elle témoigne, on la sent presque sous-tendue par une doctrine ou, pour mieux dire, un ensemble cohérent de conceptions et d'orientations.

L'assistance psychiatrique y apparaît, la chose est très sensible dans la thèse du Docteur MASSON, dans son originalité et dans son unité : « La généralité de l'anomalie psychique », et dans toutes les conséquences qui en découlent pour la prévention, la cure, la réadaptation qui postulent, les unes et les autres, les mêmes catégories d'exigences en techniciens et en organismes pour chacune des catégories de leurs ressortissants.

L'assistance psychiatrique y apparaît fondamentalement comme une branche de la médecine, mais comme une branche originale et qui, en tenant compte de son originalité, doit être — bien qu'elle en soit encore assez éloignée — conduite au niveau des autres branches de la médecine.

L'assistance psychiatrique, enfin, y apparaît dans son triple caractère : sanitaire, éducatif et social, avec, à l'étape de l'assistance dans le milieu social, une prévalence de l'aspect social sur l'aspect sanitaire.

Cette doctrine est bien celle qui se dégage des 20 années d'activité de la Société d'Hygiène Mentale du Centre et il est sans doute opportun d'en développer quelque peu les principaux éléments.

Nous empruntons à l'ouvrage du Dr MASSON (163), qui s'est fait l'interprète de la pensée de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, l'exposé qui suit :

« L'unité de la pratique de l'Hygiène Mentale paraît pouvoir être « fondée sur l'originalité de son objet, sur la conception et l'organisation « d'une pratique médico-psychologique élargie, sur l'identité de structure des dispositifs d'assistance, sur l'opportunité des mesures de protection et de tutelle.

« L'originalité de l'objet de l'hygiène mentale répond à la généralité « de l'anomalie psychique : son champ d'action s'étend, sans aucun artifice, de la déficience intellectuelle bénigne et du trouble caractériel

« léger jusqu'aux anomalies graves et développement et jusqu'à la
« délinquance, en passant par les affections mentales proprement dites.

« Il doit être précisé, en outre, que les techniques médico-psychologi-
« ques de l'hygiène mentale doivent être mises au service de tous les
« prédisposés par le fait de leurs infirmités physiques ou de la précarité
« de leurs conditions sociales, que leurs attributions s'étendent, notam-
« ment, à la surveillance du développement et de l'adaptation sociale
« des déficients sensoriels (aveugles et sourds-muets) et à la surveillance
« du développement des orphelins et autres déshérités sociaux.

« Si l'unité de l'objet de l'hygiène mentale se dégage de la nature
« des choses, l'unité de sa pratique ne peut être assurée que par l'adop-
« tion généralisée d'une organisation technique adaptée à son exercice.

« Du point de vue technique, la pratique de l'hygiène mentale cor-
« respond à un art qui n'est pas exclusivement médical et qui exige la
« mise à contribution de compétences et d'activités tout aussi essentielles,
« d'ordre psychologique, pédagogique, éducatif, social et même moral.

« Il ne paraît pouvoir être satisfait à cette exigence que par la con-
« ception et la mise en œuvre d'une pratique médico-psychologique élar-
« gie qui admettra l'organisation d'une coopération technique constante
« fondée sur l'inspiration médicale.

« Dans tous les domaines de l'hygiène mentale, l'exercice des activités
« techniques devrait toujours, pour correspondre à l'originalité de leur
« objet, être assuré par une équipe organisée de praticiens.

« Les ressortissants de l'hygiène mentale se trouvent, en raison de
« nécessités rationnelles ou administratives, répartis en un certain nom-
« bre de catégories ou de secteurs d'assistance dont le nombre peut être,
« sans trop d'arbitraire, fixé à six, à savoir :

- « l'enfance abandonnée,
- « l'enfance inadaptée,
- « les déficients sensoriels,
- « les déficients mentaux,
- « les névropsychopathes,
- « les inadaptés sociaux.

« Il est remarquable de constater la véritable uniformité des disposi-
« tifs rationnels qui répondent aux exigences techniques de ces divers
« secteurs d'assistance.

« En effet, qu'il s'agisse de l'organisation de l'assistance à l'enfance
« abandonnée, à l'enfance inadaptée ou déficiente, aux névropsychopathes
« ou aux inadaptés sociaux, le dispositif rationnel comportera toujours :
« des organismes de dépistage, d'accueil et d'observation, des organismes
« de cure, d'éducation ou de rééducation, des organismes d'adaptation ou
« de réadaptation sociale.

« Le problème juridique de la protection et de la tutelle est, lui
« aussi, dans une très large mesure, un problème commun à tous les res-
« sortissants de l'hygiène mentale, au point qu'il paraît tout à fait dési-
« rable de le résoudre par un texte législatif d'ensemble et même par
« une institution unique, détentrice de l'autorité de tutelle et dispensa-
« trice de toutes ses modalités d'application ».

Ainsi, l'unité de la psychiatrie repose sur l'originalité de l'anomalie psychique et l'unité de sa pratique sur l'identité de composition des équipes techniques et l'identité des dispositifs d'assistance valables pour tous ses ressortissants.

Ainsi, pour l'exercice de la spécialité, est-il nécessaire de distinguer un certain nombre de « secteurs d'assistance » dont le nombre est indiqué comme pouvant être de six.

Ces perspectives sont effectivement et clairement formulées par la Société d'Hygiène Mentale du Centre comme prélude au plan d'équipement sanitaire qu'elle a inspiré dans la région du Centre. Il en découle des conséquences qui seront précisées plus tard par quelques-uns des porte-paroles de la Société qui se sont déclarés partisans d'une pratique psychiatrique différenciée, non seulement dans le cadre de chaque « secteur d'assistance », mais dans des « surdisciplines » et cela spécialement à l'intérieur du « secteur d'assistance » des névropathes et psychopathes adultes.

Ce point de vue, nous devons le souligner, va tout à fait à l'encontre de celui qui est explicité dans la politique dite « de secteur ».

Dans la perspective de cette dernière, l'unité et l'indivisibilité de la pratique psychiatrique reposent sur la prise en charge par une même équipe, sur un territoire donné (le secteur), de la totalité des problèmes de santé mentale et de la totalité des ressortissants de la technique psychiatrique.

Elle repose encore sur la continuité de cette prise en charge dans le temps et à travers les étapes fondamentales de la prévention, de la cure, et de la réadaptation.

Sur la différence, on peut dire l'opposition des conceptions, les comptes rendus du congrès de Bordeaux, de 1962, sont des plus significatifs.

Intervenant dans la discussion du rapport des Docteurs PARIENTE et TORRUBIA (175), sur « les perspectives d'avenir de la pratique psychiatrique de l'adulte », le Docteur TOSQUELLES, représentant la Société d'Hygiène Mentale du Centre, s'est exprimé de la sorte : « Je ne discuterai pas ce lieu privilégié pour l'atterrissage futur de la psychiatrie que les auteurs ont décrit selon les désirs de la plupart et que l'administration a consacré : « le secteur », mes réserves à ce sujet se limitent à la sauvegarde d'une seule possibilité sans laquelle il ne peut y avoir progrès, ni dans la recherche, ni dans la pratique de tous les jours. Il s'agit — à l'intérieur, ou plutôt articulés avec la politique de secteur — de permettre et de faciliter l'organisation d'un certain nombre de services spécialisés.

« Les auteurs en ont parlé un peu et cette apparente contradiction peut être dépassée. Si, personnellement, j'insiste sur ce point, c'est sans doute à la suite d'une toute personnelle amertume, de n'avoir pas réussi à faire admettre la spécialisation de St-Alban. Les tâches et les recherches qui s'y sont développées depuis 23 ans concernaient les différents types de thérapies de groupe et institutionnelle pour les schizophrènes de longue durée. Elles ne peuvent trouver leur place dans un « secteur » ou dans deux « secteurs » comme la Lozère, sans que,

« parallèlement, la notion et l'organisation officielle des spécialisations
« soient structurées. Je ne doute pas qu'elles le seront... peut-être...
« dans 20 ans. La détérioration de l'instrument de recherche et de soins
« qui existait chez nous, évoluerait toutefois plus rapidement ».

De son côté, le Docteur Pierre DOUSSINET, représentant aussi la Société d'Hygiène Mentale du Centre, s'est exprimé en ces termes :

« Il me semble que la pratique psychiatrique de l'avenir, comme celle
« du présent, sera placée devant deux options fondamentales : l'une
« paraissant découler de la nature des choses, qui serait de fragmenter
« les activités psychiatriques en un certain nombre de surdisciplines
« exercées dans des services de mieux en mieux adaptés et équipés en
« personnel et en matériel : c'est l'option que l'on pourrait appeler *des*
« *secteurs techniques*.

« L'autre, sentimentale et tactique à la fois, qui est de maintenir
« pour la pratique la polyvalence des compétences et la permanence
« des « services fourre-tout » en découpant des territoires de recrutement
« et d'exercice que l'on doit appeler *secteurs géographiques de plus en*
« *plus petits* et qui ne seront jamais assez restreints pour être à l'échelle
« des possibilités humaines face à la diversité et à la complexité des pro-
« blèmes psychiatriques modernes, face au développement considérable
« en étendue et en profondeur des techniques de prévention, de cure et de
« réadaptation, et face à la qualité et à l'efficacité désirables des actions
« entreprises.

« Pour préciser encore cette réflexion et en n'envisageant que la
« seule psychiatrie de cure et de rééducation, j'ajouterai qu'il me semble
« que la pèdo-psychiatrie est un secteur technique déjà immense et si
« particulier qu'il se suffit bien à lui-même, que la criminologie est un
« secteur technique également bien particulier, que la gèronto-psychia-
« trie en est un autre, que les états névrotiques de l'adulte et les états
« psychotiques de l'adulte en constituent un quatrième et un cinquième.

« Il n'est pas douteux qu'en se plaçant dans cette perspective, on ne
« manquera pas de trouver incomplètes ou beaucoup trop compréhen-
« sives ces distinctions mais nous n'avons pas pour objet, en ce moment,
« de fixer des normes, mais seulement d'indiquer une des grandes direc-
« tions qui s'offrent à la psychiatrie de ce temps et qui, à notre sens,
« s'imposera de plus en plus à la psychiatrie de l'avenir.

« Ces deux options que, par souci de clarté, nous rangeons sous les
« chefs de *secteurs techniques* et de *secteurs géographiques*, sont-elles
« antithétiques ? D'aucuns pensent qu'il n'en est rien, personnellement
« nous craignons fort qu'elles soient difficilement conciliables et que le
« secteur géographique nouveau, c'est-à-dire le secteur d'arrondissement
« ou peut-être mieux encore le secteur rural pour beaucoup de départe-
« ments, ne soit pas un cadre bien adapté à la différenciation des surdis-
« ciplines parce qu'il est, d'une part, trop petit pour permettre la créa-
« tion de services spécialisés multiples et techniquement valables et parce
« que, d'autre part, il n'est pas, comme l'est le département, un cadre géo-
« graphique qui puisse être commun à toutes les administrations inté-
« ressées par les divers aspects de la pratique psychiatrique au service de
« la santé mentale.

« On a dit, on dira encore, que l'unité de la psychiatrie serait mise en danger par la différenciation des surdisciplines ; il me semble qu'une telle proposition est le fruit d'une confusion entre l'unité de la psychiatrie qui découle de son objet et des exigences propres de ses techniques quel que soit le champ d'action envisagé, et l'unité de la pratique qui n'est qu'une illusion généreuse si l'on n'accepte pas qu'elle repose sur les liaisons et les articulations dont la nécessité est chaque jour plus évidente ».

Cette doctrine, la Société d'Hygiène Mentale du Centre l'a clairement explicitée dans ses publications, son action et ses équipements. Cependant, elle l'a seulement suggérée au sein même de ses filiales de la Croix-Marine où se manifestent des courants de pensée tout à fait différents.

Fidèle à sa méthode, la Société d'Hygiène Mentale du Centre soumet ses idées au jugement de ses amis, des autres et du temps, confiante qu'elle est dans la valeur des concepts bien élaborés et bien ajustés aux réalités et à leurs exigences internes.

Dans ces conditions, il n'est pas exclu que la Société d'Hygiène Mentale du Centre se puisse ranger aux conséquences pratiques de la politique dite de secteur à laquelle a adhéré l'Administration de la Santé ; tout comme sa sœur aînée, la première société de secours et d'entraide aux malades mentaux et handicapés psychiques s'était rangée aux prescriptions des pouvoirs publics pour le développement des consultations d'hygiène mentale dans le cadre de l'hygiène sociale, bien qu'elle ait opté, pour ce qui la concernait et avant ces prescriptions, pour une toute autre forme d'équipement extra-hospitalier. Cette première société avait, en effet, souhaité que cet équipement se développe sous la forme « de dispensaires et centres autonomes » qui, avec le temps, ont, comme par nécessité de l'évolution interne de cette assistance, fait leur apparition sous la forme d'hôpitaux de jour, de centres de santé mentale, de clubs psychothérapiques, etc.

La Société d'Hygiène Mentale du Centre s'est déclarée, par ailleurs, en faveur des organismes médico-sociaux à prévalence sociale (108) pour la réinsertion des malades mentaux détériorés et handicapés psychiques, après avoir réclamé, au nom des besoins de l'assistance psychiatrique, que l'opposition administrative traditionnelle entre le social et le sanitaire soit assouplie en faveur de la pratique psychiatrique, estimée comme nécessairement marquée du double caractère médical et social.

Sur divers points de leur champ d'activités, les techniciens de la Société d'Hygiène Mentale du Centre se sont employés à créer des organismes de réinsertion à prévalence sociale, ce qui ne va pas, non plus, dans le sens du courant administratif qui favorise le développement des organismes intermédiaires de caractère sanitaire entre les établissements de soins et le milieu social, cela pour des raisons de financement, les organismes à caractère social ne pouvant pas être pris en charge par la sécurité sociale et ne pouvant bénéficier que du financement de l'aide sociale qui est un système lourd et archaïque en même temps que sélectif, puisqu'il se base pour ses interventions sur le plafond des ressources des intéressés.

La Société d'Hygiène Mentale du Centre et, avec elle, certaines de ses filiales (36), ont décidé d'affronter directement le problème en se faisant promoteurs d'organismes à prévalence sociale pour en mieux démontrer les difficultés de fonctionnement et obtenir finalement, espèrent-elles, des adaptations réglementaires en faveur de l'assistance psychiatrique extra-hospitalière.

Il ne saurait entrer dans notre sujet de porter un jugement sur les hommes qui sont à l'origine de la Société d'Hygiène Mentale du Centre et de ses filiales et qui continuent, à l'heure actuelle, à les animer. Ce que nous voudrions indiquer, c'est que l'œuvre de la Société d'Hygiène Mentale du Centre doit être considérée comme une œuvre collective qui n'a pu se réaliser que par la coopération de tous. Il est apparent aussi que l'œuvre de la Société d'Hygiène Mentale du Centre et de ses filiales a reposé principalement, et repose encore, sur l'intérêt que lui ont porté et le concours actif que lui ont consenti trois catégories principales de participants : les psychiatres de toute obédience, mais singulièrement les médecins des hôpitaux psychiatriques exerçant dans les territoires de son ressort, les administrateurs, et principalement les représentants de l'autorité administrative aux échelons municipal, départemental, régional et national, enfin les représentants des caisses de sécurité sociale, principalement les médecins-conseils régionaux et, grâce à eux, de nombreux administrateurs des caisses de tous régimes et surtout du régime général qui se sont associés intimement à son action et ont été un des facteurs déterminants de son efficacité.

On me permettra d'évoquer, en terminant, la personnalité de cette Présidente qui a fondé la Société d'Hygiène Mentale du Centre et, avec elle, tout le mouvement Croix-Marine national et international. S'adressant, un jour, à ses délégués réunis quelque part en France, elle leur a déclaré : « Vous êtes les acteurs, moi je suis la mère, le lien, le ciment qui vous unit ». Et, un autre jour, en un autre lieu : « Ne croyez pas que « vous ne pouvez rien entreprendre avant l'apparition de textes ou de « statuts qui vous le permettent. Vous avez à prendre des initiatives et « vous n'avez pas de réglementation appropriée : quelle chance est la « vôtre, vous êtes des créateurs dans toute la force du terme. Ne vous « sentez pas bridés par une réglementation dépassée, faites confiance à « une administration qui, attentive à vos initiatives, est prête à les encourager et à les faciliter, ne vous heurtez pas à elle, gagnez-là, faites « d'elle votre alliée, les textes consacreront vos réussites. Prenez conscience du fait que, dans votre ordre, vous êtes ceux qui pensent et qui « préparent l'avenir ».

J'ai acquis la conviction qu'au cours des 20 années d'existence sur lesquelles j'ai eu l'avantage de me pencher pour cette modeste étude, la Société d'Hygiène Mentale du Centre et ses filiales ont bénéficié du concours de très bons esprits, mais j'ai découvert aussi qu'elles avaient une âme et que c'était à cette heureuse rencontre, sans doute, qu'était due l'action créatrice, généreuse et bienfaisante de cette association clermontoise et des cent-vingt Sociétés de Croix-Marine qui sont issues de sa ferveur.

CONCLUSIONS

1° - L'essor contemporain de l'assistance psychiatrique fut amorcé, dès le milieu du XIX^e siècle, par J.-P. FALRET et BOURNEVILLE : il fut introduit dans les années 1920 par Edouard TOULOUSE qui conçut et réalisa un des premiers organismes de cure libre : l'Hôpital Henri ROUSSELLE, ainsi que la Ligue Française, puis la Ligue Européenne d'Hygiène Mentale, inspirée de l'initiative de Clifford BEERS qui lança, en 1909, le mouvement d'hygiène mentale aux Etats-Unis, sa patrie, et dans le monde.

2° - Cet essor, favorisé par le développement des thérapeutiques biologiques et celui des conceptions psychothérapiques et sociothérapiques, s'accentua pour acquérir une efficacité décisive pendant les années 1940. Il débuta pendant l'occupation et s'épanouit à la Libération.

3° - Les associations à but non lucratif ont joué un rôle très important dans la réalisation de ce progrès, cela en vertu de la volonté même des pouvoirs publics qui en ont suscité quelques-unes et en ont encouragé d'autres.

4° - Au nombre de ces associations, la Société d'Hygiène Mentale du Centre, créée à Clermont-Ferrand en janvier 1947, mérite une place de premier plan, non seulement parce qu'elle fut le berceau et, pendant des années, l'inspiratrice du Mouvement Croix-Marine qui, de régional, devint national puis international, mais parce qu'elle apporta à l'assistance psychiatrique une contribution originale et des plus importantes.

5° - Elle a, pour la première fois, réalisé en 1947 le regroupement des techniciens des disciplines diverses, dont la coopération est nécessaire à la pratique psychiatrique dans tous les domaines, et s'est employée à organiser la formation professionnelle spécialisée de chacune des catégories de techniciens intéressés.

6° - En dehors de son action locale et régionale en faveur de la rénovation et du développement de l'équipement spécialisé, la Société d'Hygiène Mentale du Centre et ses filiales ont incarné en France l'inesestimable progrès qui a consisté à introduire les activités sociales dans les établissements psychiatriques de soins. Elles ont créé de toutes pièces des institutions d'action sociale spécialisée, consacrées ou prises en considération par la réglementation, tels que les Offices Sociaux, le Placement

Familial surveillé dans le cadre de l'Aide Sociale, les Foyers Hospitaliers, les Foyers Protégés, les Equipes Professionnelles encadrées, les Centres d'Aide par le Travail adaptés aux handicapés psychiques et malades mentaux chroniques.

7° - La Société d'Hygiène Mentale du Centre a fait progresser la rééducation et l'assistance aux arriérés et, notamment, aux débiles profonds en faveur desquels elle a préconisé une nouvelle méthode pédagogique et de nouvelles formules d'assistance.

8° - Elle a influencé l'accélération des destinées médicales de la psychiatrie, ainsi que la séparation, à cette fin, des législations d'assistance et de protection tutélaire, ce dernier concept ayant été élaboré par elle.

BIBLIOGRAPHIE (*)

1. Archives de la Société d'Hygiène Mentale du Centre.
2. Archives de la Fédération des Sociétés de Croix-Marine.
3. Archives de l'Union Internationale des Sociétés d'Aide à la Santé Mentale.
4. Collection « Revue Pratique de Psychologie de la Vie Sociale et d'Hygiène Mentale », 59, rue de Châteaudun, Clermont-Ferrand.
5. Collection Revue « Sauvegarde de l'Enfance et de l'Adolescence », 28, place Saint-Georges, Paris.
6. Collection Revue « Annales Médico-Psychologiques », Masson et C^{ie}, éd., 120, Bd Saint-Germain, Paris.
7. Collection Revue « L'Information Psychiatrique », D^r BERNARD, Hôpital de Vaucluse, Epinay-sur-Orge (Essonne).
8. Collection « L'Encéphale et l'Hygiène Mentale », Doin, Paris.
9. Collection Revue « La Santé Mentale », 11, rue Tronchet, Paris-8^e.
10. Collection Revue « Réadaptation », 10, rue de Sèvres, Paris.
11. Collection Revue « Evolution Médicale », 1, rue de Courcelles, Paris-8^e.
12. Collection Revue « Psychothérapie Institutionnelle », 7, rue de Versy, Paris-17^e.
13. Collection des publications de l'Institut de Psychologie Appliquée et d'Hygiène Mentale de l'Université de Clermont-Ferrand, 1952 à 1965.
14. Livre Blanc de la Psychiatrie Française. in Revue « L'Evolution Psychiatrique », 1965 et 1967.
15. ADNES André. — Réflexions sur « L'Asile, l'hôpital psychiatrique et la psychiatrie de secteur. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1957, n° 4.
16. ARNION. — L'aide sociale à l'enfance. Editions Juridiques et Techniques, 28, place Saint-Georges, Paris-9^e. 1 vol.
17. Ayme Jean. — La rémunération du travail des malades hospitalisés dans les hôpitaux psychiatriques. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1957, n° 3.
18. Ayme Jean. — Les associations et les clubs thérapeutiques dans les établissements psychiatriques. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1958 (supplément au n° 3).
19. Ayme Jean. — Les institutions thérapeutiques. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1960, n° 3.
20. BALIER Claude. — « Le Centre d'Augy », possibilité nouvelle d'assistance aux malades mentaux. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1966, n° 1.

(*) Abréviations :

P.U.F. - Presses Universitaires de France.

Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M. - Revue Pratique de Psychologie de la Vie Sociale et d'Hygiène Mentale.

21. BALVET, M^{me} DUBOR et M^{lle} ROUSSEAU. — Le foyer des travailleuses. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1955, n° 1.
22. BARDET (M^{me}), MADRE, ASPARRE et KERGOET. — Une expérience d'ergothérapie : « L'atelier de présortie ». *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1966, n° 1.
23. BARILLEAU Simone. — La réadaptation du jeune déficient mental. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1959, n° 4.
24. BAUDRY Michel. — Réflexions sur les ateliers protégés. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1961, n° 4.
25. BAUMÉ Suzanne. — Le centre de post-cure de l'Elan. *Réadaptation*, novembre 1956.
26. BEAUDOUIN Henri et BEAUDOUIN Jean-Louis. — Le malade mental dans la cité. *Le François*, 1967, 1 vol.
27. BELEY André. — A propos de l'hygiène mentale. *L'Information Psychiatrique*, 1947, n° 1.
28. BELEY André. — Naissance de l'ergothérapie à l'hôpital psychiatrique. *L'Information Psychiatrique*, 1954, n° 1.
29. BELEY André. — Psychiatrie infantile et prévention des maladies mentales. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1958 (supplément au n° 3).
30. BELEY André. — Incidences de la loi de juin 1838 sur le fonctionnement des services d'enfants des hôpitaux psychiatriques de la Seine. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1959, n° 4.
31. BELEY André. — La réadaptation de l'enfant déficient, spécialement du jeune débile profond. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1961, n° 2.
32. BELEY André. — Psychothérapie quotidienne dans une maison d'enfants pour handicapés mentaux. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1965, n° 4.
33. BELLY. — La scolarité des enfants handicapés moteurs. *Réadaptation*, mai 1966.
34. BENOIT Guy. — Propositions pour un équipement psychiatrique « de secteur ». *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1967, n° 3.
35. BENTEJAC. — Directives actuelles pour la prise en charge par la Sécurité Sociale des enfants inadaptés. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1964, n° 1.
36. BENTEJAC, DEMANGEAT, JACQUEMARD et M^{lle} NOAILLES. — Du sanitaire au social en pratique psychiatrique. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1965, n° 4.
37. BERGE André et THÉVENIN Micheline. — Le centre psychopédagogique Claude Bernard. *Réadaptation*, mai 1966.
38. BERNADAC Rachel. — Le jardin d'enfants à l'hôpital psychiatrique. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1967, n° 1.
39. BERNARD P. — Une expérience de psychothérapie collective à l'hôpital psychiatrique, le cercle des malades. *Annales médico-psychologiques*, 1947, n° 1.
40. BERNARD P. — Les psychothérapies de groupe. *Evolution psychiatrique*, 1948, n° 3.
41. BERNARD P. — La réadaptation sociale dans les hôpitaux psychiatriques en Angleterre et en Ecosse. Documents de *L'Information psychiatrique*, 1954.
42. BERTRAND et PARLANGE. — La pathologie mentale en milieu militaire. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1963, n° 2.
43. BERTRANET (M^{lle}). — Assistance extra-hospitalière en psychiatrie. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1960, n° 3.
44. BIÉRER J. — Clubs de thérapie sociale. *Hygiène Mentale*, 1954, n° 3.
45. BIROUSTE. — Rôle du psychologue ou de l'assistant de psychologie dans l'équipe soignante. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1965, n° 3.
46. BLANDIN Jean. — Les comités hospitaliers de Croix-Marine. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1955, n° 4.
47. BLANDIN Jean. — L'assistance dans le milieu social des malades sans activité. *Réadaptation*, novembre 1956.

48. BLANDIN et GENTIS. — La formation du personnel infirmier des hôpitaux psychiatriques. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1964, n° 3.
49. BONNAFE Lucien, CHAURAND et TOSQUELLES. — Quelques précisions théoriques et pratiques sur le travail des malades. Valeur thérapeutique sur la qualité du rendement de la rémunération. *Annales médico-psychologiques*, 1947, n° 1.
50. BONNAFE Lucien. — L'hôpital psychiatrique, ce qu'il est, ce qu'il doit devenir. *Pages sociales*, 1947, n° 2.
51. BONNAFE Lucien. — Le malade mental est-il dangereux ? *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1958 (supplément au n° 3).
52. BONNET Henri. — L'aide par le travail aux handicapés psychiques dans le milieu social. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1963, n° 3.
53. BOUR P. et TACHOT M. — Délicates réadaptations, 67 sorties durables après plus de 5 ans d'internement. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1961, n° 2.
54. BUGNIOT. — Réinsertion sociale et professionnelle des déficients et malades mentaux dans le cadre de l'Office de protection sociale de la région parisienne. *Réadaptation*, octobre 1966.
55. CLOUTIER François. — La santé mentale. P.U.F., Paris, 1966, 1 vol.
56. COL C., M^{mes} DAPOCNY et JANICOT. — Semi-internats pour débilés profonds semi-éducables. Conditions d'aménagement et de fonctionnement. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1967, n° 3.
57. COLMIN Jean. — Aspect thérapeutique des échanges économiques entre les malades de l'hôpital psychiatrique. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1960, n° 3.
58. CONCHOU. — Etats névrotiques de l'adulte jeune et sociothérapie. *Thèse Médecine*, Bordeaux, 1967.
59. COUDERT Jacques. — Les clubs de prévention, essai de synthèse. *Thèse de Doctorat en Droit*, Paris, 1964-1965.
60. DU COUEDIC Hervé. — Réflexions sur les problèmes posés par l'application d'un travail salarié en hospitalisation de nuit. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1965, n° 2.
61. COURBAIRE DE MARCILLAT H. — Rayonnement et activités des sociétés de Croix-Marine. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, décembre 1953.
62. COURBAIRE DE MARCILLAT H. — L'action générale des sociétés de Croix-Marine en faveur de la réadaptation des handicapés et fragilisés psychiques. *Réadaptation*, novembre 1956.
63. COURBAIRE DE MARCILLAT H. — La Sécurité Sociale et l'assistance psychiatrique. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1958 (supplément au n° 3).
64. DAUMEZON Georges. — Les fondements d'une psychothérapie collective. *Annales médico-psychologiques*, 1948, n° 2.
65. DAUMEZON Georges. — Le sport à l'hôpital psychiatrique. *Annales médico-psychologiques*, 1949, n° 2.
66. DAUMEZON Georges. — Le travail des malades à l'hôpital psychiatrique. *Information psychiatrique*, 1951.
67. DAUMEZON Georges et KOEHLIN. — Psychothérapie française institutionnelle contemporaine. *Anais portugueses de psiquiatria*, 1952, volume IV.
68. DAUMEZON Georges. — La réadaptation en milieu hospitalier. *Réadaptation*, 1956, n° 4.
69. DAUMEZON Georges. — A propos de la sociothérapie. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1957, n° 1.
70. DAUMEZON Georges. — Les auxiliaires médicaux dans les hôpitaux psychiatriques. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1958 (supplément au n° 3).
71. DAUMEZON Georges. — Le travail dans les hôpitaux. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1960 (supplément au n° 3).

72. DAUMEZON Georges, BERNHARD H. et ZISSMANN H. — Enquête sur le travail des malades dans les hôpitaux psychiatriques français. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1960, n° 4.
73. DAUMEZON Georges et ZISSMANN H. — Le problème de l'adaptation du malade mental au travail. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1961, n° 1.
74. DAUMEZON Georges. — Recherches sur les maladies mentales. Tomes 1 et 2, 1962-1963, Imprimeries municipales, Paris.
75. DAUMEZON Georges. — Le psychiatre face aux données modernes de la psychiatrie d'adulte. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1964, n° 4.
76. DEMANGEAT. — Le centre de réadaptation de Bordeaux. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1963, n° 1.
77. DEMANGEAT et M^{lle} NOAILLES. — L'éducateur de réadaptation. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1964, n° 4.
78. DEMANGEAT et M^{lle} NOAILLES. — Les foyers sociothérapiques de Bordeaux. *Réadaptation*, octobre 1966.
79. DEMANGEAT Solange. — Sociothérapie des schizophrènes en milieu ouvert. *Thèse de Médecine*, Bordeaux, 1967.
80. DENIKER Pierre. — Les facteurs familiaux de la maladie mentale. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1958 (supplément au n° 3).
81. DESPINOY. — Les hôpitaux de jour et les hôpitaux de nuit. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1963, n° 4.
82. DOUSSINET Pierre et JACOB El. — Tentative nouvelle d'assistance médicale aux psychopathes. *Semaine des Hôpitaux de Paris*, 1^{er} février 1938.
83. DOUSSINET Pierre et JACOB El. — Vers la réalisation des destinées médicales de la psychiatrie. *Progrès médical*, 18 février 1939.
84. DOUSSINET Pierre. — Pour une administration de la tutelle. *Revue médicale de France*, mai-juin 1943.
85. DOUSSINET Pierre, ROUSSEL Y. et COURBAIRE DE MARCILLAT H. — L'assistance tutélaire. Contribution à son organisation. *Archives de Médecine sociale*, mars 1947.
86. DOUSSINET Pierre et COURBAIRE DE MARCILLAT H. — Essai de définition et de réalisation du placement tutélaire. *Archives de Médecine sociale*, novembre 1948.
87. DOUSSINET Pierre et COURBAIRE DE MARCILLAT H. — Le centre médico-psychologique infantile de Clermont-Ferrand. *Techniques hospitalières*, mai 1949.
88. DOUSSINET Pierre. — Le service public d'hygiène mentale du Puy-de-Dôme. Congrès des aliénistes et neurologistes de langue française, Besançon, juillet 1950.
89. DOUSSINET Pierre. — La récupération professionnelle et sociale des déficients sensoriels et des inadaptés psychiques. *Hygiène mentale*, 1950, n° 2.
90. DOUSSINET Pierre, SALINGARDES Bernard et COURBAIRE DE MARCILLAT H. — La protection tutélaire et l'institution de la tutelle. Société nationale des entreprises de presse, Clermont-Ferrand, 1952 (une plaquette).
91. DOUSSINET Pierre. — La déficience mentale et les exigences de sa cure. *Sauvegarde de l'Enfance*, 1953, n° 1.
92. DOUSSINET Pierre. — Vers la réalisation pratique de la protection des diminués psychiques dans le milieu social. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1953, n° 4.
93. DOUSSINET Pierre et COURBAIRE DE MARCILLAT H. — Le reclassement et la réintégration dans la vie sociale des malades mentaux traités dans les centres de cure. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1955, n° 2.
94. DOUSSINET Pierre. — La déficience mentale et ses problèmes. Publication de l'Institut de Psychologie Appliquée et d'Hygiène Mentale de l'Université de Clermont-Ferrand, Hermann, 1955.
95. DOUSSINET Pierre et BLANDIN Jean. — Protection et entraide aux malades mentaux vivant dans le milieu social. Compte rendu du Congrès des médecins aliénistes et neurologistes, Nice, 1955.

96. DOUSSINET Pierre. — L'aménagement des conditions de vie sociale. *Réadaptation*, novembre 1956.
97. DOUSSINET Pierre. — Le retour du malade mental à la vie sociale. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1957 (supplément au n° 3).
98. DOUSSINET Pierre. — Indications sur les foyers protégés. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1960, n° 3.
99. DOUSSINET Pierre et JACOB El. — Le mouvement Croix-Marine, ses activités essentielles. in RAYNIER et BEAUDOUIN. - *L'assistance psychiatrique française*, 1961, tome IV.
100. DOUSSINET Pierre. — Diplôme d'auxiliaire médico-psychologique pour établissements de déficients profonds. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1962, n° 1.
101. DOUSSINET Pierre, MAS M., DUC N. et M^{lle} LAFITTE. — Les difficultés de réadaptation des malades mentaux au travail. *Réadaptation*, juillet 1962.
102. DOUSSINET Pierre et COURBAIRE DE MARCILLAT H. — Les organisations sociales à but non lucratif dans la protection de la santé mentale. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1963, n° 1.
103. DOUSSINET Pierre et COURBAIRE DE MARCILLAT H. — Participation des sociétés de Croix-Marine à la réadaptation des handicapés psychiques. *Evolution médicale*, août-septembre 1963.
104. DOUSSINET Pierre, M^{lle} BUCHE et M^{me} ROUVIER. — Pratique du placement familial dans le cadre de l'aide sociale. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1965, n° 1.
105. DOUSSINET Pierre, M^{lle} BUCHE et M^{me} ROUVIER. — Réflexions sur une année d'application des dispositions du décret du 13 avril 1962 relatif au placement familial des handicapés psychiques dans le cadre de l'aide sociale. *Clermont Médical*, 1965.
106. DOUSSINET Pierre. — Le mouvement Croix-Marine, ses origines, son développement, ses activités. *Journal de Médecine de Lyon*, octobre 1965.
107. DOUSSINET Pierre et M^{lle} BUCHE. — Contribution au développement de l'assistance aux handicapés psychiques dans le milieu social. Le nouveau centre de réadaptation et l'entraide de Clermont-Ferrand. *Annales de Neuropsychiatrie*, in *Clermont Médical*, 1966.
108. DOUSSINET Pierre. — Réflexions sur la législation française visant le reclassement des travailleurs handicapés ainsi que le travail protégé et son application aux handicapés psychiques. *Réadaptation*, octobre 1966.
109. DOUSSINET Pierre, POROT M. et COURBAIRE DE MARCILLAT H. — L'assistant de psychiatrie sociale, son opportunité, son rôle, sa formation. *Revue Pratique P.V.S. et d'H.M.*, 1968, n° 1.
110. DOUSSINET Pierre, JEAN Claire et COLLET Michel. — Programme détaillé de l'enseignement pour la formation des assistants de psychiatrie sociale. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1968, n° 1.
111. DUBLINEAU, HONORÉ et M^{lle} GUINARD. — Sur quelques essais de réadaptation des alcooliques chroniques récidivistes. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1962, n° 1.
112. DUCHÊNE Henri. — Les facteurs sociaux de la maladie mentale autres que les facteurs familiaux. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1958 (supplément au n° 3).
113. DUCHÊNE Henri. — Les services psychiatriques publics extra-hospitaliers. in *Compte rendu du Congrès des Psychiatres et Neurologistes de langue française*, Tours, 1959.
114. EY Henri. — A propos d'une réalisation psychiatrique. *Evolution psychiatrique*, 1952, n° 3.
115. EY Henri. — Symposium de Bonneval de 1951 sur la psychothérapie. *Evolution psychiatrique*, 1952, n° 3.
116. EY Henri. — La maladie mentale, maladie de l'adaptation sociale. *Réadaptation*, novembre 1956, et *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1957 (supplément au n° 3).

117. EY Henri et SARES Paul. — Le rôle de la vie sociale dans la cure des maladies mentales. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1958, n° 3.
118. EY Henri. — Le malade mental et l'assistance psychiatrique. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1958 (supplément au n° 3).
119. EY Henri. — Les principaux préjugés sur les maladies mentales. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1958 (supplément au n° 3).
120. EY Henri. — La maladie mentale. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1960, n° 3.
121. EY Henri, BERNARD P. et BRISSET C. — Manuel de psychiatrie.
122. FALINSKI. — Phonétique psycho-pédagogique. Publication de l'Institut de Psychologie Appliquée et d'Hygiène Mentale de l'Université de Clermont-Ferrand. Hermann, 6, rue de la Sorbonne, Paris, 1963.
123. FALINSKI. — Psycho-pédagogie du langage écrit. Cours de l'Institut de Psychologie Appliquée et d'Hygiène Mentale de l'Université de Clermont-Ferrand. Hermann, 6, rue de la Sorbonne, Paris, 1964.
124. FAURE H. — Les objets dans la folie. P.U.F., 2 volumes, 1965-1966.
125. FAURIE Jean. — L'hospitalisation des malades mentaux en Europe occidentale. Imprimerie administrative, Melun, 1965.
126. FOLLIN. — Eléments d'organisation d'un club psychothérapique. in RAYNIER et BEAUDOUIN : *L'assistance psychiatrique française*, 1951, tome III.
127. GENTIS. — Vieillards et séniles. Editions du Scarabée, Paris, 1967.
128. GIRAUD. — Les sociétés de patronage pour les aliénés sortis guéris ou améliorés. Congrès de Médecine mentale, La Rochelle, 1893.
129. GRAMBERT Jean. — Les foyers hospitaliers de Croix-Marine. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1956, n° 4.
130. GRANIER Vincent. — Rôle du psychologue dans la radaptation des malades mentaux. *Réadaptation*, novembre 1956.
131. LE GUILLANT, SIVADON et PARIENTE. — Reclassement professionnel des malades sortis des hôpitaux psychiatriques. Rapport à la Commission des maladies mentales, décembre 1956. *Information psychiatrique*, mars 1957.
132. LE GUILLANT, ACHARENTRE, JACQUELIN et SOURIER. — Organisation administrative et financière du travail thérapeutique. Rapport à la Commission des maladies mentales, 24 juin 1957. *Information psychiatrique*, octobre 1957.
133. LE GUILLANT. — L'hôpital psychiatrique en tant qu'organisme de réadaptation sociale. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1958 supplément au n° 3).
134. LE GUILLANT, BONNAFE et MIGNOT. — Problèmes posés par la chronicité sur le plan des institutions psychiatriques. Congrès de psychiatrie et de neurologie de langue française, Marseille, 1964.
135. HAIM André. — Le travail protégé au service de l'adolescent inadapté. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1960, n° 4.
136. HAIM André. — Les hôpitaux de jour pour enfants et adolescents. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1964, n° 1.
137. HEYWARD H. et Th. — La notion de foyer protégé. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1961, n° 3.
138. HULLIN-VEY Régine. — Le rôle des Comités hospitaliers de Croix-Marine dans la réadaptation sociale des malades mentaux. *Thèse de Médecine de Paris*, 1961.
139. JACOB Elisabeth. — Notes pour servir aux progrès de la recherche biologique et au perfectionnement de l'assistance psychiatrique. *Bulletin médical*, 1^{er} septembre 1942.
140. JACOB Elisabeth et M^{me} ROUVIER. — La protection sociale et morale. *Réadaptation*, novembre 1956.
141. JAHAN. — La représentation des familles de malades dans les assemblées délibérantes des hôpitaux psychiatriques. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1966, n° 2.
142. JAEGGI. — Organisation de l'hygiène mentale à Genève et activités de réadaptation. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1967, n° 1.

143. JEAN. — Pierre. — Le rôle de l'administration centrale dans le fonctionnement de la lutte contre les maladies mentales en France. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1958 (supplément au n° 3).
144. JOLIVET Bernard. — Compte rendu d'activités du service central des Comités hospitaliers de Croix-Marine, 34, rue de Miromesnil, Paris-8°. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1960, n° 1, p. 36.
145. JOLIVET Bernard. — Compte rendu d'activités de l'Office d'étude et d'information pour la réadaptation des déficients mentaux de la région parisienne. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1960, n° 1, p. 38.
146. JOLIVET et M^{me} SOUBIRAN. — La rééducation psychomotrice et ses techniciens. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1967, n° 1.
147. JOLIVET Bernard. — Panorama de la thérapeutique psychiatrique actuelle. *Réadaptation*, septembre-octobre 1966.
148. JOLIVET Bernard. — Perspectives d'avenir de la pratique psychiatrique de l'enfant. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1962, n° 2.
149. KOECHLIN. — Schéma d'utilisation du travail en fonction des niveaux de sociabilité. *Hygiène mentale*, 1952, n° 1.
150. KOECHLIN. — Réadaptation sociale des malades mentaux. *Hygiène mentale*, 1954, n° 2.
151. KOECHLIN. — La psychothérapie institutionnelle. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1966, n° 3.
152. KOHLER C., KOHLER S. et ROCHE M. — Le jeune débile mental dans le monde normal du travail. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1960, n° 3.
153. KOHLER C. — Jeunes déficients mentaux. 1 volume, Ch. Dessart, Bruxelles, 1967.
154. M^{me} KOUPERMAN et M^{lle} BERNARD. — Rôle et formation de l'assistante sociale spécialisée. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1965, n° 3.
155. LABREGÈRE. — Scolarisation et structures d'une scolarisation protégée. *Réadaptation*, mai 1966.
156. LADAME et DEMAY G. — La thérapeutique des maladies mentales par le travail. in *Compte rendu du Congrès des Médecins aliénistes et neurologistes*. Genève, 1926.
157. LAFON R. — Réadaptation professionnelle dans les affections mentales de l'adulte. *Réadaptation*, juillet 1962.
158. LANTERI-LAURA. — Problèmes posés par la formation des psychologues des organismes sanitaires et sociaux. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1966, n° 4.
159. MABIN G. — Le centre de traitement et de réadaptation sociale agricole de l'Ouest. *Réadaptation*, novembre 1956.
160. MALE Pierre. — Psychothérapie de l'adolescent. P.U.F., Paris, 1964.
161. MALE Pierre. — Le psychiatre face aux données modernes de la psychiatrie infantile et juvénile. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1964, n° 3.
162. MARTIN Pierre, MARTIN C. et GOLBERT M. — Remarques sur la relation médecin-infirmier-malade à l'hôpital psychiatrique. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1957, n° 1.
163. MASSON Robert. — L'équipement de la région sanitaire de Clermont-Ferrand en organismes d'hygiène mentale. *Thèse de la Faculté de Médecine de Paris*, 1951.
164. MEIGNANT Pierre. — Les associations régionales pour la sauvegarde de l'enfance et de l'adolescence. *Thèse de la Faculté de Droit*, Nancy, 1961.
165. MICHEL B. — Les bandes de jeunes délinquants. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1960, n° 2.
166. MILLON R., FARCEOT et TEULIÉ. — Réflexions sur une institution sociothérapique. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1954, n° 2.
167. MILLON Robert, GOLDSTEINAS et M^{me} LAGESSE. — Les offices sociaux des sociétés de Croix-Marine. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1958, n° 4.
168. MILLON R., GOLDSTEINAS L. et LANDRY H. — Une expérience de soins à domicile dans le cadre d'un service hospitalier. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1961, n° 1.

169. MINVIELLE, MAZERAND et MARTINIER. — Le travail et les occupations à l'hôpital psychiatrique. *Réadaptation*, juillet 1962.
170. MONNEROT. — Les enfants arriérés profonds à l'hôpital psychiatrique. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1967, n° 2.
171. MORENO. — Psychothérapie de groupe et psychodrame. P.U.F., 1 volume, Paris, 1966.
172. NACHIN. — Les buveurs, types et possibilités d'action. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1962, n° 2.
173. NICAISE. — Essais sur les fondements théoriques de la psychiatrie de secteur. *Thèse de Médecine*, Paris, 1961.
174. OURY Jean. — Les clubs thérapeutiques. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1959, n° 4.
175. PARIENTE et TORRUBIA. — Les perspectives d'avenir de la pratique psychiatrique de l'adulte. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1962, n° 2.
176. PAUMELLE Ph. — L'action médico-technique. *Réadaptation*, novembre 1956.
177. PAUMELLE Ph. — Le dispensaire d'hygiène mentale. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1958 (supplément au n° 3).
178. PAUMELLE Ph. — Le premier contact avec les organismes médico-sociaux spécialisés dans le traitement de l'alcoolisme, *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1960, n° 3.
179. PAUMELLE Ph. — L'organisation du travail d'équipe dans le XIII^e arrondissement de Paris. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1966, n° 4.
180. PERRETTE. — Le centre d'Oublaise. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1961, n° 4.
181. PEYRE et JACQUEY. — Clubs de prévention. Editions Cujas, 19, rue Cujas, Paris-5^e.
182. PIERRON. — Loisirs des jeunes. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1963, n°s 2 et 3.
183. POROT Antoine et BARDENAT. — Psychiatrie médico-légale. Maloine, Paris, 1959.
184. POROT Antoine et BARDENAT. — Anormaux et malades mentaux devant la justice pénale. Maloine, Paris, 1960.
185. POROT Antoine. — Manuel alphabétique de psychiatrie. P.U.F., 108, boulevard Saint-Germain, Paris, 3^e édition, 1964.
186. POROT Maurice. — La réadaptation psychologique du tuberculeux. *Revue suisse d'hygiène*, Zurich, 1946, fascicules 4 et 5.
187. POROT Maurice. — Les services médico-pédagogiques. Trois réalisations suisses-romandes. *Sauvegarde*, décembre 1946.
188. POROT Maurice. — Les enfants délinquants en Algérie. *Rééducation*, janvier 1948.
189. POROT Maurice. — La délinquance juvénile en Algérie. *Sauvegarde*, octobre 1950.
190. POROT Maurice. — Les groupes de malades. *Chronique sociale de France*, 1956, n° 3.
191. POROT Maurice. — Les retentissements psycho-pathologiques des événements d'Algérie. *Annales médico-psychologiques*, novembre 1956.
192. POROT Maurice. — Le père est-il encore nécessaire ? *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1957, n° 3.
193. POROT Maurice. — Les problèmes psychologiques des transplantés d'Algérie. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1963, n° 1.
194. POROT Maurice. — L'enfant et les relations familiales. P.U.F., Paris, 1963 (Collection Paideia), 5^e édition, 1967.
195. POROT Maurice et DOUSSINET Pierre. — Projet pour une école de psychologie pratique. *Annales de la Société Régionale de Neuro-Psychiatrie de Clermont-Ferrand*, 1964.
196. POROT Maurice et SEUX Jean. — Les adolescents parmi nous. Flammarion, 1964.

197. POROT Maurice, JEAN Claire et COLLET M. — La formation des psychologues des organismes médico-sociaux. Communication au 9^e Colloque international de psychologie médicale de langue française, Paris, octobre 1966. *Agressologie*, 1967, 8, numéro spécial.
198. PROST, ABRAHAM et HEITZ. — Dix années d'expérience d'hygiène mentale à l'usine. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1965, n° 2.
199. RACINE Y. — Psychothérapies et sociothérapies. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1960, n° 3.
200. RAPPART Philippe. — Les clubs psychothérapiques. Thèse de la Faculté de Médecine de Bordeaux, 1955.
201. RAPPART Philippe. — Psychopathologie et clubs psychothérapiques. *L'Evolution psychiatrique*, 1955, n° 2.
202. RAPPART Philippe. — Les sociétés et clubs psychothérapiques à l'hôpital psychiatrique. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1961, n° 2.
203. RAYMONDIS. — Quelques aperçus sur une réforme des services psychiatriques. Librairie Générale de Droit, 20, rue Soufflot, Paris, 1966.
204. RAYNIER et BEAUDOUIN. — L'assistance psychiatrique française, 1949, tome I.
205. RAYNIER et BEAUDOUIN. — L'assistance psychiatrique française, 1950, tome II.
206. RAYNIER et BEAUDOUIN. — L'assistance psychiatrique française, 1951, tome III.
207. RAYNIER et BEAUDOUIN. — L'assistance psychiatrique française, 1961, tome IV.
208. RAYNIER et BEAUDOUIN. — L'assistance psychiatrique française, 1965, tome V.
209. REES T.P. et WHITELEY J.S. — La thérapeutique par l'occupation. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1957, n° 3.
210. REQUET A. — Mouvement d'aide et de soutien aux anciens alcooliques. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1958, n° 2.
211. RESTLÉ. — Pour une technique d'exploration psychologique par l'imaginaire à l'état de veille. Application à la clinique psychiatrique. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1962, n° 1.
212. RONDEPIERRE J.J. et JOLIVET Bernard. — Exposition « Arts et techniques au service de la santé mentale ». *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1960 (supplément au n° 3).
213. ROSIER A. — Pour l'orientation des jeunes dans la société contemporaine. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1962, n° 1.
214. ROUSSET Suzy. — Humanier l'hôpital psychiatrique. Editions du C.E.R.F., Paris, 1959.
215. SALINGARDES Bernard. — Problèmes juridiques de réadaptation et protection tutélaire. *Réadaptation*, novembre 1956.
216. SALINGARDES Bernard. — Après deux ans de réorganisation judiciaire. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1961, n° 2.
217. SALINGARDES Bernard. — Délinquance et protection tutélaire. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1962, n° 1.
218. SALINGARDES Bernard. — La tutelle des mineurs selon la loi du 14 décembre 1964. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1965, n° 3.
219. SEHAL. — Le nouveau centre de réadaptation et d'entraide de Clermont-Ferrand. *Réadaptation*, octobre 1966.
220. SIBILEAU. — Commentaire sur les textes relatifs au placement familial. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1963, n° 4.
221. SIMON HERMANN. — La psychothérapie à l'asile. *Hygiène mentale*, 1933, n° 1.
222. SIVADON Paul. — Le centre de traitement et de réadaptation de Ville-Evrard. *Annales médico-psychologiques*, 1949, n° 1.
223. SIVADON Paul, FOLLIN et TOURNAUD. — Les clubs sociothérapiques à l'hôpital psychiatrique. *Annales médico-psychologiques*, 1952, n° 1.
224. SIVADON Paul et BAUME. — Le club de post-cure de l'Elan. *Annales médico-psychologiques*, 1952, n° 1.

225. SIVADON Paul. — Tendances actuelles de l'assistance psychiatrique aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne et aux Pays-Bas. *Information psychiatrique*, juillet 1952.
226. SIVADON Paul. — L'aménagement des conditions de travail. *Réadaptation*, novembre 1956.
227. SIVADON Paul. — Le travail et l'ergothérapie dans les établissements psychiatriques français. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1958 (supplément au n° 3).
228. SIVADON Paul. — L'hygiène mentale de l'étudiant. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1961, n° 1.
229. SIVADON Paul. — Sociogénèse des troubles mentaux. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1963, n° 2.
230. SIVADON et GAUTHERET. — La rééducation corporelle des fonctions mentales. *Réadaptation*, septembre-octobre 1966.
231. SIZARET Pierre. — Culture physique et sport à l'hôpital psychiatrique. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1962, n° 2.
232. SPEIGER N. — Les ateliers spéciaux pour invalides mentaux. *Réadaptation*, novembre 1956.
233. TESSIER André. — Expérience d'une classe de neige avec des débiles moyens profonds. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1965, n° 2.
234. TEULADE E. — L'aide de la Sécurité Sociale en faveur du reclassement des handicapés. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1960, n° 2.
235. TEULIÉ G. — Réflexions sur une institution psychothérapique. Le club Paul-Balvet de l'hôpital psychiatrique de Saint-Alban. *Thèse de la Faculté de Médecine de Toulouse*, 1954.
236. THÉVENOT Jean. — Indications et directives pour l'organisation des offices sociaux et des patronages de semi-liberté de la Croix-Marine. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1954, n° 1.
237. TOSQUELLES François. — Symposium de Bonneval. *Evolution psychiatrique*, 1952, n° 3.
238. TOSQUELLES, MILLON et FARGEOT. — Les problèmes médico-administratifs soulevés par la pratique de l'ergothérapie et de la sociothérapie dans les hôpitaux psychiatriques. *Information psychiatrique*, 1955, n° 2.
239. TOSQUELLES. — Initiatives et expériences d'ordre hospitalier. *Réadaptation*, novembre 1956.
240. TOSQUELLES, GENTIS, BIDAULT et ENKIN. — L'accueil des malades à l'hôpital psychiatrique. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1957, n° 2.
241. TOSQUELLES. — L'élaboration du contrat entre les Comités hospitaliers de Croix-Marine et les administrations des hôpitaux psychiatriques. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1958, n° 3.
242. TOSQUELLES. — Principes et techniques des jeux collectifs, notamment chez le jeune débile profond. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1961, n° 4.
243. TOSQUELLES. — Premiers contacts et manipulations d'objets. Rééducation de la main. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1962, n° 1.
244. TOSQUELLES. — Evolution des actions de la main et techniques rééducatives. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1962, n°s 1 et 2 ; 1963, n° 1.
245. TOSQUELLES. — L'apprentissage de la marche. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1963, n° 2.
246. TOSQUELLES. — La psychothérapie institutionnelle. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1966, n° 3.
247. TOSQUELLES. — Pédagogie et psychothérapie institutionnelle. *Revue de Psychothérapie institutionnelle*, 1966, numéro spécial.
248. TOSQUELLES. — Structure et rééducation thérapeutique. Aspects pratiques. Editions universitaires, 115, rue du Cherche-Midi, Paris-6°, 1967.
249. TOSQUELLES. — La pratique du maternage thérapeutique chez les débiles mentaux profonds. Jean-Louis AUPETIT, 31, rue Saint-Guillaume, Paris-7°.

250. UEBERSCHLAG. — Réadaptation des malades dans les hôpitaux psychiatriques. *Information psychiatrique*, 1954, n° 2.
251. UEBERSCHLAG Henri. — La sociothérapie en psychiatrie hospitalière. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1958, n° 1.
252. VALADE L. — Reclassement professionnel des handicapés psychiques et homes de post-cure. *Information psychiatriques*, janvier 1957.
253. VERBIZIER (de). — L'hôpital de jour. *Réadaptation*, octobre 1966.
254. VIART C. — L'art entre l'homme et lui-même. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1960 (supplément au n° 3).
255. VIDARD. — Etude des structures administratives, médico-psychologiques, socio-professionnelles de l'hôpital de jour pour épileptiques. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1967, n° 2.
256. VILLATTE Marie-Paule. — Le rôle de l'assistante sociale spécialisée en pratique psychiatrique. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1958 (supplément au n° 3).
257. ZISSMANN H. — Quelques facteurs pouvant intervenir dans l'adaptation des malades mentaux à leur activité professionnelle. *Revue Pratique de P.V.S. et d'H.M.*, 1960, n° 4.
-

Vu : le Président de la Thèse

Professeur MAURICE POROT

16 mai 1968

Vu : le Doyen de la Faculté de Médecine

Professeur MEYNIEL

7 juin 1968

Vu et permis d'imprimer n° M 13/68

Le 18 juin 1968

Pour le Doyen

l'Assesseur

M. COULET

DOCUMENTS ANNEXES

DOCUMENTS RELATIFS A LA CONSTITUTION
DE LA SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE
(1947)

RAPPORT INTRODUCTIF
A LA RÉUNION CONSTITUTIVE DE LA SOCIÉTÉ
D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE

(20 Janvier 1947)

Monsieur le Préfet, Messieurs,

Nous vous avons conviés à une entreprise d'une certaine envergure et cette ampleur, précisément, a pu à certains égards, vous paraître redoutable.

La nouveauté n'effraye point lorsque, parée de sa pudeur native, elle se contente de s'insinuer furtivement dans nos habitudes sociales. Mais elle devient troublante lorsqu'elle cherche à rayonner ou à s'imposer à la faveur de quelque organisation rationnelle ou de quelque appareil administratif.

A la vérité, le projet que le D^r ROUSSEL, le D^r COURBAIRE, de Marcillat, et moi-même avons soumis à votre examen, aurait pu être établi, trait pour trait, il y a dix ans. Mais, il y a dix ans, il eût paru d'une audace excessive parce qu'à ce moment-là il n'aurait pas été porté par le grand mouvement qui se manifeste actuellement en faveur d'un renouveau complet de l'hygiène mentale, parce qu'il ne serait pas venu s'inscrire, comme aujourd'hui, dans l'effort remarquable entrepris par les Pouvoirs Publics.

Ce qui naguère eût été, à n'en pas douter, témérité vaine, peut être considéré, maintenant, comme le plus utile et le plus raisonnable des devoirs : celui d'organiser la contribution maximale des initiatives particulières qui peuvent seules donner leur plein effet aux intentions des Pouvoirs Publics.

C'est bien dans ce but qu'a été conçue notre Association et dans cet esprit qu'ont été rédigés ses Statuts. C'est bien, je crois, dans cette même pensée, M. le Préfet, que vous avez honoré, Vous et M^{me} DELAUNAY, notre projet de création d'une Société d'Hygiène Mentale du Centre, du plus grand privilège qu'il se puisse : celui de lui donner la vie et de veiller sur ses premiers pas.

C'est dans cette intention, également, que vous avez réservé, Messieurs, à nos démarches préliminaires, l'accueil le plus engageant, l'adhésion la plus spontanée et la plus unanime que nous eussions pu souhaiter.

Il y a lieu de penser que tous ceux de nos compatriotes qui évaluent la capacité de rendement des déficients récupérés — qui supputent avec angoisse l'avenir de nos enfants débilités et désaxés par de trop rudes et de trop longues épreuves — qui croient en la valeur rénovatrice de l'entraide sociale — qui aspirent aussi à voir la France maintenir, dans ses mains raffermies, le flambeau de ses traditions d'assistance et d'humanisme, tous, décideront, comme nous, de coopérer, de leur mieux, à la grande entreprise des Pouvoirs Publics qui porte en elle des germes de renaissance physique et morale et la promesse d'un grand progrès social.

Introduire le maximum de libéralisme dans la pratique de l'hygiène mentale n'est pas chose tellement aisée, dans un temps où le dogme de la justice punitive et le dogme de l'aliéné dépourvu de tous les attributs de l'humain, viennent encore s'ajouter aux croyances en la fatalité de la dégénérescence et en l'incurabilité habituelle des anomalies et perturbations de l'équilibre psychique.

Ne serait-il pas à craindre, qu'en l'absence d'information précise et concrète des élites d'abord et du grand public ensuite, les intentions des réformateurs ne soient travesties et caricaturées par une opinion plus encline à redouter ce qu'elle entrevoit, parfois, naïvement, comme une tentative d'ouverture pure et simple des asiles et des prisons qu'à s'instruire des possibilités de progrès rationnel en fonction des résultats d'une expérience séculaire et universelle.

La Société d'Hygiène Mentale du Centre sera particulièrement qualifiée pour informer utilement l'opinion parce qu'elle commencera par apaiser ses craintes en leur opposant la garantie, qui n'est pas artifice, d'une assistance tutélaire exercée dans les formes traditionnelles du respect de la personne humaine et le souci constant de l'ordre et de la sécurité publique.

Adapter notre vieil équipement hospitalier aux orientations nouvelles et aux desiderata de la technique entraînera un gros effort de rajeunissement et d'enrichissement qui sera accompli par les Administrations compétentes sans nécessiter la participation d'initiatives extérieures.

Il n'en va plus de même pour l'organisation entièrement nouvelle et originale de l'exercice de l'action sanitaire extra-hospitalière qui est appelée à devenir la cheville ouvrière de la pratique moderne de l'hygiène mentale.

Cette organisation si désirable se présente comme infiniment plus complexe et difficile que celle qui fut menée à bien au cours des 25 dernières années dans le domaine de la prévention antituberculeuse.

Il ne s'agit plus seulement de créer et de gérer des dispensaires d'hygiène mentale, création et gestion qui devront incomber surtout, semble-t-il, aux Administrations compétentes comme l'ensemble de la rénovation et du contrôle de nos organismes de soins : mais d'une entreprise préalable ou simultanée infiniment plus délicate : celle d'ordonner la multiplicité des actions techniques nécessaires à la pratique de l'hygiène mentale et de réaliser, en vue d'un rendement optimum, la coopération technique et sanitaire.

Le rassemblement professionnel, en vue de l'action sanitaire extra-

hospitalière, de techniciens, nombreux, assujettis à des disciplines différentes et appartenant à des cadres administratifs aussi distincts que le sont les Administrations de la Justice, de la Santé Publique, de l'Education Nationale, de l'Entraide Sociale, de la Sécurité Sociale et du Travail, ne peut se réaliser que par l'initiative même des techniciens dans un cadre plus général que celui de leurs administrations respectives sous l'effet d'une communauté de vues et d'orientations.

La Société d'Hygiène Mentale du Centre a trouvé sa source première dans la conscience de cette impérieuse nécessité et c'est par la définition et la poursuite de cette tâche, infiniment rationnelle, mais quelque peu audacieuse, dans sa nouveauté, que se caractérise et se recommande particulièrement notre Société.

Demain, si vous en décidez ainsi, tous les techniciens de l'hygiène mentale de notre région pourront se rassembler dans le cadre d'un Institut d'information et de perfectionnement professionnel pour y forger dans les contacts de l'esprit et de la cordialité les bases solides d'une doctrine d'action commune.

Si vous en décidez ainsi, ces mêmes techniciens pourront envisager ensuite de se grouper en équipes, polyvalentes par la diversité des compétences nécessaires, mais rigoureusement homogènes par la communauté de l'objectif et par l'unité de l'inspiration technique.

N'accomplirions-nous que cela, sans heurts et sans tapage, sous l'égide de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, que nous aurions amplement justifié, à nos propres yeux, et aux yeux de tous, le bien-fondé de notre initiative d'aujourd'hui et le mérite irremplaçable d'une association comme la nôtre.

Mais la pratique de l'hygiène mentale extra-hospitalière a d'autres exigences qui sollicitent également l'attention et les soins des initiatives particulières.

La réadaptation sociale des déficients exige la mise à contribution de nombreuses bonnes volontés qu'il s'agit de susciter, d'initier, de conseiller, de conduire à l'expérience et à l'usage d'une forme d'entraide sociale extrêmement féconde à tous égards.

Que ce soit à travers les formules éprouvées — du patronage surveillé — du patronage de semi-liberté — des équipes industrielle ou agricole de déficients — ou du plus banal placement familial individuel, c'est par l'intermédiaire de l'initiative particulière que peut vraiment se réaliser un dispositif pratique de réadaptation et de récupération sociale techniquement surveillées.

La Société d'Hygiène Mentale du Centre ne saurait se refuser à une tâche aussi appropriée à son caractère d'œuvre sociale, aussi adaptée à sa compétence et à son esprit. D'autant plus qu'en l'absence de législation précise il est extrêmement souhaitable que soient menées des études et poursuivis des essais de caractère administratif et de caractère juridique susceptibles de permettre bientôt la détermination d'une autorité spéciale habilitée à ordonner les mesures de tutelle — à contrôler l'exercice des activités d'assistance tutélaire — à décider des levées de tutelle.

Le programme d'action de la Société d'Hygiène Mentale du Centre

est donc, par certains côtés, original — il est d'actualité — il est d'intérêt public — il est enfin réalisable.

Le rassemblement des techniciens, si j'en juge par les premiers résultats de la prospection locale, a de grandes chances de se réaliser à peu près complètement et de façon quasi spontanée.

J'exagérerais à peine en avançant que la Section technique de l'Enfance déficiente de Clermont-Ferrand n'a plus qu'à être enregistrée.

Les locaux de l'Institut sont mis gracieusement à notre disposition et pourront être ouverts le mois prochain.

Le Service de placement tutélaire pourra fonctionner avec les ressources et dans le cadre du Service public d'Hygiène mentale du Puy-de-Dôme.

Nous avons des correspondants pour placements tutélares à : Saint-Beauzire, à Marsat, à Ardes-sur-Couze, à Pont-de-Dore, où cette pratique a déjà donné satisfaction.

Nous avons même, dans la commune de Bourg-Lastic, un vaste îlot de placements agricoles surveillés.

Nous pouvons considérer en toute objectivité que les recettes budgétaires bien modestes qui sont à notre disposition seront néanmoins suffisantes pour nous permettre de faire œuvre utile puisque nous sommes placés sur un plan où les résultats dépendent davantage, pour le moment tout au moins, de la contribution des personnes que des moyens matériels d'une puissante trésorerie.

Nous arriverons à utiliser assez facilement les virtualités nombreuses qui s'offrent à nous. Nous développerons dans les limites de nos possibilités les entreprises ébauchées.

Nous pourrions sans doute parvenir à mettre au point une sorte de statut ou de réglementation du placement tutélaire dans le département du Puy-de-Dôme et apporter ainsi finalement, à très peu de frais, une contribution des plus appréciables à l'œuvre collective et aux efforts des Pouvoirs Publics.

Notre programme d'action serait en somme, dès maintenant, assuré de pouvoir s'accomplir de façon très satisfaisante s'il était strictement limité au territoire du Puy-de-Dôme qui est, Messieurs, entre vos mains et qui est à la portée des nôtres.

Nous pourrions certes nous limiter à ces activités circonscrites si nous ne nous sentions, en raison même de l'importance de nos ressources locales, dans l'obligation de les offrir à ceux qui nous environnent et qui, moins favorisés, viennent, de façon si naturelle, chercher dans ce Centre administratif et universitaire qu'est Clermont-Ferrand des inspirations, des directives, du renfort technique et de l'encouragement moral.

La tâche sera ici un peu plus malaisée et les résultats, selon toute vraisemblance, beaucoup moins rapides, mais cette solidarité dans la poursuite du progrès serait, si nous parvenions à l'obtenir, le gage indubitable d'une pleine réussite.

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE (1947)

TITRE I DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Art. 1^{re}. — Il est fondé, dans le cadre de la loi du 1^{er} juillet 1901, une association déclarée à la Préfecture du Puy-de-Dôme pour l'étude, la mise au point et l'application pratique des moyens propres à promouvoir le développement de l'assistance psychiatrique extra-hospitalière, de l'hygiène mentale et de la prophylaxie mentale dans la région du Centre.

Art. 2. — Cette association portera le titre de *Société d'Hygiène Mentale du Centre*.

Art. 3. — Le siège social de la Société est actuellement fixé à Clermont-Ferrand, à la Préfecture du Puy-de-Dôme. Il pourra être déplacé dans l'avenir, par décision du Comité d'administration. Notifications des éventuels changements de siège social seront faites à la Préfecture du Puy-de-Dôme.

Art. 4. — La Société d'Hygiène Mentale du Centre s'efforcera d'étendre son action à l'ensemble de la région sanitaire de Clermont-Ferrand, comprenant les départements du Puy-de-Dôme, de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et de la Lozère.

Art. 5. — La Société d'Hygiène Mentale du Centre se définit, dans le cadre régional, comme un organisme de coordination de toutes les compétences et de toutes les bonnes volontés en vue d'atteindre le but poursuivi et de parvenir à un rendement technique et pratique maximal.

A cet effet, elle s'attachera à rassembler dans des groupements organiques adaptés à ses divers objectifs les techniciens de la préservation sociale, médicale et judiciaire, de la psychopathologie et de la psycho-technique, de la pédagogie spéciale et de la rééducation, de l'entraide et de la récupération sociale.

Art. 6. — Sous cette forme d'organisme de rassemblement et de coopération techniques qui représentent ses attributs fondamentaux, la Société d'Hygiène Mentale du Centre se donnera pour tâche d'apporter son concours le plus attentif à l'application, sur le territoire de la région de

Clermont-Ferrand, des directives administratives générales et particulières concernant son objet.

Art. 7. — A cet effet, bien qu'elle ne s'interdise aucun effort susceptible d'ajouter à l'œuvre commune le complément de ses propres réalisations, la Société d'Hygiène Mentale du Centre tendra surtout à ordonner son activité au profit des organismes existants et déjà éprouvés. En conséquence, elle se mettra à la disposition des diverses administrations ou entreprises privées de la région pour l'étude, l'organisation ou l'exploitation d'éventuels services créés et gérés par ces administrations ou ces entreprises.

Art. 8. — Dans certains cas soumis à la décision de son Comité d'administration, la Société d'Hygiène Mentale du Centre pourra se charger, à la demande des administrations ou des entreprises privées, d'organiser et de gérer pour son propre compte tel ou tel organisme technique ou d'assistance extra-hospitalière. Ces organismes prendront qualité de « services de la Société d'Hygiène Mentale du Centre » et seront, à ce titre, soumis à la structure administrative générale des services de cette association telle qu'elle est définie au chapitre IV du titre II des présents statuts.

Art. 9. — Particulièrement attentive à l'ampleur et à la complexité de son objet, la Société d'Hygiène Mentale du Centre s'attachera à susciter l'appréciation, le concours ou l'appui de toutes les autorités de la région.

Art. 10. — Ouverte à tous les dévouements, sans distinction d'appartenance ou de tendance, particulièrement ouverte aux jeunes filles et aux dames, la Société d'Hygiène Mentale du Centre exigera seulement de ses membres le respect des dispositions statutaires, l'acceptation de la discipline morale indispensable et la garantie d'un concours réel et positif dans les limites consenties par chacun.

Art. 11. — Les membres de l'Association, ne poursuivant aucun but commercial, en aucun cas il ne pourra être procédé au partage des bénéfices qui, s'ils se produisaient, ne sauraient être distraits, même partiellement, des fins assignées à l'Association par l'article 1^{er} du présent titre.

Art. 12. — En cas de dissolution de l'Association, l'avoir disponible, après liquidation, sera affecté en totalité à des œuvres similaires ou à des œuvres d'assistance aux psychopathes et assimilés.

Art. 13. — Tous les actes de l'Association seront conformes à la législation en vigueur.

TITRE II

DISPOSITIONS ORGANIQUES

CHAPITRE I

Dispositions visant l'affiliation des membres à la Société

Article 1^{er}. — Le Comité d'Administration de la Société d'Hygiène Mentale du Centre reçoit toutes les candidatures ou propositions de candi-

dature. Il décide de l'inscription des membres dans tel ou tel groupement de la Société.

Art. 2. — Tout membre peut quitter l'Association quand il lui plaît. Il lui suffit d'envoyer sa démission au Président du Comité d'Administration.

Le Comité d'Administration a, à tous moments, la faculté de prononcer la radiation d'un membre dans le cas où son activité au sein de l'Association s'avèrerait contraire aux dispositions statutaires, ainsi que dans le cas où la présence de ce membre lui paraîtrait préjudiciable à la tenue morale de la Société. Notifications de ces radiations, prononcées après avertissement, seront faites aux intéressés.

Art. 3. — Les groupements organiques fondamentaux de la Société sont : le Comité de Patronage, le Grand Conseil, le Collège des membres bienfaiteurs, le Collège des membres actifs.

Art. 4. — *Le Comité de Patronage* est ouvert à toute personnalité portant intérêt à l'œuvre poursuivie. Il est très particulièrement ouvert aux personnalités de la région sanitaire de Clermont-Ferrand.

Les membres du Comité de Patronage, en raison du bénéfice moral que représente leur adhésion, sont considérés comme des dignitaires de l'Association.

La dignité de Président ou de Présidente du Comité de Patronage de la Société d'Hygiène Mentale du Centre est conférée par décision spéciale du Comité d'Administration.

La dignité de Président ou de Présidente du Comité de Patronage confère, en outre, le titre et la charge de Président ou Présidente de l'Assemblée générale.

Art. 5. — *Le Grand Conseil* est constitué par les personnalités susceptibles d'apporter éventuellement au Comité d'Administration le concours d'avis autorisés par leur expérience ou leur autorité dans leur branche ou spécialité.

La contribution accordée par les conseillers ou conseillères de la Société d'Hygiène Mentale du Centre conservera un caractère occasionnel, lié aux éventualités propres à inciter les administrateurs de la Société à s'entourer et s'éclairer de conseils et d'avis particulièrement qualifiés.

Les membres du Grand Conseil, agissant à titre individuel, il n'est pas prévu de structure particulière à ce groupement. Il n'est pas prévu de Président.

Art. 6. — *Le Collège des membres bienfaiteurs* est composé des membres désireux d'apporter leur appui et leur encouragement à l'œuvre sous forme de concours financier.

Il est prévu deux catégories de membres bienfaiteurs :

— *les membres sympathisants*, dont la cotisation annuelle est fixée à 1 000 F minimum ;

— *les membres sympathiques*, dont la cotisation annuelle est fixée à 100 F minimum.

Il n'est pas prévu de possibilité de rachat des cotisations.

Art. 7. — Le Collège des membres actifs est réservé aux personnes qualifiées par leur compétence technique, qui s'adonnent ou désirent s'adonner à une activité régulière touchant à un titre quelconque, aux enfants abandonnés, aux enfants déficients et caractériels, aux névropsychopathes et assimilés.

Les membres actifs sont répartis suivant leur spécialisation dans les six groupes professionnels suivants :

- 1^{er} groupe : justice, tutelle et préservation sociale ;
- 2^e groupe : assistance aux mineurs ;
- 3^e groupe : neuro-psychiatrie et hygiène mentale ;
- 4^e groupe : psychologie appliquée, psychothérapie et psychotechnique ;
- 5^e groupe : pédagogie spéciale et rééducative ;
- 6^e groupe : hygiène sociale, entraide et réadaptation sociale.

Chaque groupe professionnel sera doté par le Comité d'Administration de la Société d'un Président de groupe professionnel dont la désignation pour un temps indéterminé, mais pratiquement révisible par ce Comité, fera l'objet d'une décision spéciale.

Le Président de groupe veillera sur le recrutement et sur la tenue morale de son groupe. Il prendra l'initiative de signaler au Comité d'Administration les candidatures désirables et les radiations opportunes. Il s'emploiera surtout à favoriser de son mieux le perfectionnement technique de ses collègues en spécialité. Des facilités seront organisées à cet effet par le Comité d'Administration.

Art. 8. — Les membres du Comité de Patronage, du Grand Conseil et du Collège des membres bienfaiteurs sont tenus au courant de la marche générale de la Société et des grandes étapes de l'œuvre accomplie. Ils participent aux assises et aux délibérations de l'Assemblée générale, essentiellement compétente en matière de modifications statutaires.

Art. 9. — Les membres du Grand Conseil peuvent être élus au Comité d'Administration, à la condition de figurer sur la liste de présentation établie par ce Comité.

Art. 10. — Les techniciens composant le Collège des membres actifs sont appelés à participer, de façon effective, à l'administration de la Société.

Ils ont droit à prendre connaissance des décisions du Comité d'Administration sur le registre des décisions de ce Comité.

Ils ont seuls qualité pour poser leur candidature, à titre individuel, aux élections pour la désignation des membres du Comité d'Administration.

Ils sont seuls qualifiés pour être appelés aux fonctions d'Administrateur délégué.

Ils sont seuls qualifiés évidemment pour recevoir le titre et la charge de Président de groupe professionnel ou de Directeur de section technique.

Ils sont choisis de préférence pour remplir les fonctions de Directeur des « Services » de la Société.

Ils remplissent leur mission administrative collective dans le cadre de l'Assemblée.

Art. 11. — Indépendamment des groupements organiques où sont inscrits la totalité des membres adhérents à l'Association, il sera institué un groupement hors cadre de *membres correspondants*, essentiellement représentés par les bonnes volontés et les compétences non spécialisées dans les branches de l'assistance tutélaire, désireuses et susceptibles d'apporter un concours pratique occasionnel, ainsi que par les agents contractuels des services de placement tutélaire et Sanitaire.

Les membres correspondants ne participent pas à la vie administrative de la Société. Ils sont inscrits sous une rubrique spéciale et reçoivent une carte annuelle de membre correspondant *agréé pour une branche d'activité déterminée*.

Ils ont droit au port de l'insigne de l'Association.

Art. 12. — Lorsqu'un membre correspondant s'est avéré désireux et susceptible de rendre aux ressortissants de l'assistance tutélaire des services appréciables et réguliers, il peut faire l'objet de la part du Directeur des services de placement, d'une proposition d'admission au sein de l'Association. Par décision spéciale du Comité d'Administration, il est alors inscrit dans un groupement professionnel du Collège des membres actifs.

CHAPITRE II

Dispositions visant l'Administration de l'Association

Art. 1^{re}. — L'Administration de l'Association est assurée par un *Comité d'Administration* de onze membres désignés par l'Assemblée.

Art. 2. — Ne sont éligibles aux titres et fonctions de membres du Comité d'Administration de la Société d'Hygiène Mentale du Centre que les techniciens du Collège des membres actifs qui ont la faculté de faire acte de candidature à titre individuel, et les membres du Grand Conseil qui doivent être présentés par le Comité d'Administration.

Art. 3. — Tous les techniciens du Collège des membres actifs peuvent faire acte de candidature à titre individuel, à la condition expresse d'avoir notifié leurs intentions au Comité d'Administration en exercice, quinze jours pleins avant la réunion de l'Assemblée.

Le Comité sortant présentera toujours au vote de l'Assemblée une liste de onze membres. Les noms des autres candidats seront ajoutés à cette liste.

Les électeurs ne laisseront subsister sur le bulletin, sous peine de nullité de leur vote, que les *onze membres* retenus par eux.

Les élections des membres du Comité d'Administration se feront au *scrutin secret*, le vote par correspondance étant autorisé.

En principe, les Administrateurs seront élus individuellement à la *majorité absolue* des votants.

En cas de multiplicité des candidatures et de dispersion des suffrages, il sera procédé à de nouveaux votes jusqu'à ce que soient élus, à la

majorité absolue des membres présents à la réunion de l'Assemblée, la totalité des onze membres du futur Comité d'Administration.

Les opérations de vote se dérouleront sous la direction, le contrôle et la responsabilité du Président de l'Assemblée. Les votes par correspondance lui seront adressés directement.

Art. 4. — Les membres du Comité d'Administration reçoivent leur mandat de l'Assemblée pour une durée de trois ans. A l'expiration de chaque période triennale, il est procédé à de nouvelles élections. Les membres du Comité sortant peuvent être réélus individuellement ou collectivement.

Art. 5. — Les membres du Comité d'Administration constituent eux-mêmes leur bureau qui comprendra : un Président, deux Vice-présidents et un Secrétaire.

Art. 6. — Les membres du Comité d'Administration, qui tiennent leurs pouvoirs de l'Assemblée, sont responsables devant cet organisme de leur gestion ainsi que du respect des dispositions statutaires qu'ils doivent exiger de tous et de chacun.

C'est au Président de l'Assemblée que les membres du Comité d'Administration doivent adresser leurs éventuelles démissions.

Art. 7. — En cas de démission ou de carence déclarée d'un des membres du Comité d'Administration, avant l'expiration du mandat collectif de trois ans, il sera procédé à la désignation d'un Administrateur suppléant par décision ayant caractère d'acte officiel du Président de l'Assemblée. La désignation ne pourra porter que sur un adhérent du Collège des membres actifs.

Ce mode de désignation ne pourra jouer au cours d'une même période triennale que pour un maximum de cinq Administrateurs. Ce chiffre dépassé, il sera procédé dans le délai de trois mois à de nouvelles élections portant sur l'ensemble du Comité d'Administration.

En cas de démission ou de carence déclarée d'un des membres du bureau, le Comité d'Administration procédera à son remplacement dès la nomination d'un Administrateur suppléant par le Président de l'Assemblée.

En cas de démission ou de carence du Président du Comité d'Administration, l'un des vice-présidents ou, à défaut, le Doyen des Administrateurs restants assurera l'intérim jusqu'à la désignation d'un nouveau Président du Comité d'Administration.

Art. 8. — Le Président du Comité d'Administration a titre et rang de Président de la Société d'Hygiène Mentale du Centre : il représente la Société dans tous ses actes civils.

Art. 9. — Le Comité d'Administration assume, pendant la durée de son mandat, la responsabilité des actes de l'Association. Il préside à sa marche générale, règle et contrôle le fonctionnement de tous ses rouages administratifs et techniques.

La présence de six Administrateurs, dont deux membres du bureau, représentera le quorum exigible pour la validité des décisions du Comité d'Administration.

En matière de décisions prises par le Comité d'Administration, la voix du Président sera prépondérante en cas de partage égal des avis exprimés.

Art. 10. — Le Comité d'Administration se réunit en toute occasion utile. Il fait transcrire par son secrétaire ses décisions, ainsi que les procès-verbaux de ses délibérations, sur le registre des décisions du Comité d'Administration conservé en permanence au siège social et tenu à la disposition des membres de l'Assemblée.

Art. 11. — Le Comité d'Administration ne peut déléguer aucun de ses pouvoirs de décisions concernant :

- l'affiliation des membres et leur répartition dans les groupements organiques de la Société ;

- l'acceptation des démissions et les radiations ;

- l'attribution et la suppression des dignités, charges et distinctions ;

- la création ou suppression de tous services et de tout emploi rémunéré ;

- la création des sections techniques et la détermination des secteurs territoriaux d'action sanitaire assignés à ces sections ;

- l'approbation de tout budget, de tout chapitre de recettes ou de dépenses, de tout compte de gestion ou de compte rendu moral et technique ;

- l'acceptation de tout contrat ;

- le règlement de tout litige, la conduite de toute procédure judiciaire.

Art. 12. — Le Comité d'Administration désigne, pour assurer l'exécution de ses décisions, un *Administrateur délégué* qu'il choisit en dehors de son sein parmi les techniciens du Collège des membres actifs.

Art. 13. — L'Administrateur délégué de la Société d'Hygiène Mentale du Centre est nommé pour un an, par décision spéciale du Comité d'Administration.

A la fin de chaque exercice, il doit être remplacé ou confirmé dans ses fonctions pour une nouvelle année. En cas de carence ou de manquement grave, il peut être remplacé en cours d'exercice.

Art. 14. — L'Administrateur délégué remplit, sous la responsabilité et le contrôle du Comité d'Administration, les fonctions de Directeur administratif général de la Société.

Art. 15. — L'Administrateur délégué assure ou surveille la marche administrative particulière des divers services de l'Association et la marche administrative générale de l'Association.

Rend compte des faits saillants de cette surveillance et fait au Comité d'Administration toutes propositions utiles concernant les fonctionnements général et particulier.

Procède ou fait procéder aux études prescrites par le Comité d'Administration.

Etablit annuellement le rapport général de gestion.

Etablit le projet de budget intérieur et dirige son exécution. Contrôle, met au point et vise les projets de budgets des services. Apprécie et vise les comptes de gestion.

Recrute, embauche et congédie les employés administratifs subalternes des services de la Société.

Propose les nominations et révocations des Directeurs des services administratifs.

Dirige le secrétariat de la Société.

A ce titre, tient ou fait tenir la correspondance de la Société.

Tient ou fait tenir à jour, dans les locaux du siège social, les documents suivants :

1. - Archives.
2. - Registre des statuts.
3. - Registres des membres de l'Association et des membres correspondants.
4. - Registre des divisions techniques et des sections techniques.
5. - Registre des délibérations et décisions des Assemblées.
6. - Registre des décisions du Comité d'Administration.
7. - Registre de la correspondance officielle.
8. - Registre de la correspondance intérieure.
9. - Registre nominatif du personnel administratif rétribué.
10. - Registre des recettes du budget intérieur établies par article.
11. - Registre des dépenses du budget intérieur établies par article.
12. - Registre récapitulatif du budget extérieur établi par service.

Dirige, sous sa responsabilité pécuniaire personnelle, la trésorerie et le compte financier de la Société.

Assiste à toutes les réunions du Comité d'Administration.

Prépare les travaux qui font l'objet de ces réunions et dirige l'exécution des décisions prises.

Art. 16. — Pour la rédaction de la correspondance, la tenue des registres et, de façon générale, pour tous les travaux de secrétariat et la comptabilité, il sera adjoint, en cas d'utilité, un secrétaire trésorier à l'Administrateur délégué.

Art. 17. — Le Comité d'Administration aura la faculté, en cas d'opportunité ou d'exigences particulières, de désigner, à titre temporaire ou durable, des délégués territoriaux résidant au cœur des grands secteurs d'action sanitaire éloignés de Clermont-Ferrand.

Le rôle de ces délégués territoriaux sera défini dans chaque cas. De façon générale, il tendra à favoriser les entreprises locales, soit en les préparant, soit en animant ou contrôlant leur organisation, soit en surveillant ou stimulant leur fonctionnement et leur développement.

Les techniciens du Collège des membres actifs et les membres du Grand Conseil peuvent seuls être désignés pour ces fonctions.

Art. 18. — Tous les membres de l'Association sont appelés à participer

périodiquement ou occasionnellement à la marche administrative de la Société ou à la révision de ses statuts.

Cette participation intervient dans le cadre de deux grands organismes administratifs : *l'Assemblée* et *l'Assemblée générale*.

Art. 19. — La réunion, sur convocation officielle, des techniciens composant le Collège des membres actifs constitue l'Assemblée.

Le titre et la charge de Président ou Présidente de l'Assemblée sont conférés par la fonction de Président ou Présidente du premier groupe professionnel.

Les Présidents ou Présidentes des autres groupes professionnels ont rang et charge de Vice-présidents ou Vice-présidentes de l'Assemblée.

Art. 20. — Les réunions de l'Assemblée sont provoquées par le Président de cet organisme en toute circonstance jugée utile par ce dignitaire ou par le Comité d'Administration, et, obligatoirement, pour l'élection des membres du Comité d'Administration, soit à l'expiration de leur mandat, soit à l'occasion du remplacement d'un membre.

La date de toute réunion est arrêtée en accord avec le Comité d'Administration.

En cas d'élection, le Président de l'Assemblée fait connaître, *trois semaines à l'avance*, par pli individuel adressé aux membres de cet organisme, la date de la réunion projetée, l'objet de cette réunion et le nombre de sièges à pourvoir.

La liste des candidats présentés par le Comité d'Administration, complétée par les noms des candidats supplémentaires, est dressée et arrêtée par le Président de l'Assemblée, *dix jours avant la réunion*.

Cette liste, destinée à servir de bulletin de vote, est envoyée sans délai à chacun des membres de l'Assemblée.

En l'absence d'élections, les convocations individuelles portant l'objet et la date de la réunion sont envoyées quinze jours pleins avant celle-ci.

Art. 21. — L'Assemblée, essentiellement chargée de l'élection des membres du Comité d'Administration dans les formes stipulées à l'article 3 du présent chapitre, est, en outre, investie du droit de contrôle et d'approbation du rapport de gestion qui doit lui être présenté par tout Comité sortant.

L'Assemblée (votant en scrutin public) a la faculté d'infliger un blâme au Comité d'Administration ou à l'un quelconque de ses membres. Le blâme n'est effectif que s'il est prononcé à la majorité des deux tiers des membres présents. Il entraîne automatiquement la démission et l'inéligibilité ultérieure au Comité d'Administration.

Article 22. — La réunion, sur convocation officielle, des membres du Comité de Patronage, du Grand Conseil, du Collège des membres bien-faiteurs et du Collège des membres actifs constitue *l'Assemblée générale*.

La présidence de l'Assemblée générale échoit normalement au Président du Comité de Patronage. Ce dernier aura la faculté de désigner un des membres de ce Comité ou un des membres du Grand Conseil pour le suppléer en cas d'empêchement.

Art. 23. — Les réunions de l'Assemblée générale sont provoquées par le Président de cet organisme, agissant en accord avec le Comité d'Administration et le Président de l'Assemblée.

La date de la réunion est portée à la connaissance de tous les membres de l'Association trois semaines à l'avance. Les réunions de l'Assemblée générale ont un caractère extraordinaire.

Elles peuvent prendre la forme d'une manifestation de prestige ou de propagande.

Elles sont rendues nécessaires par deux éventualités : la révision des statuts, générale ou partielle, qui comporte la sanction de l'approbation des nouveaux textes par l'Assemblée générale, et la dissolution de l'Association, qui ne peut être prononcée que par cette Assemblée.

Dans l'éventualité d'une dissolution de l'Association décidée par l'Assemblée générale, cette dernière aurait à désigner un Comité de liquidation et à décider de l'attribution des fonds en conformité avec les dispositions prévues à l'art. 12 du Titre I.

Le vote par correspondance est interdit. Le scrutin public est de rigueur.

Art. 24. — Exception faite pour les membres bienfaiteurs, il n'est demandé aucune contribution pécuniaire aux membres de l'Association.

Il n'est versé aucune rétribution aux membres de l'Association pour leur activité dans le cadre de la Société en dehors de l'exercice de fonctions correspondant à des emplois rémunérés.

Art. 25. — Les fonctions d'Administrateur délégué, de Délégué territorial, ne sont pas rémunérées.

Toutefois, il sera prévu au budget intérieur de l'Association un article de dépenses destiné à couvrir les frais occasionnés par ces fonctions.

Des états de frais seront dressés périodiquement ou occasionnellement par les intéressés, approuvés par le Comité d'Administration et imputés à cet article.

Les frais éventuels de missions confiées aux autres membres de l'Association seront couverts de façon identique.

CHAPITRE III

Dispositions visant la coopération et la convergence des activités techniques

Art. 1. — Face aux groupes professionnels du Collège des membres actifs qui représentent, à l'échelle régionale, les unités organiques de rassemblement et de perfectionnement des techniciens répartis par spécialité, il sera créé, en vue de l'action technique particulière à l'exercice des activités ressortissant à l'hygiène mentale, des unités organiques de fonctionnement technique.

Art. 2. — Ces unités seront de deux ordres : les unes, correspondant à des équipes polyvalentes de techniciens exploitant en commun, sur un

territoire donné, la même branche d'activité, constitueront les *sections techniques* de la Société. Les autres, correspondant aux groupements des sections techniques par branche d'activité, constitueront les *divisions techniques* de la Société d'Hygiène Mentale du Centre.

Art. 3. — La section technique s'entend comme une équipe réunissant, pour l'action convergente commune, dans une branche d'activité précise, toutes les variétés de techniciens désirables.

La section technique étant, en outre, toujours attachée à un secteur déterminé d'action sanitaire, est constituée de manière à être adaptée à l'exploitation de sa branche d'activité sur toute l'étendue du secteur territorial qui lui est assigné.

Art. 4. — Quelle que soit son importance, la section technique sera toujours dotée d'un directeur technique dont le rôle sera de pourvoir au recrutement de la section, de régler les affectations, de préciser le programme d'action, de réaliser l'homogénéité de son rendement technique.

Art. 5. — Les sections techniques sont désignées par le nom du chef-lieu de leur secteur d'action sanitaire.

Art. 6. — L'unité de la section technique, qui se trouve ainsi spécifiée par sa branche d'activité et par les limites du secteur territorial d'action sanitaire qui lui est assigné, qui se trouve, en outre, assurée et garantie par l'action personnelle de son directeur technique, devra toujours se maintenir et s'affirmer à travers la diversité des organismes administratifs appelés à lui servir de champ d'action.

Art. 7. — L'ensemble des sections répondant à une branche d'activité constitue une *division technique*.

Art. 8. — La nomenclature suivante des grandes branches d'activité servira de cadre au classement des *divisions techniques* qui porteront le titre correspondant à chacune de ces branches d'activité, à savoir :

— 1^{re} division technique : enfance déficiente ou prédisposée aux affections névro-psychopatiques ;

— 2^e division technique : enfance délinquante, inadaptée ou en danger moral ;

— 3^e division technique : névropsychopathes et déficients adultes assimilés ;

— 4^e division technique : délinquants et anormaux adultes assimilés.

Art. 9. — Les directeurs techniques des sections techniques désignés à cet effet assureront, en outre, la charge de directeurs techniques des divisions correspondantes, cela dans le but de favoriser et d'harmoniser, entre animateurs de sections, les échanges de vue utiles au perfectionnement des méthodes et des programmes d'action technique.

Art. 10. — La délimitation des secteurs d'action sanitaire (régional, départemental, arrondissemental, cantonal, etc...) servant d'unité de mesure pour la constitution des sections techniques est laissée à l'appréciation du Comité d'Administration.

Seul juge des possibilités et opportunités en la matière, le Comité d'Administration ne perdra pas de vue l'intérêt qui s'attache à la réalisation, progressive mais complète, du programme d'ensemble.

CHAPITRE IV

Dispositions visant l'organisation des Services de la Société d'Hygiène Mentale du Centre

Art. 1^{er}. — Toute création de Service pour le compte de l'Association sera décidée par le Comité d'Administration.

Art. 2. — L'étude préliminaire à toute création de Service sera menée sur les deux plans administratif et technique. L'étude administrative sera faite par l'Administrateur délégué qui en consignera les résultats sur un rapport au Comité d'Administration.

L'étude technique sera confiée, ou au moins soumise à l'avis des techniciens intéressés.

Art. 3. — Toute organisation de Service fera l'objet de la mise au point préalable d'un règlement intérieur, de la nomination d'un Directeur administratif responsable, de l'établissement d'un budget autonome.

Art. 4. — La rédaction des règlements intérieurs des Services de la Société sera confiée à l'Administrateur délégué. Les règlements ne pourront entrer en vigueur qu'après l'approbation, sous forme de décision spéciale, du Comité d'Administration. Les règlements pourront être modifiés par décision spéciale du Comité d'Administration, sur proposition de l'Administrateur délégué.

Art. 5. — Les Directeurs responsables des Services de la Société d'Hygiène Mentale du Centre seront nommés et révoqués par le Comité d'Administration, sur proposition de l'Administrateur délégué.

Les Directeurs géreront les Services à eux confiés sous leur responsabilité personnelle et sous la surveillance de l'Administrateur délégué.

Ils fourniront à la fin de chaque exercice un compte de gestion et un projet de budget pour l'exercice suivant.

Art. 6. — En dehors des Directeurs administratifs qui sont soumis au choix du Comité d'Administration, et des techniciens qui relèvent directement de leurs autorités techniques respectives, tous les employés des Services de la Société seront choisis, nommés et renvoyés par l'Administrateur délégué, soit directement, soit sur proposition des Directeurs de ces services.

Art. 7. — Sont déclarés Services fondamentaux de la Société d'Hygiène Mentale du Centre :

1° Un service d'information générale et technique sur l'hygiène mentale et de perfectionnement professionnel à l'usage des membres et des techniciens de l'Association. Ce service sera organisé sous la forme d'un Institut de psychopathologie générale technique et sociale.

2° Un service de placements tutélaires à l'usage des ressortissants de la réadaptation sociale sous tutelle et des diverses formules modernes adaptées à l'exercice de l'assistance tutélaire en dehors des établissements de cure.

Ces deux Services fondamentaux de la Société fonctionneront sous l'autorité, la responsabilité et la gestion du Comité d'Administration de la Société d'Hygiène Mentale du Centre.

TITRE III

PREROGATIVES DES MEMBRES ADHERENTS A L'ASSOCIATION INSIGNES ET DISTINCTIONS

Art. 1^{er}. — En dehors des prérogatives particulières à chaque catégorie de membres — prérogatives énumérées au chapitre I du Titre II — tout membre adhérent à la Société d'Hygiène Mentale du Centre a droit :

1° à être inscrit sur le registre des membres ;

2° à recevoir une carte d'adhérent (pour les membres bienfaiteurs, cette carte est annuelle et tient lieu de reçu de cotisation) ;

3° à prendre connaissance des statuts et à être tenu au courant des modifications qui pourraient être apportées ;

4° à tout avantage qui pourrait être organisé ou consenti (bibliothèque, bulletin, voyages d'études, conférences, cours de perfectionnement, etc...).

Art. 2. — Tout membre inscrit comme adhérent à la Société d'Hygiène Mentale du Centre a droit au port de l'insigne de l'Association.

La Société d'Hygiène Mentale du Centre adopte pour insigne la Croix grecque bleu marine. L'insigne de la Société d'Hygiène Mentale du Centre sera déposé (forme et couleur) comme propriété de la Société.

Tout membre démissionnaire ou radié perd le droit au port de l'insigne.

Art. 3. — Tout membre dont l'activité en faveur de la Société d'Hygiène Mentale du Centre aura procuré à celle-ci un bénéfice matériel ou moral d'une ampleur inusitée, pourra, par décision spéciale du Comité d'Administration, être cité à l'Ordre de la Société. Son nom sera inscrit au « Tableau de l'Ordre », affiché en permanence au siège social de l'Association.

**COMITÉ D'ADMINISTRATION
DE LA SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE
(1947)**

Présidente :

M^{me} Alice DELAUNAY, ancien Membre de l'Assemblée Consultative.

Vice-Présidents :

D^r ROUSSEL, Directeur de la Santé ;

D^r COURBAIRE de MARCILLAT, Médecin Conseil Régional.

Secrétaire : M. TRAMOND, Délégué du Préfet du Puy-de-Dôme.

Administrateur délégué :

D^r DOUSSINET, Médecin des Hôpitaux psychiatriques.

Administrateurs :

M. BERGER, Procureur de la République.

M^{me} Andrée BERGOUNAN, Animatrice d'Œuvres sociales.

M. CHAULANGES, Inspecteur d'Académie.

M. GUENIER, Directeur départemental de l'Entraide sociale.

D^r JALENQUES, Directeur de la Maison de Santé de Fontmaure.

M^e MENUT, Avocat au Barreau de Clermont-Ferrand.

D^r PETIT, Professeur de Médecine Légale.

Président du Comité de Patronage et de l'Assemblée générale :

M. DELAUNAY, Préfet du Puy-de-Dôme.

COMITÉ DE PATRONAGE
DE LA SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE
(1947)

- M. le Préfet du Puy-de-Dôme, Président.
M. le Procureur Général près la Cour d'Appel de Riom.
M. le Premier Président de la Cour d'Appel de Riom.
M. le Recteur d'Académie.
M^{me} la Supérieure Générale de Sainte-Marie de l'Assomption.
M. le Président de la Chambre de Commerce de Clermont-Ferrand et d'Issoire et de la 17^e Région Economique.
L'Académie des Sciences Belles Lettres et Arts de Clermont-Ferrand.
La Société des Sciences Médicales de Clermont-Ferrand.
M. le Doyen de la Faculté Libre de Droit.
M. le Directeur de l'Ecole de Médecine de Clermont-Ferrand.
M^{lle} la Présidente de l'Association Régionale de Sauvegarde.
M. le Président du Conseil Général du Puy-de-Dôme.
M. le Maire de Clermont-Ferrand.
Monseigneur l'Evêque du Diocèse de Clermont-Ferrand.
M. le Pasteur de Clermont-Ferrand.
M. le Président de l'Association des Familles Nombreuses.
M. le Président de l'Ordre des Médecins.
M. le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats.
M. le Directeur départemental de la Population.
M. PUISEUX, Directeur Général des Etablissements Michelin (à titre personnel).
M. le Président départemental de la Croix-Rouge Française.
M. le Professeur BUREAU (à titre personnel).
M. le Professeur PIOLLET (à titre personnel).

SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE GRAND CONSEIL (1947)

- M. le Commissaire Divisionnaire de la Police Judiciaire.
M. le Directeur Régional des Sports et de la Jeunesse.
M. le Directeur de l'Administration Pénitentiaire.
M. le Directeur Régional de la Radiodiffusion Française.
M. le Directeur de la Caisse Régionale de Sécurité Sociale du Massif Central.
M. le Président du Syndicat des Médecins du Puy-de-Dôme.
M. le Directeur de la Caisse Primaire de Sécurité Sociale.
M. le Directeur de la Caisse Départementale des Prestations Familiales.
M. le Directeur de la Caisse Mutuelle d'Assurances Sociales Agricoles.
M. l'Inspecteur Primaire.
M. le Directeur de l'Ecole Normale.
M^{me} la Directrice de l'Ecole Normale.
M. le Directeur des Ecoles Michelin.
M. le Président du Comité local de la Croix-Rouge Française.
M^{lle} la Directrice de l'Ecole de Formation Sociale.
M. le Directeur de la Revue Médicale de France.
M. le Bibliothécaire Municipal Honoraire.
M. le Directeur de l'Association de l'Enseignement libre de Clermont-Ferrand.
M^{me} l'Assistante Sociale Principale à la Préfecture du Puy-de-Dôme.
M^{me} l'Assistante Générale de Sainte-Marie de l'Assomption.
M^{me} l'Assistante Sociale Chef, Directrice de l'O.P.H.S.
M^{lle} l'Assistante Sociale Chef de la Caisse Départementale des Prestations Familiales.
M^{lle} l'Assistante Sociale Chef de la Caisse de Mutualité Agricole.
M. le Directeur des Œuvres Catholiques du Diocèse de Clermont-Ferrand.
M^{me} la Directrice de l'Hospice de Royat.
M^{me} la Directrice de l'Institution des Jeunes Aveugles.
M^{me} la Directrice du Bon Pasteur.

DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES DE LA SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE

DELEGATION DE L'ALLIER (22 MAI 1947)

Président : M. FLEURY, Préfet de l'Allier.

Vice-Présidents :

M. ROUGERON, Président du Conseil Général ;

D^r CARBILLET, Médecin Directeur de l'Hôpital psychiatrique d'Yzeure.

Secrétaire :

D^r ROYER, Médecin Chef à l'Hôpital psychiatrique d'Yzeure.

DELEGATION DE LA HAUTE-LOIRE (9 JUIN 1947)

Président : M. PISANI, Préfet de la Haute-Loire.

Vice-Présidents :

M. GUILLLOU, Président du Conseil Général ;

D^r de MOURGUES, Médecin Chef à l'Hôpital psychiatrique du Puy.

Secrétaire :

D^r VALDENAIRE, Médecin Chef à l'Hôpital psychiatrique du Puy.

DÉLÉGATIONS DÉPARTEMENTALES DE LA SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE

DELEGATION DE LA LOZERE (18 AOUT 1947)

Président : M. le Préfet de la Lozère.

Vice-Présidents :

M. le Président du Conseil Général ;

D^r GALLAVARDIN, Médecin Directeur de l'Hôpital psychiatrique de St-Alban.

Secrétaire : M. BROS.

Trésorier : M. BUFFIÈRE.

Conseiller technique :

D^r TOSQUELLES, Médecin Chef à l'Hôpital psychiatrique de St-Alban.

Membres :

M. le Procureur de la République ;

M. le Président du Tribunal Civil ;

M. l'Inspecteur d'Académie ;

M. le Directeur de la Santé ;

Monseigneur BOUNIOL ;

D^r MOREL, Conseiller de la République ;

D^r CABANIOL, Président du Conseil de l'Ordre des Médecins ;

M. CLAVEL, Président de la Caisse de Sécurité Sociale ;

M. VILLEMAGNE, Président de la Caisse des Prestations Familiales ;

M. VERNHES, Directeur de l'Entraide Sociale ;

La Marquise de VILLENEUVE ;

Le Marquis de VILLENEUVE ;

M^{lle} PAILLON, Assistante Sociale en Chef ;

M. NOUET, Hôpital psychiatrique de Saint-Alban.

DELEGATION DU CANTAL (15 SEPTEMBRE 1949)

Président : D^r BASSET, Président du Conseil Général.

Vice-Présidents :

D^r GIROU, Président de l'Ordre des Médecins. Trésorier du Syndicat des Médecins du Cantal ;

M. l'Inspecteur d'Académie.

Secrétaire : M^{me} le D^r BONNAFOUS, Médecin des Hôpitaux psychiatriques.

Membres :

M. BENTAJOUX, Directeur Départemental du Travail ;

D^r CANAL, Directeur de la Santé ;

D^r DESTRUDEL, Inspecteur de l'Hygiène Scolaire ;

M. PESCHAUD, du Conseil d'Administration de la Caisse Primaire de Sécurité Sociale ;

M. SOULET, Juge des Enfants ;

M. TERRISSE, Conseiller Général. représentant le Maire d'Aurillac ;

D^r TEULADE, Médecin-Conseil de la Sécurité Sociale.

**RÈGLEMENT PROVISOIRE DE L'INSTITUT
DE PSYCHOPATHOLOGIE GÉNÉRALE ET TECHNIQUE
DE LA SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE
(20 Janvier 1947)**

Art. 1^{re}. — L'Association déclarée « Société d'Hygiène Mentale du Centre », en exécution des dispositions prévues dans ses statuts régulièrement déposés à la Préfecture du Puy-de-Dôme, décide la création, sous son autorité, sa responsabilité et sa gestion, d'un Institut d'information et de perfectionnement professionnel sur les matières et techniques ressortissant à l'hygiène mentale.

Art. 2. — Cet organisme, qui sera considéré comme un des services fondamentaux de la Société d'Hygiène Mentale du Centre, portera le titre d'Institut de Psychopathologie Générale et Technique.

Art. 3. — Il aura le caractère d'un Institut privé, à l'usage des membres et des techniciens de l'Association. Il ne sera perçu aucun droit d'inscription et ne sera délivré ni diplôme ni certificat d'assiduité.

Art. 4. — L'Institut de la Société d'Hygiène Mentale du Centre fonctionnera dans des locaux attenants à l'Hôpital psychiatrique Sainte-Marie de Clermont-Ferrand, desservis par une entrée particulière donnant directement sur la place Lamartine. A la porte d'entrée de l'Institut seront affichés, sur un panneau réservé, les jours, heures et modalités des activités de l'Institut.

Art. 5. — Les dispositions matérielles du fonctionnement de l'Institut sont confiées aux bons soins de M^{me} la Directrice de l'Hôpital psychiatrique, membre et dignitaire de l'Association, agissant de concert avec le D^r DOUSSINET, Administrateur délégué

Art. 6. — La direction technique des activités de l'Institut est confiée à M. le Docteur POMMÉ, Professeur du Val-de-Grâce. Il lui appartiendra d'établir le programme des activités, de choisir les conférenciers et les moniteurs de démonstrations pratiques, de répartir les tâches entre ses collaborateurs, d'inspirer et de contrôler l'information en fonction des opportunités.

Art. 7. — Le Directeur technique de l'Institut recrutera, en principe, ses collaborateurs dans le cadre des membres actifs de la Société, tout en gardant la faculté de faire éventuellement appel au concours occasionnel de spécialistes réputés.

— Chaque groupe professionnel devra participer, dans cet esprit, à l'information collective par l'intermédiaire de ses représentants qualifiés.

— Le programme annuel des activités de l'Institut devra porter sur l'ensemble des branches et des disciplines de la spécialité.

— L'information sera à la fois générale et pratique : des documents concrets et des présentations de malades pourront l'illustrer.

Art. 8. — Les séances de l'Institut se dérouleront avec régularité, à jours fixes et à heures fixes, à la cadence minimale d'une séance hebdomadaire (le jeudi, en principe).

Art. 9. — MM. les Présidents des groupes professionnels se chargeront de porter à la connaissance des adhérents de leur groupe le programme d'ensemble des activités de l'Institut, au début de chaque année scolaire. Ce programme leur sera communiqué à temps par l'Administrateur délégué.

Art. 10. — L'année scolaire commencera dans la première quinzaine de novembre et se terminera dans la deuxième quinzaine de juin.

Art. 11. — Des relations dactylographiées des activités de l'Institut seront mises, dans toute la mesure du possible, à la disposition des membres actifs de la Société éloignés du Centre d'Information.

Art. 12. — Il sera également, dans la mesure du possible, organisé, dans le cadre de l'Institut, des Journées d'Information interdépartementales par branche de spécialité.

Art. 13. — MM. les Conférenciers seront honorés à l'acte par les soins de l'Administrateur délégué, selon un tarif arrêté annuellement par le Comité d'Administration.

Art. 14. — Il est instamment recommandé à tous les participants aux activités de l'Institut, de s'employer à conférer à ces activités un caractère de haute tenue scientifique et morale, susceptible de favoriser le rassemblement intellectuel et professionnel des techniciens de l'hygiène mentale, qui représente un des objectifs principaux de la Société.

DOCUMENTS RELATIFS
A LA CONSTITUTION DE LA FÉDÉRATION
DES SOCIÉTÉS DE CROIX-MARINE
(1952)

STATUTS DE LA FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS DE CROIX-MARINE (1952)

Art. 1^{er}. — Il est fondé, dans le cadre de la loi du 1^{er} juillet 1901, une Association déclarée à la Préfecture du Puy-de-Dôme à Clermont-Ferrand pour assurer l'union des diverses Sociétés et des divers Comités ayant pris pour objet d'exercer la protection ou l'entraide psychologique et sociale en faveur des handicapés et maladaptés psychiques, ainsi que de contribuer au développement pratique de l'hygiène mentale en général et de l'assistance spécialisée en particulier, et ayant adopté pour emblème la Croix grecque de couleur bleu-marine.

Art. 2. — Cette Association portera le titre de « Fédération des Sociétés de Croix-Marine ».

Art. 3. — Le siège social de la Fédération est actuellement fixé à Clermont-Ferrand, 59, rue de Châteaudun. Il pourra être déplacé dans l'avenir par décision de l'Assemblée fédérale. Notification des éventuels changements de siège social sera faite à la Préfecture du Puy-de-Dôme.

Art. 4. — La Fédération est composée des « Sociétés » et des « Comités » constitués sur le territoire métropolitain et les départements d'Outre-Mer, ainsi que sur celui de l'Union française et qui ont été admis par décision de l'Assemblée fédérale prise sur proposition du Conseil fédéral.

En outre, sur décision du Conseil fédéral et aux conditions arrêtées par l'Assemblée fédérale, pourront être admises, au titre de « membres associés », les personnes physiques ou morales désireuses d'apporter leur appui moral ou leur concours financier au but poursuivi par les Sociétés de Croix-Marine (1).

Art. 5. — Le terme de « Société » est réservé aux Associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 et dont l'action pratique doit être poursuivie à l'échelle d'un territoire départemental ou régional.

(1) Dans le présent texte, les termes de Société et de Comité, Société affiliée et Comité affilié, ainsi que ceux de l'Association membre ou Association affiliée, ne visent que les Associations dont le groupement constitue la Fédération et non pas les personnes morales admises en qualité de membres associés.

Le terme de « Comité » est réservé aux Associations régies par la loi du 1^{er} juillet 1901 et dont l'action pratique doit être limitée à une tâche précise, telle que la gestion d'un organisme d'entraide ou de réadaptation, ou toute autre tâche entrant dans l'objet général défini à l'article premier.

Art. 6. — Le Conseil fédéral ne peut proposer l'admission d'une nouvelle Société ou d'un nouveau Comité qu'après avoir pris connaissance de ses statuts et s'être assuré qu'ils sont en conformité avec les dispositions des articles 1, 7, 8, 9 et 10 du présent texte.

En cas de modifications jugées nécessaires, l'Assemblée pourra délivrer un agrément provisoire, mais l'affiliation ne deviendra définitive qu'après modification des statuts dans les formes régulières.

Art. 7. — Les Sociétés et Comités affiliés doivent être des Associations déclarées et jouir, sous leur propre responsabilité, de la personnalité civile qui découle de cette déclaration conformément à la législation en vigueur, la responsabilité de la Fédération ne pouvant, en aucun cas, être engagée au lieu et place de celle d'une Société ou d'un Comité affiliés.

Art. 8. — Les statuts de toutes les Associations affiliées doivent contenir des clauses qui fassent état de leur adhésion à la Fédération et stipulent, de façon générale ou particulière, les obligations et prérogatives qui en découlent.

Art. 9. — Les Associations affiliées conservent, dans le cadre de leurs statuts, leur autonomie de fonctionnement et de gestion.

Article 10. — Les Associations membres de la Fédération sont tenues :

1° de soumettre à l'approbation préalable du Conseil fédéral toute modification qu'elles pourraient envisager d'apporter à leurs statuts ;

2° de lui communiquer la composition de leur Conseil d'Administration et les changements éventuellement intervenus dans cette composition ;

3° de communiquer au Conseil fédéral leur compte annuel de gestion ;

4° de verser au trésorier de la Fédération le montant de la cotisation fixée chaque année par l'Assemblée fédérale ;

5° en cas de dissolution, l'actif, après liquidation, de toute Association affiliée, est dévolu à la Fédération qui en dispose suivant ses besoins et ceux des autres Sociétés affiliées (1).

Art. 11. — Un Comité de Patronage sera constitué à la diligence du Conseil fédéral. Le Comité de Patronage ne comprendra que des personnalités présentant, sur le plan administratif ou technique, un relief national ou des personnalités ayant acquis des droits à la reconnaissance de la Fédération.

Art. 12. — Les Associations affiliées ont, entre elles ou par l'inter-

(1) Commentaire. - Cette clause ne concerne que la partie du patrimoine qui n'a pas reçu d'affectation spéciale avant la dissolution ; elle ne concerne notamment pas le patrimoine des services à caractère de Comité hospitalier.

médiaire du secrétariat de la Fédération, les échanges qu'elles jugent opportuns.

Art. 13. — Elles affermissent leur communauté de vues, unifient leurs programmes d'action et débattent des problèmes relatifs à leur fonctionnement et à leur objet à la faveur des réunions provoquées par le Conseil fédéral.

Art. 14. — Il sera tenu, au moins une fois l'an, une réunion qui constituera l'Assemblée fédérale ordinaire. Le siège et la date de cette réunion seront choisis par le Conseil fédéral et ratifiés par les membres de l'Assemblée.

Art. 15. — L'Assemblée fédérale est composée des représentants de toutes les Sociétés affiliées.

Elle comprend :

a) les membres du Comité de Patronage qui auront la possibilité d'y prendre part ;

b) les présidents des Conseils d'Administration des Sociétés respectives (délégués de droit) ;

c) les délégués désignés par chaque Conseil d'Administration, à raison d'un délégué par département rattaché à la Société en cause ;

d) des délégués désignés par chaque Conseil d'Administration intéressé, à raison d'un délégué par tranche de 5 000 adhérents, lorsque le nombre d'adhérents réunis par une Société atteindra ce chiffre ou le dépassera.

A l'Assemblée fédérale participent, en outre, avec voix consultative :

a) les présidents des Comités affiliés (invités de droit) ;

b) les membres actifs des diverses Associations affiliées qui en manifestent le désir au Conseil fédéral ainsi que les membres associés, personnes physiques ou représentant des personnes morales qui en font la demande (invités facultatifs).

Art. 16. — L'Assemblée fédérale désignera tous les trois ans, par voie de vote à bulletin secret, les membres du Conseil fédéral qui se répartiront les titres et fonctions.

Art. 17. — Sur la proposition du Conseil fédéral, l'Assemblée peut décider la radiation d'une Société ou d'un Comité. Dans cette éventualité, les délégués de la Société intéressée ne prennent pas part au vote.

La décision de radiation peut être portée à la connaissance du public par un communiqué à la presse si l'opportunité en est déclarée par l'Assemblée fédérale.

Art. 18. — L'Assemblée approuve le compte de gestion du Conseil fédéral qui comprend le rapport d'activités présenté par le secrétaire général, et le rapport financier présenté par le trésorier.

Elle entend l'exposé des présidents des diverses Sociétés et, s'il y a lieu, des Comités affiliés.

Elle statue sur les questions soumises à sa décision par le Conseil fédéral.

Elle délibère sur tous les problèmes inscrits à son ordre du jour.

Art. 19. — Le Conseil fédéral comprend des administrateurs élus et des administrateurs de droit.

Le nombre des administrateurs élus est de 25 ; il peut être prévu des administrateurs suppléants dont le nombre est fixé lors des élections par l'Assemblée générale, sur proposition du Conseil d'Administration.

Le nombre des administrateurs de droit est au maximum de 10 ; la qualité d'administrateur de droit est réservée aux représentants des Administrations Centrales intéressées par le fonctionnement de la Fédération, ainsi qu'aux représentants des organismes nationaux qui lui accordent des subventions, ou lui versent des cotisations en qualité de membres associés.

Le Conseil fédéral comprend au moins :

- un président général,
- deux vice-présidents généraux,
- un secrétaire général,
- un trésorier général.

Art. 20. — Le président général, le premier vice-président, le secrétaire général et le trésorier général constituent le Bureau du Conseil fédéral.

Le Conseil fédéral, par l'intermédiaire des membres de son Bureau et plus spécialement de son secrétaire général, se tient en contact avec les Associations affiliées.

Il s'efforce d'établir des relations entre elles et de faciliter leur information réciproque.

Il s'efforce également d'ajuster les points de vue respectifs, d'encourager la généralisation des initiatives les plus fécondes, et d'assurer ainsi à l'action commune un maximum de cohésion et d'efficacité.

Art. 21. — Le Conseil fédéral assure le fonctionnement de la Fédération, dirige ses activités, administre et dispose de ses biens. Il rend compte de son mandat à l'Assemblée fédérale devant laquelle il est responsable.

Il peut déléguer ses pouvoirs au Trésorier général et à un administrateur, avec faculté d'agir séparément pour effectuer toutes opérations postales, demander l'ouverture et assurer le fonctionnement d'un compte courant postal au nom de la Fédération.

Art. 22. — Le Conseil fédéral peut, en cas d'opportunité, proposer à l'Assemblée fédérale d'accorder une aide financière par mode de subvention exceptionnelle ou de prêt à une Société momentanément gênée.

Inversement, la Fédération pourra faire appel à l'aide financière des Sociétés.

Art. 23. — Les ressources de la Fédération sont représentées par :

- les cotisations et, éventuellement, les dons des Sociétés affiliées ;
- les subventions des collectivités et organismes publics ou privés ;
- les dons et legs qui pourraient lui être faits, qu'elle accepte dans les termes de l'article 35 de la loi du 14 janvier 1933 ;
- la vente des insignes, des documents, revues et publications établis et édités par ses soins.

Art. 24. — A la diligence du Conseil fédéral, l'Assemblée fédérale est convoquée en réunion extraordinaire en cas d'opportunité et dans deux éventualités : celle de la modification des statuts et celle de la dissolution de la Fédération.

Les Présidents des Comités affiliés prennent part aux réunions extraordinaires avec voix délibérative.

La modification des statuts et la dissolution de la Fédération ne peuvent être décidées qu'à la majorité absolue du nombre total et réglementaire des représentants des Associations affiliées, le vote par correspondance étant interdit.

En cas de dissolution, l'Assemblée procédera à la constitution d'un Comité de liquidation : l'avoir disponible après liquidation sera affecté par voie de préférence aux services d'assistance créés par les Sociétés ou Comités affiliés.

En cas d'impossibilité ou de décision contraire de l'Assemblée fédérale extraordinaire, l'avoir sera attribué à des services publics ou à des œuvres privées spécialisées dans l'assistance aux mineurs en danger, aux déficients mentaux et aux inadaptés psychiques.

Art. 25. — Sur proposition du Conseil d'Administration des Sociétés affiliées, le Conseil fédéral peut décerner un diplôme d'honneur en hommage aux dévouements dépensés au service de l'œuvre.

Sur proposition du Conseil fédéral, l'Assemblée fédérale peut décerner le titre de membre fondateur ou de membre d'honneur des Sociétés de Croix-Marine pour honorer les services exceptionnels.

Art. 26. — Tous les actes de la Fédération seront conformes à la législation en vigueur.

LA FÉDÉRATION NATIONALE DES SOCIÉTÉS DE CROIX-MARINE

est placée sous le Haut Patronage du

PRESIDENT DE LA REPUBLIQUE

et sous celui de MM. les Ministres

de la Justice, de l'Intérieur, de l'Education Nationale
de la Santé Publique et de la Population
du Travail et de la Sécurité Sociale

COMITE DE PATRONAGE

1964

D^r Xavier ABELY, Médecin honoraire des Hôpitaux Psychiatrique de la Seine.

D^r AUJALEU, Directeur de l'Institut National d'Hygiène.

D^r AUJOLAT, ancien Ministre.

M. BAYEN, Directeur-adjoint de l'Enseignement Supérieur.

M. BESSON, Procureur Général honoraire à la Cour de Cassation.

D^r Henri BEAUDOUIN, Médecin honoraire des Hôpitaux Psychiatriques de la Seine.

Professeur BROUARDEL, ancien Président Général de la Croix-Rouge Française.

D^r R. CHARPENTIER, ex-Rédacteur en Chef des Annales Médico-Psychologiques.

Professeur Pierre COMBEMALE, Doyen de la Faculté de Médecine de Lille.

D^r Paul COSSA, Médecin Neurologue des Hôpitaux de Nice.

D^r G. DAUMEZON, Médecin des Hôpitaux Psychiatriques de la Seine.

D^r Jean DECHAUME, Professeur de Neuropsychiatrie et d'Hygiène Mentale à la Faculté de Médecine de Lyon.

M. Gabriel DELAUNAY, Préfet de la Gironde, I.G.A.M.E. de la IV^e Région.

D^r Jean DELAY, de l'Académie Française, Professeur de Clinique des maladies mentales à la Faculté de Médecine de Paris.

D^r DELMAS-MARSALET, Professeur de Neuropsychiatrie à la Faculté de Médecine de Bordeaux.

M. DOUBLET, Conseiller d'Etat.

D^r Henri EY, Médecin des Hôpitaux Psychiatriques de Bonneval (Eure-et-Loir).

Professeur GARRIGOU-LAGRANGE, Doyen de la Faculté de Droit de Bordeaux.

Son Eminence le Cadrinal GERLIER, Primat des Gaules, Archevêque de Lyon.

M. GERMAIN, Avocat Général à la Cour de Cassation.

D^r GUIRAUD, Médecin honoraire des Hôpitaux Psychiatriques de la Seine.

D^r HEUYER, Professeur honoraire de la Faculté de Médecine de Paris.

D^r KAMMERER, Professeur de Clinique Psychiatrique à la Faculté de Médecine de Strasbourg.

D^r LAFON, Professeur de Clinique Psychiatrique à la Faculté de Médecine de Montpellier, Président de l'U.N.A.R.

D^r Daniel LACACHE, Professeur à la Faculté des Lettres de Paris.

D^r LAMACHE, Doyen de la Faculté de Médecine de Rennes.

M. Emile LASBAX, Doyen honoraire de la Faculté des Lettres de Clermont-Ferrand.

M. LORY, Directeur Général de la Population et de l'Action Sociale.

D^r NAYRAC, Professeur de Clinique Psychiatrique à la Faculté de Médecine de Lille.

M. E. PARIS, Chef de la Division des Services médicaux et sociaux de la S.N.C.F.

Professeur PARISOT, Doyen honoraire de la Faculté de Médecine de Nancy.

D^r POMMÉ, Professeur de Clinique Psychiatrique à la Faculté de Médecine de Clermont-Ferrand.

D^r Antoine POROT, Professeur honoraire de la Faculté de Médecine d'Alger.

D^r RISER, Professeur à la Faculté de Médecine de Toulouse.

D^r J.-Jacques RONDEPIERRE, Médecin-chef de l'Hôpital Henri-Rousselle, à Paris.

M. ROSIER, Directeur Honoraire de la Main-d'Œuvre au Ministère du Travail.

Médecin Général Inspecteur ROUVILLOIS, Membre et ancien Président de l'Académie de Médecine et du Comité National de Défense contre l'alcoolisme.

Professeur SANTENOISE, ex-Directeur de l'Ecole Nationale de la Santé Publique.

M. SIMÉON, Directeur de l'Education surveillée au Ministère de la Justice.

D^r Paul SIVADON, Médecin des Hôpitaux Psychiatriques de la Seine, Président de la Ligue d'Hygiène Mentale.

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA FÉDÉRATION DES SOCIÉTÉS DE CROIX-MARINE
(après les élections de 1965)

Présidente Générale : M^{me} DELAUNAY, Inspectrice Générale de l'Education Nationale, Bordeaux.

Vice-Présidents Généraux : D^r L.-P. AUJOLAT, ancien Ministre, Paris ; D^r H. COURBAIRE de MARCILLAT, Clermont-Ferrand ; D^r Henri EY, Bonneval ; P^r Robert LAFON, Montpellier ; D^r J.-J. RONDEPIERRE, Paris.

Secrétaire Général : D^r P. DOUSSINET, Clermont-Ferrand.

Trésorier Général : M. A. GROLIER, Clermont-Ferrand.

Administrateurs : D^r J. BLANDIN, Clermont-Ferrand ; D^r A. CARRIE, Limoges ; D^r G. DAUMEZON, Paris ; P^r DENIKER, Paris ; D^r E. DOREMIEUX, Lille ; D^r J. FORTINEAU, Nantes ; D^r FROMONT, Dijon ; D^r O. GRANDMONTAGNE, Toulouse ; D^r J. GURTIER, Colmar ; D^r P. HUGUET, Rouen ; D^r EL. JACOB, Clermont-de-l'Oise ; D^r B. JOLIVET, Paris ; D^r R. MILLON, Grenoble ; D^r NICOLAI, Marseille ; D^r ROYER, Nancy ; D^r F. TOSQUELLES, Melun ; D^r VALAT, Orléans.

Administrateurs de droit : D^r BOULENGER, Directeur Général de la Santé Publique, Paris ; M. CHARLES, Directeur Général de la Population, Paris ; D^r CHOFFÉ, Sous-Directeur de l'Action Sanitaire et du Contrôle Médical au Ministère des Affaires Sociales, Paris ; M. DRÉBOLT, Préfet de la Région Auvergne - Clermont-Ferrand ; M. BELLY, Administrateur de la Caisse Nationale de Sécurité Sociale, Paris ; M. Charles de CATHEU, Directeur de l'Action Sociale et Médico-Sociale à l'Union des Caisses Centrales de Mutualité Agricole, Paris ; MM. le Médecin-Colonel BERTRAND et PARLANGE, Médecins-chefs de la Caisse Nationale Militaire de Sécurité Sociale, Paris ; M. FERRACHAT, Secrétaire Général adjoint de la Mutuelle Générale de l'Education Nationale, Paris.

Administrateurs suppléants : D^r BOUR, St-Venant ; D^r BROUSSOLLE, Lyon ; D^r DEMANGEAT, Bordeaux ; D^r DEMAY, Etampes ; D^r GANRY, Nantes ; D^r HOURCART, Strasbourg.

DOCUMENTS RELATIFS
A LA PREMIÈRE TRANSFORMATION
DE LA SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE
(1956)

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE (1956)

TITRE I DISPOSITIONS GENERALES

Art. 1^{er}. — Il est fondé, dans le cadre de la loi du 1^{er} juillet 1901, une Association, déclarée à la Préfecture du département du Puy-de-Dôme, dont l'objet est d'exercer la protection ou l'entraide psychologique et sociale en faveur des handicapés et maladaptés psychiques, ainsi que de contribuer au développement pratique de l'hygiène mentale en général et de l'assistance spécialisée en particulier, dans la région sanitaire de Clermont-Ferrand, comprenant les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et de la Lozère.

Si elle est sollicitée à cet effet, l'Association pourra étendre son champ d'action, suivant les dispositions des présents statuts, à d'autres départements du Centre de la France dans le but de faciliter la création d'organismes similaires.

Art. 2. — Cette Association porte le titre de « Société d'Hygiène Mentale du Centre ».

Art. 3. — Le siège social est actuellement fixé à la Préfecture du Puy-de-Dôme à Clermont-Ferrand ; il pourra être déplacé, dans l'avenir, par décision du Conseil d'Administration.

Art. 4. — Ouverte à tous les dévouements, sans distinction d'appartenance ou de tendance, la Société d'Hygiène Mentale du Centre exigera seulement de ses membres le respect des dispositions statutaires, l'acceptation de la discipline morale indispensable et la garantie d'un concours réel et positif dans les limites consenties par chacun.

Art. 5. — La Société poursuivant un but entièrement désintéressé, en aucun cas il ne pourra être procédé, entre les membres, au partage des bénéfices qui pourraient être éventuellement réalisés. Ceux-ci recevront une affectation conforme aux buts de l'Association.

Art. 6. — La durée de l'Association est illimitée. En cas de dissolution de celle-ci, l'avoir disponible après liquidation sera dévolu en totalité à la Fédération des Sociétés de Croix-Marine qui en disposera suivant ses besoins et ceux des autres Sociétés affiliées. En cas de renoncement ou de refus de la Fédération, l'avoir disponible sera affecté en totalité à des œuvres similaires ou à des œuvres d'assistance aux psychopathes et assimilés de la région sanitaire de Clermont-Ferrand.

TITRE II

ORGANISATION

Art. 7. — Les groupements organiques de la Société sont : les Comités de Patronage, les Collèges de membres actifs et ceux de membres donateurs.

Il est prévu, d'une part, des Comités de Patronage et des Collèges départementaux et, d'autre part, un Comité de Patronage régional et un Collège régional de membres actifs.

Art. 8. — Les Comités de Patronage sont ouverts aux personnalités de la région ou des départements portant intérêt à l'œuvre poursuivie. Les membres du Comité de Patronage régional sont désignés par décision spéciale du Conseil d'Administration. La dignité de Président ou de Présidente du Comité de Patronage régional de la Société d'Hygiène Mentale du Centre est également conférée par décision spéciale du Conseil d'Administration.

Art. 9. — Les Collèges de membres actifs sont réservés :

1° aux personnes qualifiées par leur compétence technique et appartenant notamment aux catégories professionnelles suivantes :

- justice, tutelle et préservation sociale,
- assistance aux mineurs,
- neuropsychiatrie et hygiène mentale,
- psychologie appliquée, psychothérapie, psychotechnique,
- pédagogie spéciale et rééducative,
- hygiène sociale, entraide et réadaptation sociale ;

2° aux délégués à la protection et à l'entraide en faveur des inadaptés, mandatés par le Conseil d'Administration.

Les membres actifs ne sont tenus de verser aucune cotisation.

Le Collège régional des membres actifs est arrêté par le Conseil d'Administration, compte tenu des dispositions de l'article 16.

Art. 10. — Le Collège régional des membres actifs sera doté par le Conseil d'Administration de la Société d'un Président et de deux Vice-Présidents dont le mandat expirera après le renouvellement du Conseil d'Administration.

Le Président et les Vice-Présidents du Collège régional des membres actifs auront titre et rang de Président et de Vice-Présidents de l'Assemblée régionale des membres actifs.

Art. 11. — Les Collèges des membres donateurs sont constitués par les personnes désireuses d'apporter leur appui et leur encouragement à l'œuvre sous forme de concours financier.

Il est prévu trois catégories de membres donateurs :

— les membres bienfaiteurs, dont la cotisation annuelle est fixée à 1 000 F minimum ;

— les membres participants, dont la cotisation annuelle est fixée à 500 F minimum ;

— les membres sympathisants, dont la cotisation annuelle est fixée à 100 F minimum.

Il n'est pas prévu de possibilité de rachat des cotisations.

Art. 12. — L'unité organique de la Société d'Hygiène Mentale du Centre est constituée sur le plan régional et assurée par un Conseil d'Administration unique fonctionnant dans le département où aura été fixé le siège de la Société.

Art. 13. — Pour les autres départements, à savoir les départements de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et de la Lozère, le Conseil d'Administration déléguera ses pouvoirs dans les conditions indiquées à l'article 14, à des Comités départementaux de recrutement et de gestion qui agiront sous son autorité générale et sous son contrôle dans le cadre de sections départementales de la Société d'Hygiène Mentale du Centre. Pour le département du siège, le Bureau du Conseil d'Administration assurera le rôle de Comité départemental.

Art. 14. — Les sections départementales sont créées, confirmées ou dissoutes, par décision spéciale du Conseil d'Administration.

La création d'une section départementale comporte l'approbation par le Conseil d'Administration, d'un règlement régissant le fonctionnement de la section en conformité avec les présents statuts.

L'autorité du Conseil d'Administration de la Société d'Hygiène Mentale du Centre s'exerce sur le contrôle de la régularité de fonctionnement des sections dans le cadre de leur règlement et des présents statuts ; sur l'approbation des créations de services, sur la désignation des commissaires aux comptes, sur l'approbation des budgets et des comptes, sur l'acceptation des contrats, sur le règlement des litiges et la conduite des procédures judiciaires éventuelles.

Les pouvoirs délégués aux Comités de gestion s'étendent à l'organisation des sections, au recrutement des membres, à la constitution des groupements organiques locaux, au renouvellement des Comités par voie électorale réglementaire, à l'organisation et à la gestion des services, à l'exécution des budgets.

Art. 15. — Le patrimoine acquis par les sections départementales restera, en totalité, employé ou réemployé dans le département d'origine conformément aux buts de la Société, sauf décision contraire du Conseil d'Administration qui ne pourra être prise que sur proposition des Comités départementaux de gestion approuvée par l'Assemblée générale des membres de la section intéressée.

Art. 16. — Tout en adhérant de plein droit à la Société d'Hygiène Mentale du Centre, les membres recrutés par les Comités départementaux de l'Allier, du Cantal, de la Haute-Loire et de la Lozère, exerceront leur participation ordinaire et leurs prérogatives dans le cadre de la section de leur département.

Les membres adhérents de ces départements pourront participer de plein droit aux Assemblées générales de la Société d'Hygiène Mentale du Centre. En outre, les membres des Comités de gestion, les techniciens des Collèges des membres actifs de ces départements agréés à cet effet par le

Conseil d'Administration, et les commissaires aux comptes locaux feront partie du Collège régional des membres actifs et seront appelés à participer aux activités de l'Assemblée régionale des membres actifs.

Art. 17. — Le Conseil d'Administration fixe les règles générales de recrutement des membres.

Art. 18. — La qualité de membre se perd par la démission ou par le non paiement de la cotisation annuelle pour les membres donateurs. Par ailleurs, le Conseil d'Administration peut, à tout moment, après avoir entendu l'intéressé, prononcer la radiation d'un membre si son activité au sein de l'Association est contraire aux dispositions statutaires ou si la présence dudit membre s'avère préjudiciable à la tenue morale de la Société.

Art. 19. — Les membres de l'Association ne pourront recevoir aucune rétribution. Toutefois, les frais de déplacement, de séjour, les frais de mission, pourront être remboursés conformément aux dispositions arrêtées par le Conseil d'Administration.

TITRE III ADMINISTRATION

Art. 20. — La Société est administrée par un Conseil d'Administration de 21 membres au maximum, dont 8 résidant obligatoirement en dehors du département du siège, soit 2 pour l'Allier, 2 pour le Cantal, 2 pour la Haute-Loire et 2 pour la Lozère.

Au cas d'affiliation supplémentaire prévue à l'article 1^{er}, il sera accordé à chaque nouveau département affilié deux sièges supplémentaires au Conseil d'Administration.

Les membres du Conseil d'Administration sont élus au scrutin secret pour trois ans par l'Assemblée régionale des membres actifs, convoqués à la diligence du Président du Collège régional des membres actifs.

Art. 21. — Sont éligibles :

1° les techniciens du Collège régional des membres actifs qui ont seuls la faculté de faire acte de candidature à titre individuel, celle-ci devant être notifiée au Président de ce Collège 15 jours pleins avant les élections ;

2° les autres membres de l'Association, à condition de figurer sur la liste complète qui doit être toujours présentée par le Conseil d'Administration sortant.

Le Conseil d'Administration, en accord avec le Président de l'Assemblée régionale des membres actifs, fixe la date des élections et indique le nombre de siège à pourvoir.

La date des élections, le nombre de sièges à pourvoir sont annoncés par le Président de l'Assemblée régionale des membres actifs, trois semaines à l'avance, par pli individuel adressé à chacun des membres actifs.

La liste des candidats présentés par le Conseil d'Administration sortant, complétée éventuellement par les noms des candidats à titre individuel, est arrêtée par le Président de l'Assemblée 10 jours avant la réunion et adressée à tous les membres du Collège électoral.

Cette liste est destinée à servir de bulletin de vote pour les électeurs désirant voter par correspondance.

Sont déclarés élus au premier tour, les candidats ayant obtenu la majorité des suffrages exprimés. L'élection des candidats en ballottage ou de nouveaux candidats suscités en cas de ballottage par les membres présents à la réunion fait l'objet d'un deuxième tour auquel ne participent que les membres présents à la réunion.

Art. 22. — Le Conseil élu choisit parmi ses membres un Bureau qui est composé au minimum d'un Président, de deux Vice-Présidents, d'un Secrétaire général et d'un Trésorier.

En cas de démission ou de carence déclarée d'un des membres du Conseil d'Administration avant l'expiration du mandat collectif de 3 ans, il sera procédé, sur proposition du Bureau du Conseil d'Administration, à la désignation d'un Administrateur supplétif par décision du Président du Collège régional des membres actifs. La désignation ne pourra porter que sur un membre actif du Collège régional.

Ce mode de désignation ne pourra jouer au cours d'une même période de trois ans que pour un maximum de sept administrateurs : ce chiffre dépassé, il sera procédé, dans un délai de six mois, à de nouvelles élections portant sur l'ensemble du Conseil.

Art. 23. — Le Conseil d'Administration assume, pendant la durée de son mandat, la responsabilité des actes de la Société. Il assure sa marche générale, règle et contrôle le fonctionnement de tous ses rouages administratifs et techniques.

Le Conseil se réunit au moins deux fois par an et chaque fois qu'il est convoqué par son Président ou sur la demande de cinq de ses membres ; la présence de onze administrateurs représente le quorum exigible pour la validité des décisions.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents. En cas de partage, la voix du Président est prépondérante.

A l'une de ces réunions sont soumis à son approbation :

- 1° le rapport général de gestion présenté par le Secrétaire général ;
- 2° les comptes particuliers des sections départementales présentés par les Comités de gestion de ces sections ;
- 3° les projets de budget de la Société et des sections.

Il est tenu procès-verbal des séances. Les procès-verbaux sont signés par le Président et le Secrétaire général.

Art. 24. — Le Conseil d'Administration ne peut déléguer aucun de ses pouvoirs de décision concernant :

- l'affiliation des membres du Comité régional de patronage et du Collège régional des membres actifs ;
- l'acceptation des démissions et le prononcé des radiations ;
- la création et la suppression de tous services ;
- l'attribution et la suppression des dignités, charges et distinctions ;
- l'approbation de tout budget, de tout chapitre de recettes, de tout compte de gestion ou de compte rendu moral et technique ;

- l'acceptation de tout contrat ;
- le règlement de tout litige, la conduite de toute procédure judiciaire.

En dehors des pouvoirs délégués aux Comités départementaux, le Conseil d'Administration peut encore déléguer ses pouvoirs à un administrateur pour toutes autres opérations, notamment pour effectuer toutes opérations postales, demander l'ouverture d'un compte courant postal au nom de la Société et faire fonctionner ce compte.

Art. 25. — Le Président du Conseil d'Administration a titre et rang de Président de la Société d'Hygiène Mentale du Centre. Il représente la Société en justice et dans tous les actes de sa vie civile. En cas d'empêchement, il est remplacé par un des Vice-Présidents.

Art. 26. — Le Secrétaire général a délégation pour diriger ou contrôler, en accord avec le Bureau, l'exécution des décisions du Conseil d'Administration et la marche générale des services. Il se tient en liaison avec les Comités départementaux.

Avec l'aide du Trésorier, le Secrétaire général procède ou fait procéder aux études présentées au Conseil d'Administration, établit annuellement le rapport général de gestion et prépare le projet de budget. Il dirige l'exécution du budget de la Société.

Il dirige ou fait diriger sous sa responsabilité le secrétariat de la Société et tient ou fait tenir à jour, dans les locaux du siège social, les documents suivants :

1. - Archives.
2. - Registres des membres de l'Association et notamment celui des membres du Comité régional de Patronage et du Collège régional des membres actifs.
3. - Registre des décisions du Conseil d'Administration.
4. - Registre des délibérations et décisions des Assemblées.
5. - Registre de la correspondance officielle.
6. - Registre de la correspondance intérieure.
7. - Registre nominatif du personnel administratif rétribué.
8. - Registre des recettes et des dépenses établies respectivement par article et par service.
9. - Les dossiers des sections départementales comprenant la liste tenue à jour des membres des Comités de gestion, le double des règlements régissant le fonctionnement des sections et de leurs services, le double des actes et des comptes de gestion.

Le Trésorier a la responsabilité de la Caisse et fournit au Secrétaire général les éléments financiers du rapport de gestion qui est soumis, avant sa présentation, au contrôle et au visa de trois commissaires aux comptes désignés par le Conseil d'Administration.

Art. 27. — L'Assemblée générale comprend tous les membres de l'Association. Elle est réunie sur convocation du Conseil d'Administration. Son ordre du jour est réglé par ledit Conseil. Le Président du Comité de Patronage ou son représentant en assure la présidence. La réunion de l'Assem-

blée générale est obligatoire pour la modification des statuts et pour la dissolution de l'Association. La convocation a lieu 15 jours avant la date de la réunion par voie de presse. Les décisions sont prises à la majorité des membres présents en séance. Le vote par correspondance n'est pas admis.

TITRE IV

RESSOURCES

Art. 28. — Le patrimoine de l'Association répond seul des engagements financiers contractés au nom de celle-ci et aucun des associés ne pourra en être tenu responsable sur ses propres biens.

Art. 29. — Les ressources de l'Association seront constituées :

- a) par les cotisations des membres adhérents ;
- b) par les subventions de l'Etat, des départements, des communes, et des collectivités publiques et privées ;
- c) par les dons et legs qu'elle accepte dans les termes de l'article 35 de la loi du 14 janvier 1933 ;
- d) par le produit des appels à la générosité publique dûment autorisés suivant la législation en vigueur ;
- e) éventuellement par les prix de journée consentis par contrat ou convention par l'assistance médicale gratuite ou les assurances sociales dans le cas où l'association gère un organisme d'assistance agréé.

Les personnes physiques ou morales qui accordent une subvention, un don ou une libéralité quelconque peuvent lui donner une affectation spéciale compatible avec le but de l'Association.

Art. 30. — Les dépenses de l'Association sont ordonnancées par le Secrétaire général ou tout autre administrateur désigné par le Conseil d'Administration.

TITRE V

ORGANISATION DES SERVICES

Art. 31. — Dans certains cas soumis à la décision de son Conseil d'Administration, la Société d'Hygiène Mentale du Centre se chargera d'organiser ou de gérer, dans son cadre ou dans celui de ses sections départementales, certains services techniques ou d'assistance extra-hospitalière ou intra-hospitalière.

Art. 32. — Il est prévu deux catégories de services :

1° les services à gestion directe et à patrimoine intégré dont la gestion est assurée sous l'autorité du Conseil d'Administration et dont le patrimoine fait partie intégrante du patrimoine de la Société et peut être utilisé au gré du Conseil d'Administration et conformément aux dispositions statutaires ;

2° les services à gestion indirecte et à patrimoine spécialement affecté.

La gestion de ces services est assurée, dans le cadre d'un Comité de membres actifs de la Société, par un Directeur désigné par le Conseil d'Administration.

Le patrimoine de ces services est entièrement affecté à l'objet du service et ne peut être utilisé par le Conseil d'Administration dont l'autorité ne s'exerce que sur la désignation du Directeur et la vérification des contrats et des comptes.

Art. 33. — Toute création de service est décidée par le Conseil d'Administration.

Art. 34. — Chaque service sera régi par un règlement intérieur spécial. Il disposera d'un budget et fonctionnera sous l'autorité d'un Directeur responsable.

Art. 35. — Les Directeurs responsables des services de la Société d'Hygiène Mentale du Centre seront nommés et révoqués par le Conseil d'Administration.

Les Directeurs gèreront les services à eux confiés sous leur responsabilité personnelle.

Ils fourniront à la fin de chaque exercice un compte de gestion et un projet de budget de l'exercice suivant.

TITRE VI

ADHESION

A LA FEDERATION DES SOCIETES DE CROIX-MARINE

Art. 36. — La Société d'Hygiène Mentale du Centre adhère à la Fédération des Sociétés de Croix-Marine avec les obligations et les prérogatives attachées à la qualité de membre de ladite Fédération, conformément aux dispositions prévues par les statuts qui régissent celle-ci.

Art. 37. — La Société d'Hygiène Mentale du Centre adopte pour emblème la Croix bleu-marine correspondant au modèle adopté et déposé par la Fédération.

En conséquence, tout membre de la Société a droit :

— à une carte individuelle portant le titre de la Fédération ; pour les membres donateurs, cette carte est annuelle et tiendra lieu de reçu de cotisation ;

— au port de l'insigne de la Fédération.

Art. 38. — Tout membre dont l'activité en faveur de la Société aura procuré à celle-ci un bénéfice moral ou matériel d'une ampleur particulière pourra être proposé par le Conseil d'Administration pour une des distinctions prévues par les statuts de la Fédération des Sociétés de Croix-Marine.

**CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE
(1956)**

PRÉSIDENT : D^r COURBAIRE de MARCILLAT, Médecin-Conseil Régional de la Sécurité Sociale du Massif Central.

VICE-PRÉSIDENTS :

Au titre du Puy-de-Dôme :

M. CHARRIER, Président de la Caisse Régionale de Sécurité Sociale du Massif Central ;

M. SALINGARDES, Procureur de la République à Clermont-Ferrand ;

M. TRAMOND, Chef de Division à la Préfecture.

Au titre de la région sanitaire :

D^r CARBILLET, Médecin-Directeur de l'Hôpital Psychiatrique d'Yzeure.

Au titre des départements rattachés :

D^r CARRIÉ, Médecin-Conseil Régional de la Sécurité Sociale à Limoges.

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL : D^r Pierre DOUSSINET, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique de Clermont-Ferrand.

TRÉSORIER : M^c POURCHER, Président du Conseil des Directeurs de la Caisse d'Epargne de Clermont-Ferrand.

TRÉSORIER ADJOINT : D^r BLANDIN, Directeur du Comité Hospitalier.

ADMINISTRATEURS :

Puy-de-Dôme. - M^{me} AIMARD, Directrice du Secourisme à Clermont-Ferrand ; M. CHAULANGES, Inspecteur d'Académie du Puy-de-Dôme ; M. GUENIER, Inspecteur Divisionnaire de la Population à Clermont-Ferrand ; D^r JALENQUES, Médecin spécialiste à Clermont-Ferrand ; D^r PETIT, Professeur de Médecine Légale à la Faculté de Médecine de Clermont-Ferrand ; D^r LAVOINE, Inspecteur Divisionnaire, Directeur de la Santé du Puy-de-Dôme.

Allier. - D^r ROYER, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique d'Yzeure.

Cantal. - D^r TEULADE, Médecin-Conseil de la Caisse Primaire de Sécurité Sociale du Cantal ; M. COMTE, Inspecteur Principal du Trésor à Aurillac.

Haute-Loire. — M^{me} le D^r CAMUS-ROUBERT, Directrice de la Santé de la Haute-Loire ; D^r VALDENNAIRE, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique du Puy.

Lozère. - D^r GENTIS, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique de Saint-Alban ; D^r LASSUS, Directeur Honoraire de la Santé de la Lozère.

Cher. - D^r MAGNAND, Médecin-Directeur à l'Hôpital Psychiatrique de Bourges ; D^r ZANGERLIN, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique de Bourges.

Corrèze. - D^r JOUTPE, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique de La Cellette ; M^{lle} NIOLLET, Assistante Sociale départementale.

Haute-Vienne. - D^r GARDIEN, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique de Naugeat à Limoges.

Loir-et-Cher. - D^r OURY, Directeur de la Clinique de Cour-Cheverny ; M^{lle} MAZEL, Educatrice à l'Institut Médico-Pédagogique départemental d'Herbault.

PRÉSIDENT DU COMITÉ DE PATRONAGE : M. PÉRONY, Préfet du Puy-de-Dôme.

SECTIONS DÉPARTEMENTALES
DE LA SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE
(Comité de Gestion 1956)

SECTION DE L'ALLIER

Présidente : M^{me} GOURD-CAPELIN, à Moulins.

Vice-Présidents : M^c BERGERAT, Avocat à Moulins ; D^r CARBILLET, Médecin-Directeur de l'Hôpital Psychiatrique d'Yzeure.

Secrétaire : D^r ROYER, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique d'Yzeure.

Secrétaire adjointe : M^{lle} de GARIDEL, Chef du Service Social de la Caisse de Mutualité Agricole.

Trésorier : M. FAULCONNIER, Secrétaire général adjoint de la Mairie de Moulins.

Trésorière adjointe : M^{lle} le D^r FOUILLoux-BUVAT, Médecin-Conseil de la Caisse de Mutualité Agricole.

Administrateurs : D^r CAHEN, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique d'Yzeure ; D^r CLUZEL, Médecin-Conseil de la Sécurité Sociale ; M^{me} MES-SONNET, Secrétaire Général de l'Office des Anciens Combattants de Moulins ; M^{lle} RIGAL, Chef du Service Social à la Direction de la Santé à Moulins.

Délégué pour Montluçon : M^c BRUN, Avoué à Montluçon.

Déléguée pour Vichy : M^{me} CASERTA, Assistante Sociale principale de la Santé.

SECTION DU CANTAL

Président : M^e MEYNIEL, Avocat à Aurillac.

Vice-Présidents : D^r MEZARD, Médecin consultant à Aurillac ; M^{me} CHALMETON, Professeur au Lycée de jeunes filles d'Aurillac.

Secrétaire : D^r TEULADE, Médecin-Conseil de la Caisse Primaire de Sécurité Sociale du Cantal.

Secrétaire adjointe : M^{lle} CANIS, Assistante Sociale départementale.

Trésorier : M. COMTE, Inspecteur principal du Trésor.

Administrateurs : M. BERGER, Juge des Enfants à Aurillac ; M. ROUX, Président de la Caisse Primaire de Sécurité Sociale ; M. BASTIDE, Président départemental de la Croix-Rouge ; M. MAYANOBE, Chef de Division à la Préfecture ; M^{lle} VALADOU, Assistante Sociale.

Conseillers techniques : D^r TORRUBIA, Médecin-Chef au Quartier Psychiatrique d'Aurillac ; D^r FOURNY, Médecin-Chef au Quartier Psychiatrique d'Aurillac ; M. MEAU, Directeur du Centre Hospitalier ; M. TROTIER, Econome du Centre Hospitalier ; M. DUFFEY, Surveillant général du Quartier Psychiatrique ; M^{lle} GUINET, Infirmière du Centre Hospitalier.

Commissaires aux Comptes : M. ESCUDIER, Chef de Division à la Préfecture ; M. ESTIVAL, Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales.

SECTION DE LA HAUTE-LOIRE

Président : M. PISANI, Préfet de la Haute-Loire.

Vice-Présidents : M. GILLOU, Président du Conseil Général ; D^r de MOURCUE, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique.

Secrétaire : D^r VALDENNAIRE, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique du Puy.

Administrateurs : M. le Procureur de la République ; M. POMARAT, Président du Tribunal Civil ; M^{me} le D^r CAMUS-ROUBERT, Directeur départemental de la Santé ; M^{lle} TOUCHOU, Directeur de l'Entraide Sociale ; M. BERTRAND, Inspecteur d'Académie ; M^e MALZIEU, Bâtonnier de l'Ordre des Avocats ; D^r FARGEOT, Médecin-Conseil de la Sécurité Sociale ; M. PONTE, Directeur de la Caisse des Prestations Familiales ; M^{lle} PROY, Assistante Sociale spécialisée.

SECTION DU PUY-DE-DÔME

Président : D^r COURBAIRE de MARCILLAT, Médecin-Conseil régional de la Sécurité Sociale du Massif Central.

Vice-Présidents : M. CHARRIER, Président de la Caisse régionale de Sécurité Sociale du Massif Central ; M. SALINGARDES, Procureur de la République à Clermont-Ferrand ; M. TRAMOND, Chef de Division à la Préfecture du Puy-de-Dôme.

Secrétaire : D^r Pierre DOUSSINET, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique de Clermont-Ferrand.

Trésorier : M^e POURCHER, Président du Conseil des Directeurs de la Caisse d'Epargne de Clermont-Ferrand.

Trésorier adjoint : D^r BLANDIN, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique de Clermont-Ferrand.

Administrateurs : M^{me} AIMARD, Directrice du Secourisme à Clermont-Ferrand ; M. CHAULANGES, Inspecteur d'Académie à Clermont-Ferrand ; M. GUENIER, Inspecteur divisionnaire de la Population à Clermont-Ferrand ; D^r JALENQUES, Médecin spécialiste à Clermont-Ferrand ; D^r PETIT, Professeur de Médecine Légale à la Faculté de Médecine de Clermont-Ferrand ; D^r LAVOINE, Inspecteur divisionnaire de la Santé.

Commissaires aux Comptes : M. CHARRIER, Président de la Caisse régionale de la Sécurité Sociale ; M. GUENIER, Inspecteur divisionnaire de la Santé ; M. GROLIER, Directeur honoraire de la Banque de France.

Directeur du Comité hospitalier : D^r BLANDIN, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique de Clermont-Ferrand.

Directeur des Services financiers et comptables : MM. Georges THÉVENOT, André RICO, Marcel GOIGOUX.

Secrétaire : M^{me} GIPOULON.

Secrétaire-dactylographe : M^{me} DEMENEIX.

SECTION DE LA LOZERE

Présidente : M^{lle} de LAGRANGE, Médecin à Mende.

Vice-Présidents : M. l'Abbé Fages, à Mende ; M^{me} JAROUSSE, à Mende.

Secrétaire : M^{me} SADOUL, Saint-Alban.

Trésorier : M^e BUFFIÈRE, Notaire à Saint-Alban.

Administrateurs : D^r DELMAS, à Mende ; D^r GENTIS, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique de Saint-Alban ; M^{lle} RIEUTORT, Préfecture de la Lozère.

Conseiller technique : D^r TOSQUELLES, Médecin-Directeur de l'Hôpital Psychiatrique de Saint-Alban.

Président du Comité hospitalier : D^r LASSUS, Directeur honoraire de la Santé de la Lozère.

Commissaires aux Comptes : M. FRANCHON, Fondé de Pouvoir de la Trésorerie Générale ; M. VERNHES, Directeur de la Population de la Lozère.

SECTION DE LA CORREZE

Président : M. le D^r LAUBIE, Médecin spécialiste à Brive.

Vice-Présidents : M^{me} le D^r BIRBIS, Directeur départemental de la Santé ; D^r PAPON, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique de La Cellette ; D^r JOUPPE, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique de La Cellette.

Secrétaire : M^{lle} BOURNAZEL, Chef de Bureau à la Préfecture de Tulle.

Secrétaire adjointe : M^{lle} NIOLLET, Assistante Sociale spécialisée à Tulle.

Trésorier : M. GARNIER, Conseiller d'Orientation Professionnelle à Tulle.

Administrateurs : M. YSSANDOU, Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales de Tulle ; M. CHASSAGNE, Directeur départemental de la Population à Tulle ; M. MARNOT, Inspecteur d'Académie à Tulle ; M. PETIT de PLAS, à Brive ; M. GREAU, Directeur de la Caisse Primaire de Sécurité Sociale à Tulle ; M. GÉRARD, Directeur du Service de la Main-d'Œuvre à Tulle ; M. ALBERT, Juge des Enfants à Tulle ; M^{me} SOULIÉ.

SECTION DE LA HAUTE-VIENNE

Président : D^r CARRIÉ, Médecin-Conseil régional de la Sécurité Sociale à Limoges.

Vice-Présidents : D^r BAPTE, Inspecteur divisionnaire de la Santé à Limoges, M. DONZEAU, Inspecteur divisionnaire de la population à Limoges.

Secrétaire : D^r GARDIEN, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique de Naugeat-Limoges.

Trésorière : M^{me} le D^r GARDIEN, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique de Naugeat-Limoges.

SECTION DU LOIR-ET-CHER

Président : D^r GRATEAU, Médecin à Cour-Cheverny.

Vice-Présidents : M^{lle} Suzanne GOURGEAUD, Infirmière à la Clinique de Cour-Cheverny, M^{lle} Jeanne LAMOR.

Secrétaire : D^r Jean OURY, Médecin-Directeur de la Clinique de Cour-Cheverny.

Trésorier : M^{lle} Juliette MAZEL, Educatrice de l'I.M.P. d'Herbault.

Commissaires aux Comptes : M^{me} FICHOT, Clinique de Cour-Cheverny, M. GRIMBLAT, Clinique de Cour-Cheverny.

COMITÉS RATTACHÉS
A LA SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE
(1956-1968)

COMITE MAURIACOIS DE CROIX-MARINE
(MAURIAC - CANTAL)

Présidents : D^r Jean GARDES, Chirurgien (1964), D^r J. DESCŒUR,
Maire d'Anglars-de-Salers (1967).

Vice-Présidents : M. GUILLOU, Professeur, M^{me} R. ERIE.

Trésorier : M. Y. ROUGE.

Secrétaire : M^{me} B. SERRE.

COMITE SANFLORAIN DE CROIX-MARINE
(ST-FOUR - CANTAL)

Président : D^r Jean JULHE.

Vice-Présidents : M. LOMBARD, Mairie de St-Flour, M. PIGIS, Prin-
cipal du Lycée de St-Flour, M. l'Abbé LEVET.

Trésorier : M. BAISSAC, Président de l'Association des Parents
d'Elèves.

Secrétaire : M. Jean CHANSON.

Secrétaire-adjoint : M. MALBEC.

Trésorier-adjoint : M. l'Abbé CHEVRIER.

CENTRE MEDICO-EDUCATIF D'AMBERT
(AMBERT - PUY-DE-DOME)

Présidente : M^{me} R. LIOTARD, Congrégation St-Dominique, Ambert.

Secrétaire : M^{me} B. THIELGES, Ambert.

CENTRE DE REEDUCATION DE SAINT-ELOY-LES-MINES
(ST-ELOY-LES MINES - PUY-DE-DOME)

Président : D^r A. MICHEL, Maire de Montaigut-en-Combrailles.

Secrétaire : M^{me} DAPONY, Saint-Eloy-les-Mines.

COMITE SOCIO-THERAPIQUE
DE L'HOPITAL PSYCHIATRIQUE DE LA CELLETTE
(CORREZE)

Président : M. A. TINLOT, Vice-Président du Conseil Général, Maire d'Aix.

Vice-Présidents : M. DIBLING, Directeur de l'Hôpital Psychiatrique de la Cellette, D^r PAPON, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique de la Cellette.

Secrétaire général : D^r JOUTTE, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique de la cellette.

Secrétaire général adjoint : M^{lle} BERNARD, Assistante Sociale, Clermont-Ferrand.

ASSOCIATION DU CHATEAU DE LUBERSAC
(CORREZE)

Président : Comte de LUBERSAC.

Vice-Présidents : M. le Ministre CHAMPEIX, Sénateur de la Corrèze, M. CHASTENET, Maire de Lubersac, M. BRUNIE, Président de la Caisse Régionale de Sécurité Sociale de Limoges.

Secrétaire général : D^r CARRIE, Médecin-Conseil Régional de la Sécurité Sociale de Limoges.

Secrétaire-adjoint : M. DUPUY, Directeur de la Caisse Régionale de Sécurité Sociale de Limoges.

Trésorier : M. GUIRAUD, Percepteur à Lubersac.

Trésorier-adjoint : M^{lle} de MONTBRON.

Commissaires aux Comptes : M. MORAUD, Chef de service à la préfecture de Tulle ; M. ISSANDOU, Directeur de la Caisse d'Allocations Familiales de la Corrèze.

ASSOCIATION « LE CLOS-DU-NID »
(MARVEJOLS - LOZERE)

Président d'honneur : M. le Préfet SEGUY, Versols (Aveyron).

Président : M. le Chanoine ALMERAS, Directeur du Préventorium du Boy-Mende.

Vice Président : M. BONNET, Président du Conseil d'Administration de la Caisse Primaire de Sécurité Sociale de Mende.

Trésorier : M. Paul SEBALD, Industriel à Marvejols.

Membres du Conseil d'Administration : M. TRÉMOLET de VILLERS, Mende ; M. BROUILLET, Mende ; M. MALBEC, Paris-2^e ; M. NEBOUT, Paris-2^e ; M. FARBOS, Clamart (Seine) ; M. Georges BONNET, Marvejols ; M. ROUJON, Marvejols ; M. DOMERGUE, Marvejols ; M^{me} GAJAC, Mende ; M^{me} de VILLENEUVE, Marvejols ; D^r de FRAMOND, Antrenas (Lozère) ; M. GACHE, Marvejols ; M. PAGES, Mende ; M^{me} CULAUD, Paris-4^e ; M. TOURTEL, Paris-4^e.

ASSOCIATION « LES ATELIERS DE LA COLAGNE »
(MARVEJOLS - LOZERE)

Président : M. le Préfet SEGUY.

Vice-Présidents : D^r DOUSSINET, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique de Clermont-Ferrand ; M. LABAUME, Directeur de la C.G.E. ; M. PEYTAVIN, Inspecteur général de l'Education Nationale.

Trésorier : M. J. ROUJON, Président du Conseil général, Maire de Marvejols.

Trésorier-adjoint : M. LUCHE, Directeur de la Banque de France.

Secrétaire : M. CHAUVET, Sous-Directeur du « Clos-du-Nid ».

Administrateurs : M. GOICOUX, Clermont-Ferrand ; M. COURBAIRE de MARCILLAT, Clermont-Ferrand ; M. GAZAGNE, Mende ; M. HELLOT, Marvejols ; M. l'Abbé VIALLET, Langogne.

DOCUMENTS RELATIFS A LA CONSTITUTION
DE L'UNION INTERNATIONALE
DES SOCIÉTÉS D'AIDE A LA SANTÉ MENTALE
(1964)

STATUTS DE L'UNION INTERNATIONALE DES SOCIÉTÉS D'AIDE A LA SANTÉ MENTALE (1964)

DISPOSITIONS GENERALES

Article premier. — Il est fondé, dans le cadre de la loi du 1^{er} juillet 1901, une association internationale dont l'objet est de regrouper au plan international en vue d'une action concertée, les Sociétés et Comités nationaux qui ont pour but d'exercer l'assistance et l'entraide aux handicapés et maladaptés psychiques.

Article 2. — Cette Association prend le nom d'Union Internationale des Sociétés d'Aide à la Santé Mentale.

La Croix de Genève de couleur bleu-marine est proposée comme emblème aux sociétés membres. Elle est l'emblème de l'Union.

Article 3. — L'Union Internationale des Sociétés d'Aide à la Santé Mentale est une organisation non gouvernementale, de durée illimitée, libre de tout lien politique, racial ou religieux.

Article 4. — Les organes dirigeants de l'Union sont l'Assemblée générale, le Conseil exécutif et le Comité directeur.

Article 5. — Le siège de l'Union est présentement fixé, 87, rue de l'Abbé-de-l'Epée à Bordeaux (France). Il pourra être transféré par décision du Comité exécutif.

Article 6. — En vue d'atteindre son double objectif d'assistance et d'entraide, l'Union se propose :

1° - de promouvoir et d'encourager la création dans chaque pays intéressé de Sociétés ou Comités nationaux dont l'objet sera conforme à celui de l'Union ;

2° - d'établir un lien efficace entre les organisations publiques et privées pour les aider à mettre en commun leurs expériences et leurs efforts ;

3° - de faciliter les échanges d'informations et les confrontations de recherches pour tout ce qui a trait à la protection des handicapés psychiques ;

4° - de favoriser la formation et le perfectionnement du personnel consacré à cette tâche ;

5° - d'organiser des conférences internationales ou régionales destinées

à alerter l'opinion et à l'informer des possibilités nouvelles dont dispose cette branche de l'action médico-sociale spécialisée.

Article 7. — L'Union est composée de Sociétés et Comités à caractère national qui constituent ses *membres actifs*.

Sont admis comme *membres associés* les personnes ou les groupements désireux d'apporter leur concours au but poursuivi par l'Union Internationale des Sociétés d'Aide à la Santé Mentale.

Article 8. — L'admission d'une Société ou d'un Comité est prononcée par le Conseil exécutif sur proposition du Comité directeur après vérification de la conformité de leurs statuts avec les objectifs de l'Union.

ORGANISATION

Article 9. — L'Assemblée Générale est constituée par l'ensemble des membres de l'Union dont les droits, privilèges et devoirs sont énoncés et révisés périodiquement dans le règlement intérieur. Elle est appelée à donner son avis sur l'orientation de l'Union, elle délègue ses pouvoirs au Conseil exécutif pour la gestion de celle-ci. Elle élit les membres du Conseil exécutif.

Article 10. — Le Conseil exécutif est, après l'Assemblée Générale, la plus haute autorité de l'Union.

Il exerce tous les pouvoirs que comporte la poursuite des buts de l'Union, notamment :

1° - il fixe les orientations de l'Union en tenant compte de l'avis de l'Assemblée générale ;

2° - il élit un Comité directeur chargé d'assurer la marche de l'Union ;

3° - il approuve les rapports du Comité directeur ;

4° - il se prononce sur les programmes de travail établis par ce Comité ;

5° - il se prononce sur la modification des statuts ;

6° - il peut modifier ou abréger toute mesure prise dans l'intervalle des sessions ;

7° - il délibère sur toutes les questions inscrites à son ordre du jour arrêté par lui.

Article 11. — Entre les sessions de l'Assemblée générale, les pouvoirs de celle-ci sont assurés par le Conseil exécutif, notamment :

1° - il dirige et administre l'Union ;

2° - il arrête les programmes de travail ;

3° - il étudie et approuve les rapports financiers et les propositions budgétaires ;

4° - il approuve le texte du règlement intérieur et ses modifications ;

5° - il se prononce sur les mesures prises par le Comité directeur dans l'intervalle de ses sessions ;

6° - il pourvoit à toute vacance survenant parmi les membres du Comité directeur dans l'intervalle des sessions.

Article 12. — Le Conseil exécutif est constitué :

1° - par les membres du Comité directeur ;

2° - par les membres élus par l'Assemblée générale en tenant compte d'une répartition géographique et démographique équitable.

Article 13. — Le Conseil exécutif se réunit en session ordinaire au moins une fois par an sur convocation du Président. Il se réunit en session extraordinaire sur l'initiative du Président ou sur la demande du tiers de ses membres.

Article 14. — Le Conseil exécutif prend ses décisions à la majorité des membres présents et votants. Le vote par procuration et consultation par voie postale, sont autorisés.

La répartition des votes des délégués nationaux au Conseil exécutif est effectuée selon des principes énoncés dans le règlement intérieur.

Article 15. — Chaque membre du Conseil dispose d'une voix délibérative. Le vote par procuration est autorisé. Les décisions sont prises à la majorité. Le quorum est fixé à un tiers des membres pour la validité des délibérations.

Article 16. — Le Comité directeur comprend : le Président, le 1^{er} Vice-Président, 3 Vice-Présidents régionaux, le Secrétaire général, le Trésorier et 4 Conseillers.

Article 17. — Le Comité directeur dirige et administre l'Union dans l'intervalle des sessions du Conseil exécutif. Il assure l'élaboration et la réalisation des programmes ; il est chargé de suivre les relations avec les membres ; il prépare le budget ; il veille à la représentation de l'Union auprès des instances internationales gouvernementales ou non gouvernementales.

DISPOSITIONS FINANCIERES

Article 18. — L'Union répond seule, à l'exclusion de ses membres, de tous ses actes et engagements.

Article 19. — Dans les limites fixées par son objet, l'Union acquiert, possède, aliène et administre tout bien comme elle le juge utile. Elle peut recevoir des contributions et concours quels qu'ils soient, de ses membres, de particuliers, de collectivités publiques ou privées. L'Union peut recevoir, à titre de mandataire ou de « trustee », des sommes ou des biens, soumis à une affectation spéciale, à condition que cette affectation corresponde aux lignes générales de son activité, de son objet et de ses attributions. L'Union peut accepter tous apports d'immeubles à titre d'affectation ou de jouissance.

Article 20. — L'exercice financier court du 1^{er} janvier au 31 décem-

bre de chaque année. Chaque membre verse à l'Union une cotisation annuelle d'un montant fixé par le Conseil exécutif.

Si un membre, de façon persistante et injustifiée, ne verse pas sa cotisation, le Comité directeur peut, après préavis, suspendre ce membre.

DISPOSITIONS SPECIALES

Article 21. — Le Secrétaire général prend les décisions qui sont normalement de la compétence du Conseil exécutif ou du Président lorsque, pour des raisons de force majeure, le Conseil exécutif est dans l'impossibilité de se réunir, ou lorsque, pour une raison indépendante de sa volonté, le Secrétaire général ne peut consulter le Président. Dès que les circonstances le permettent, le Secrétaire général prend les mesures nécessaires pour réunir le Conseil exécutif et lui soumettre, aux fins de ratification, de modification ou de révocation, toutes les mesures prises par lui depuis la dernière session ordinaire du Conseil exécutif.

Article 22. — Les dispositions des statuts ne peuvent être modifiées par le Conseil exécutif qu'avec une majorité des deux tiers, sauf pour le changement du siège social qui reste soumis à la majorité simple.

Les projets de modification des statuts sont soumis au Conseil exécutif avec l'approbation préalable du Comité directeur, et par écrit, dans les langues de travail de l'Union, telles qu'elles sont fixées dans le règlement intérieur.

Article 23. — La dissolution ne peut être prononcée que par une résolution spéciale du Conseil exécutif, réuni en session extraordinaire ou consulté par vote postal, et approuvée par une majorité des deux tiers. Une telle résolution sera soumise par le Président après consultation préalable de la majorité des membres du Comité directeur.

En cas de dissolution, le Conseil exécutif sera chargé de mettre la résolution à exécution et au cas où des fonds ou des biens demeurerait au nom de l'Union à la date de la dissolution, d'en prévoir l'affectation. Le Conseil exécutif nommera un ou plusieurs Commissaires de liquidation. Le bénéfice de liquidation éventuel sera affecté à une ou plusieurs organisations ayant un objet similaire, soit publiques, soit reconnues d'utilité publique.

DISPOSITIONS TRANSITOIRES

Pendant le délai nécessaire à la mise en place des organes dirigeants de l'Union prévus par les présents statuts, l'Union sera dirigée par un Comité provisoire de cinq membres qui remettra ses pouvoirs à la première assemblée générale.

DOCUMENTS RELATIFS
A LA DEUXIÈME TRANSFORMATION
DE LA
SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE
(1968)

STATUTS DE LA SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE (1968)

TITRE I DISPOSITIONS GENERALES

Article 1^{er}. — Il est fondé, dans le cadre de la loi du 1^{er} juillet 1901, une Association, déclarée à la Préfecture du Puy-de-Dôme, dont l'objet est d'exercer la protection et l'entraide psychologique et sociale en faveur des handicapés et maladaptés psychiques ainsi que de contribuer au développement pratique de l'hygiène mentale en général et de l'assistance spécialisée en particulier dans le département du Puy-de-Dôme.

L'Association pourra créer et gérer, en se conformant à la réglementation en vigueur, tous services, organismes ou établissements concourant à son objet.

Article 2. — L'Association porte le titre de « Société d'Hygiène Mentale du Centre ». Elle est affiliée à la Fédération des Sociétés de Croix-Marine avec les obligations et les prérogatives attachées à la qualité de membre de ladite Fédération, conformément aux dispositions prévues par les statuts qui régissent celle-ci.

Article 3. — Le Siège Social est situé à Clermont-Ferrand, 59, rue de Châteaudun. Il pourra être déplacé sur simple décision du Conseil d'Administration.

Article 4. — L'Association exercera également une action régionale d'information et de liaison technique à l'exclusion de toutes responsabilités de gestion administrative et financière au bénéfice :

1° - des Associations se réclamant de leur appartenance au Mouvement « Croix-Marine » ayant leur siège dans la région de Clermont-Ferrand : Allier, Cantal, Haute-Loire, Puy-de-Dôme ;

2° - des Associations de même nature qui ayant leur siège dans les départements de la Corrèze, de la Lozère et de la Haute-Vienne, ont été dès leur création directement associées à la Société d'Hygiène Mentale du Centre ainsi qu'à d'autres associations de Croix-Marine implantées dans les départements limitrophes de la région d'Auvergne qui en expriment le désir.

A cet effet, la Société d'Hygiène Mentale du Centre organisera selon les directives de la Fédération des Sociétés de Croix-Marine, des réunions périodiques auxquelles ces diverses associations seront invitées à envoyer des délégués.

Par ailleurs, cette action d'information et de liaison technique pourra être éventuellement étendue à d'autres Associations qui, bien que ne se réclamant pas de l'appartenance au Mouvement Croix-Marine s'intéresseraient activement au développement de la santé mentale sur le territoire de la région Auvergne.

Article 5. — Ouverte à tous les dévouements, sans distinction d'appartenance ou de tendance, la Société d'Hygiène Mentale du Centre exigera seulement de ses membres le respect des dispositions statutaires, l'acceptation de la discipline morale indispensable et la garantie d'un concours réel et positif dans les limites consenties par chacun.

Article 6. — La Société poursuivant un but entièrement désintéressé, il ne pourra en aucun cas, être procédé entre les membres au partage des excédents de gestion qui pourraient être éventuellement réalisés. Ceux-ci recevront toujours une affectation conforme aux buts poursuivis par l'Association.

Article 7. — La durée de l'Association est illimitée. En cas de dissolution, l'Assemblée générale désigne un ou plusieurs Commissaires chargés de la liquidation des biens de l'Association. Son actif net sera dévolu intégralement à la Fédération des Sociétés de Croix-Marine qui en disposera à son gré. En cas de renoncement ou de refus de la Fédération, cet actif net sera attribué à des œuvres similaires ou à des œuvres d'assistance aux psychopathes et assimilés du département du Puy-de-Dôme et éventuellement d'un ou plusieurs des départements sus-indiqués à l'article 4.

TITRE II ORGANISATION

Article 8. — Les groupements organiques de la Société d'Hygiène Mentale du Centre sont :

- le Comité de patronage,
- le Collège des membres actifs,
- le Collège des membres donateurs.

Article 9. — Le Comité de patronage est ouvert aux personnalités portant intérêt aux activités poursuivies par la Société. Les membres du Comité sont désignés par décisions spéciales du Conseil d'Administration.

La dignité de Président du Comité de patronage est conférée par décision du Conseil d'administration.

Article 10. — Le Collège des membres actifs est réservé :

1° - Aux personnes qualifiées par leur compétence technique et appartenant notamment aux catégories professionnelles suivantes :

- justice, tutelle et préservation sociale,
- assistance aux mineurs,
- neuro-psychiatrie et hygiène mentale,
- psychologie appliquée, psychothérapie, psychotechnique,
- pédagogie spéciale et rééducative,
- hygiène sociale, entraide et réadaptation sociale ;

2° - aux personnes associées aux diverses formes d'action sociale de la Société et mandatées à cet effet par le Conseil d'administration et aux personnalités portant un intérêt particulier aux activités de la Société.

Le Conseil d'administration est seul qualifié pour prononcer l'admission des membres actifs. Il dote le Collège des membres actifs d'un Président et de deux Vice-Présidents au minimum choisis dans le sein du Collège, dont le mandat a la même durée que celui des administrateurs.

Les membres actifs, en raison des services rendus bénévolement à la Société, ne sont pas tenus à l'obligation d'acquitter une cotisation.

Article 11. — Le Collège des membres donateurs est constitué par les personnes ou collectivités désireuses d'apporter leur appui et leur encouragement à la Société sous forme de concours financier ou matériel.

Il est prévu deux catégories de membres donateurs :

- les membres bienfaiteurs, dont la cotisation annuelle est de 20 F au moins ;
- les membres sympathisants, dont la cotisation annuelle est inférieure à 20 F.

Il n'est pas prévu de possibilité de rachat des cotisations.

Article 12. — Le Conseil d'Administration fixe les règles générales de recrutement des membres.

Article 13. — La qualité de membre se perd par la démission ou par le non paiement de la cotisation annuelle pour les membres donateurs. Par ailleurs, le Conseil d'administration peut, à tout moment, après avoir entendu l'intéressé, prononcer la radiation d'un Membre si son activité au sein de la Société est contraire aux dispositions statutaires ou si la présence dudit membre s'avère préjudiciable à la tenue morale de celle-ci.

Article 14. — Les membres de la société ne pourront recevoir aucune rétribution. Toutefois, les frais de déplacement et de séjour, les frais de missions des administrateurs pourront être remboursés conformément aux dispositions arrêtées par le Conseil d'administration.

TITRE III ADMINISTRATION

Article 15. — La Société est administrée par un Conseil d'administration comprenant 15 membres au moins.

Les membres du conseil d'administration sont élus au scrutin secret pour trois ans par l'Assemblée générale convoquée à la diligence du Président du Conseil d'administration.

Article 16. — Sont éligibles :

1° - les techniciens du Collège des membres actifs qui ont seuls la faculté de faire acte de candidature à titre individuel, celle-ci devant être notifiée au Président de ce Collège 15 jours pleins avant la date des élections ;

2° - les autres membres de la société, personnes physiques ou représentants de personnes morales à condition de figurer sur la liste complète qui doit toujours être présentée par le Conseil d'administration sortant.

Le Conseil d'administration, en accord avec le Président du Collège des membres actifs, fixe la date des élections, ainsi que le nombre des sièges à pourvoir ; cette date ainsi que le lieu où doivent se dérouler les élections sont portés à la connaissance des membres actifs 3 semaines avant la date prévue par pli individuel adressé à chacun d'eux.

La liste des candidats présentés par le Conseil d'administration sortant, complétée éventuellement par les noms des candidats à titre individuel, est arrêtée par le Président du Conseil d'administration dix jours avant la date des élections. Le vote par correspondance est admis pour les membres actifs.

Sont déclarés élus au premier tour, les candidats ayant obtenu la majorité des suffrages exprimés. L'élection des candidats en ballottage ou de nouveaux candidats suscités en cas de ballottage par les membres présents à la réunion fait l'objet d'un deuxième vote auquel ne participent que les Membres présents à la réunion.

En cas de démission ou de carence déclarée d'un des membres du Conseil d'administration avant l'expiration du mandat collectif de 3 ans, il sera procédé par le Conseil d'administration sur proposition de son bureau et après avis du Président du Collège des membres actifs à la désignation d'un administrateur suppléant. Le remplaçant ainsi désigné achèvera le mandat de son prédécesseur ; son choix sera validé par la plus prochaine Assemblée générale.

Article 17. — Le Conseil d'administration élu choisit parmi ses membres un bureau comprenant :

- un Président,
- cinq Vice-Présidents,
- un Secrétaire général, éventuellement un Secrétaire général adjoint,
- un trésorier, éventuellement un trésorier adjoint.

Article 18. — Le Conseil d'administration assume pendant la durée de son mandat la responsabilité des actes de la Société. Il assure sa marche générale, règle et contrôle le fonctionnement de tous ses organes administratifs et techniques, ainsi que de ses services et établissements. Il s'applique à promouvoir une politique de développement constant de l'action de la Société en conformité avec ses buts. Il est investi des pouvoirs les plus étendus.

Il accepte s'il le juge à propos, les dons qui peuvent être faits à la Société par des personnes physiques ou morales dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur.

Il peut faire ouvrir et faire fonctionner tous les comptes bancaires ou

autres, procéder à toutes opérations nécessaires au maniement des fonds de l'Association, engager toutes instances judiciaires ou autres qui pourraient être utiles et à cet effet désigner tous conseils ou mandataires. Il pourra également transiger, compromettre et d'une façon générale accomplir tous les actes quels qu'ils soient, qui pourront être utiles à l'activité de la Société.

Le Conseil peut déléguer une partie de ses attributions au bureau. Cette délégation qui doit être expresse, est spéciale et temporaire.

Article 19. — Le Conseil d'administration se réunit à la diligence de son Président aussi souvent qu'il est nécessaire et obligatoirement deux fois par an pour l'approbation des budgets et l'examen des comptes.

Les décisions sont prises à la majorité simple des membres présents, en cas de partage des voix, celle du Président est prépondérante.

Les procès-verbaux des délibérations sont signés par le Président et le Secrétaire.

Article 20. — Le Président du Conseil d'administration à titre et rang de Président de la Société d'Hygiène Mentale du Centre. Il préside les réunions du Conseil d'administration et les Assemblées générales de la Société.

Il signe tous les actes ou délibérations. Il représente de plein droit la Société en justice et dans tous les actes de la vie civile ainsi que devant les autorités administratives, il est investi de tous pouvoirs à cet effet.

En cas d'empêchement, il est remplacé par un Vice-Président.

Article 21. — Le Secrétaire général est chargé des convocations aux différentes réunions et de la rédaction des procès-verbaux.

Il tient les registres prévus à l'article 5 de la loi du 1^{er} juillet 1901 et à l'article 6 du décret du 16 août 1901.

Il a délégation pour contrôler, en accord avec le bureau, l'exécution des décisions du Conseil d'administration.

Il dirige et contrôle l'exécution des budgets, engage et ordonnance des dépenses, recouvre les recettes, recrute et licencie le personnel. Sur sa proposition, le Conseil d'administration peut désigner des ordonnateurs secondaires pour certaines opérations définies.

Il dirige ou fait diriger sous sa responsabilité le secrétariat de la Société ; il contrôle la bonne marche des services et établissements.

Il procède ou fait procéder aux études présentées au Conseil d'administration ; il établit le rapport général annuel d'activités devant être soumis au Conseil d'administration et à l'Assemblée générale.

Il s'assure de la bonne conservation des documents et archives de la Société.

Article 22. — Le Trésorier est chargé de tout ce qui concerne la gestion du patrimoine de la Société, sous la responsabilité du Président.

Il assure la surveillance de la comptabilité et du fonctionnement financier de la Société y compris les services et établissements qui en dépendent.

Il rend compte régulièrement et au moins une fois l'an au Conseil

d'administration et à l'Assemblée Générale des opérations effectuées ; il dresse ou fait dresser les comptes financiers annuels et en collaboration avec le Secrétaire général élabore les divers budgets.

Il s'assure de la bonne conservation des registres de comptabilité, des documents comptables et des pièces justificatives des recettes et des dépenses.

Article 23. — L'Assemblée générale choisit dans son sein ou en dehors de lui pour une durée de trois ans un ou plusieurs Censeurs qui exercent auprès de la Société les missions dévolues aux Commissaires aux Comptes par la Loi n° 66 - 537 du 24 juillet 1966.

TITRE IV ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE

Article 24. — L'Assemblée générale se compose des membres du Comité de patronage, des membres actifs et des membres bienfaiteurs ayant acquitté leur cotisation pour les 3 dernières années précédant la réunion.

Elle est réunie sur convocation du Conseil d'administration.

La convocation a lieu 15 jours avant la date fixée pour la réunion par voie de presse.

Les décisions sont prises à la majorité des membres présents en séance ou régulièrement représentés, étant précisé que les membres se faisant représenter ne peuvent donner mandat pour ce faire qu'à un membre de la catégorie à laquelle ils appartiennent.

L'Assemblée générale est souveraine.

Elle entend le compte-rendu général de l'activité ; le rapport sur les comptes financiers de l'exercice écoulé et statue sur leur approbation.

Elle désigne les administrateurs, leur donne quitus de leur gestion.

Elle désigne le ou les Censeurs.

Elle ne peut délibérer que sur les questions inscrites à l'ordre du jour.

Article 25. — Les membres de la Société sont convoqués chaque année dès le rapport d'activités et le rapport financier ont été préparés.

ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE

L'Assemblée générale extraordinaire statue sur toutes les questions urgentes ou exceptionnelles qui lui sont soumises : modifications des statuts, dissolution de l'Association.

La convocation a lieu 15 jours avant la date fixée pour la réunion par voie de presse.

Les décisions sont prises à la majorité des 2/3 des membres présents ou représentés, étant précisé que les membres se faisant représenter ne

peuvent donner mandat pour ce faire qu'à un membre de la catégorie à laquelle ils appartiennent. Le vote par correspondance n'est pas admis.

L'Assemblée Générale extraordinaire est convoquée par le Président sur avis conforme du Conseil d'Administration ou sur demande écrite du 1/3 des membres, déposée au Secrétariat. Dans ce cas, la réunion doit avoir lieu dans les 15 jours qui suivent le dépôt de la demande au Secrétariat.

TITRE V RESSOURCES

Article 26. — Le patrimoine de l'Association répond seul des engagements financiers contractés au nom de celle-ci et aucun des associés ne pourra en être tenu responsable sur ses propres biens.

Article 27. — Les ressources de l'Association sont constituées :

- a) par les cotisations des membres adhérents ;
- b) par les subventions de l'Etat, des départements, des communes et des collectivités publiques et privées ;
- c) par les dons et legs qu'elle accepte dans les termes de l'article 35 de la loi du 14 janvier 1933 ;
- d) par le produit des appels à la générosité publique dûment autorisés suivant la législation en vigueur ;
- e) éventuellement par les prix de journée dans le cas où l'association gère un organisme d'assistance agréé.

Les personnes physiques ou morales qui accordent une subvention, un don ou une libéralité quelconque, peuvent lui donner une affectation spéciale compatible avec le but de l'Association.

TITRE VI ORGANISATION DES SERVICES

Article 28. — Toute création de service ou établissement est décidée par le Conseil d'administration.

Chaque service ou établissement sera régi par un règlement intérieur spécial définissant les modalités de fonctionnement technique, administratif et financier.

Lorsque la Société participera à l'organisation et au fonctionnement des activités thérapeutiques et sociales dans le cadre d'un établissement de soins ou d'assistance non géré par elle, elle le fera en se conformant aux directives de la circulaire du ministre de la Santé publique du 4 février 1958 relative au travail des malades mentaux en traitement dans les Hôpitaux psychiatriques.

La décision sera prise par le Conseil d'administration et une Convention conclue avec l'établissement hospitalier précisera les modalités pratiques de cette participation.

TITRE VII

DISPOSITIONS DIVERSES

Article 29. — La Société d'Hygiène Mentale du Centre adopte pour emblème la Croix bleu marine correspondant au modèle adopté et déposé par la Fédération des Sociétés de Croix-Marine.

Tout membre de la Société a droit au port de cet insigne.

Article 30. — Tout membre dont l'activité en faveur de la Société aura procuré à celle-ci un bénéfice moral ou matériel d'une ampleur particulière pourra être proposé par le Conseil d'administration pour une des distinctions prévues par les statuts de la Fédération des Sociétés de Croix-Marine.

Les présents statuts, approuvés par l'Assemblée générale extraordinaire du 27 février 1968, se substituent à ceux qui étaient jusqu'ici en vigueur.

CONSEIL D'ADMINISTRATION
DE LA SOCIÉTÉ D'HYGIÈNE MENTALE DU CENTRE
(1968)

Président : D^r COURBAIRE de MARCILLAT, Médecin-Conseil régional de la Sécurité Sociale, Clermont-Ferrand.

Vice-Présidents : M. BARBAT, Président du Conseil d'administration de la Caisse Régionale d'Assurance Maladie du Massif Central ; P^r POROT, Médecin des Hôpitaux, Clermont-Ferrand ; M. REZEL, Directeur des Contributions Directes et du Cadastre, Clermont-Ferrand ; M. SALINGARDES, Procureur de la République, Clermont-Ferrand ; M. TRAMOND, Chef de Division Honoraire, Préfecture du Puy-de-Dôme, Clermont-Ferrand.

Secrétaire général : D^r Pierre DOUSSINET, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique Ste-Marie de l'Assomption, Clermont-Ferrand.

Secrétaire général adjoint : M. KAHN, Directeur de la Caisse de Mutualité Sociale Agricole du Puy-de-Dôme, Clermont-Ferrand.

Trésorier général : M. GROLIÉ, Directeur honoraire de la Banque de France, Clermont-Ferrand.

Membres : D^r BLANDIN, Médecin-Chef à l'Hôpital Psychiatrique Ste-Marie de l'Assomption, Clermont-Ferrand ; M^{me} BRUN, Pharmacien, Clermont-Ferrand ; D^r JAUJOU, Médecin Inspecteur Régional de la Santé, Préfecture, Clermont-Ferrand ; M. LHOMME, Chef du Service Régional de l'Action Sanitaire et Sociale, Préfecture, Clermont-Ferrand ; D^r MASSON, Président du Centre Régional pour la Jeunesse Inadaptée en Auvergne, Clermont-Ferrand ; M. PONS, Directeur de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie du Puy-de-Dôme, Clermont-Ferrand.

Directeur du Comité Hospitalier : D^r BLANDIN.

Président du Comité de Patronage : M. DIEBOLT, Préfet de la Région Auvergne.

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	1
CHAPITRE I. — La Société d'Hygiène Mentale du Centre, des origines au Mouvement Croix-Marine	3
CHAPITRE II. — Contribution à l'équipement régional et à la propagande sanitaire	17
CHAPITRE III. — Les Comités hospitaliers	29
CHAPITRE IV. — L'assistance dans le milieu social	39
CHAPITRE V. — Initiatives en faveur des déficients mentaux congé- nitaires	51
CHAPITRE VI. — La protection tutélaire	57
CHAPITRE VII. — Commentaires	67
CONCLUSIONS	79
BIBLIOGRAPHIE	81
DOCUMENTS ANNEXES	93
DOCUMENTS relatifs à la constitution de la Sociétés (1947)	95
DOCUMENTS relatifs à la constitution de la Fédération des Sociétés de Croix-Marine (1952)	121
DOCUMENTS relatifs à la première transformation de la Société d'Hygiène Mentale du Centre (1956)	131
DOCUMENTS relatifs à la constitution de l'Union Internationale des Sociétés d'aide à la santé mentale (1964)	151
DOCUMENTS relatifs à la deuxième transformation de la Société d'Hygiène Mentale du Centre (1968)	157

IMPRIMERIE GAINAULT

— 36 - ISSOUDUN —

— N° d'éditeur 0.003 —

— N° d'ordre : 1094 —

Dép. lég. : 4^e trim. 1968

